

Chapitre 3:

Le second Empire (1852-1870).

Ce régime a connu un étrange destin dans la mémoire historique des Français. Vilipendé par la troisième République qui lui a succédé et s'est construite largement contre son souvenir, le second Empire a longtemps gardé **une image de période réactionnaire et corrompue**, et l'Empereur une image de parjure (à son serment de fidélité à la République), de massacreur: double image forgée dès les années 1850-1860, en particulier par Victor Hugo et par Gambetta, et renforcée par Zola à la génération suivante¹. La fin lamentable du régime n'a rien arrangé, non plus que la Commune qui en a été largement un le chapitre 4). Pourtant **les historiens de l'économie ont contribué à le réhabiliter**; eux présentent volontiers cette période comme celle où l'économie de notre pays entreprit de se moderniser et "décolla" effectivement, celle où se mirent en place les structures de la France moderne; à l'exception des marxistes, ils en font une période de prospérité croissante. Du coup, le personnage haï et moqué de **"Badinguet" a connu lui aussi une spectaculaire réhabilitation**: on en fait à présent un Empereur polyglotte, ouvert à l'économie, père de l'aménagement du territoire et préoccupé de la question sociale... Le phénomène semble devoir aller jusqu'à une

¹ Λα σαγα δεσ Ρουγον-Μαχθυαρτ δε Ζολα, πινγτ ρομανσ πυβλις εντρε 1871 ετ 1893 μαισ θυι πορτεντ συρ λα πριοδε 1850-1870, ρεπρ[σεντεντ υν βον τ[μοιγναγε συρ λε σεχονδ Εμπιρε, μαισ υν τ[μοιγναγε [πιδεμμεντ οριεντ[: εν παρτιχυλιερ Λα χονθυ/τε δε Πλασσασσ ετ Σον Εξχελλενχε Ευγ(νε Ρουγον (πουρ λεσ οριγινεσ δυ ρ[γιμε ετ λα πιε πολιτιθε εν προπινχε), Λα χυρ/ε (λα σπ[χυλατιον ιμμοβιλιρε ρ Παρισ, λα Νφ|τε ιμπ[ριαλεΝ ετ λεαφφαιρισμε), Νανα (λα προσιτυτιον ετ λε Νδεμι-μονδεΝ), Λα τερρε (λεσ παψσανσ), Γερμιναλ (λεσ δ[βυτσ δυ μουπεμεντ ουπριερ), Λε πεντρε δε Παρισ (λε Παρισ ποπυλαιρε), Αυ βονηευρ δεσ δαμεσ (λεσ μυτατιονσ δυ χομμερχε), Λα β/τε ημυαινε (λε χηεμιν δε φερ), Λα δ/β@χλε (λα γυερρε φρανχο-πρυσσιεννε ετ λεεφφονδρεμεντ δυ ρ[γιμε). Λα θυαλιτ[λιττ[ραιρε εν εστ δεσ πλυσ ιν[γαλε, μαισ χερταινσ περσονναγεσ σοντ δεπενυσ εμβλ[ματιθεσ (Γερψαισε, ετχ.), τουτ χομμε χερταινσ δ[χορσ (λα λοχομοτιπε δε Λα β/τε ημυαινε, λα μινε δε Γερμιναλ).

N.B. Γερμιναλ πρ[σεντε υν προβλ[με παρτιχυλιερ: χεεστ υνε εξχελλεντε δεσχιριπτιον δευν χονφλιτ σοχιαλ... δεσ ανν[εσ 1880, λεσ ανν[εσ δεαιλλεурс ο] Ζολα [χριπιτ λε ρομαν; πουρ λεσ ανν[εσ 1860, λεσ ουπριερσ δε Γερμιναλ σοντ φορτ εν απανχε συρ λευρ τεμπσ, δ[φ ρ δοτ[σ δευνε χονσχιενχε δε χλασσε προλ[ταριεννε, δ[φ ρ σπνδιθυ[σ, δ[φ ρ χαπαβλεσ δε σευνιρ δανσ λα λυττε... Χεσ τραιτσ εξισταιεντ δ[φ ρ, δυ μοινσ ρ λα τουτε φιν δυ ρ[γιμε (ποψεζ λεσ ρ[φ[ρενχεσ αυξ γρ[πεσ δυ Χρευσσ ετ δε Λα Ριχαμαριε ρ λα φιν δε χε χηαπιτρε); μαισ ιλσ [ταιεντ εξτρ[μεμεντ μινοριταιρεσ.

Υνε αυτρε σουρχε εσσεντιελλε συρ λε[ποθυε, αυ μοινσ συρ σον εσπριτ: λεσ οπ[ρεττεσ δε θαχθυεσ Οφφενβαχη (θακοβ Εβερστ, 1819-1880), μυσιχιεν δεοριγινε αλλεμανδε δοντ λε συχχ[σ φυτ λι[ρ χελυι δυ τη[@τρε θυειλ φονδα ρ λεοχχασιον δε λεεξποσιτιον υνιπερσελλε δε 1855, λεσ Βουφφεσ-Παρισιενσ. Λεσ ανν[εσ 1860 φυρεντ σα γρανδε π[ριοδε, απεχ νοταμμεντ λα Βελλε Η/λ(νε εν 1864 ετ Λα Π/ριχηολε εν 1868. Απρ[σ 1870, ιλ τραπερσα υν μομεντ διφφιχιλε, ταντ παρχε θυειλ [ταιτ Πρυσσιεν δε ναιισσανχε θυε παρχε θυεον λειδεντιφιαιτ αυ ρ[γιμε δ[φυντ.

réhabilitation partielle des pratiques politiques du second Empire, que certains veulent tenir pour l'annonce de notre cinquième République avec ses institutions fortes et stables¹.

En réalité ces deux perceptions ne s'opposent pas: elles sont complémentaires. Le second Empire n'est pas le seul exemple d'une dictature modernisatrice accompagnée d'un décollage économique: sur un mode bien plus sanglant, le régime du général Pinochet au Chili (de 1973 à 1990), celui de Deng Hsiaoping en Chine (de 1980 à 1997), et même celui de Staline en U.R.S.S., en sont des illustrations. Il est normal, même si c'est injuste, qu'avec le temps les souvenirs de la répression, si cruels soient-ils, s'effacent devant le sentiment d'une amélioration du sort de la population,... à condition que le régime ne s'achève pas en désastre économique, comme ce fut le cas en U.R.S.S.

I- Caractères généraux du régime.

Les **institutions** mises en place à la suite du coup d'État demeurèrent telles quelles jusqu'en 1860, si ce n'était qu'à la tête de l'édifice institutionnel le Président élu pour dix ans était remplacé par un Empereur. On était donc en monarchie, et le monarque ne faisait pas que régner. Dans les années 1860 il y eut certes une lente évolution constitutionnelle vers une certaine déconcentration du pouvoir, je la détaillerai plus bas; mais elle concernait essentiellement la place de la Chambre basse dans le dispositif institutionnel, et elle se fit uniquement dans la mesure où l'Empereur le voulait bien et dans les limites qu'il fixait. Beaucoup d'autres traits demeurèrent jusqu'à la fin, qui faisaient de l'Empire un **régime** très **personnel**: le Sénat était nommé par le monarque et non pas élu; surtout, **l'Empereur gouvernait seul**; jusqu'en janvier 1870 il n'y avait pas de chef du gouvernement, et encore dans l'été 1870 le premier bénéficiaire de cette charge fut renvoyé sans qu'il y ait eu changement de majorité à la Chambre. Avant 1870, les **ministres** ne formaient pas un véritable cabinet: ils travaillaient séparément (il n'y avait jamais de conseil des ministres en forme, seulement des réunions que l'Empereur organisait quand il voulait, le plus souvent deux fois par semaine); chacun d'entre eux était individuellement responsable devant le monarque, qui pouvait les remercier à tout moment sans rendre de comptes à personne. Ils n'avaient même pas le droit de démissionner en cas de désaccord: c'étaient de simples secrétaires.

¹ En 1991, le γαυλλιστε Πηλιππε Σ[γυιν α πυβλι] υνε βιογραπητε φορτ λαυδατιπε δε λαΕμπερευρ.

Et puis, jusqu'à la fin, **la légitimité du régime reposa toujours** en premier lieu **sur la relation particulière qui unissait le monarque à son peuple**. Cette légitimité ne venait ni de Dieu (comme celle des monarchies d'Ancien Régime), ni des victoires militaires (comme largement celle du premier Empire), ni d'une idéologie, d'une eschatologie historique (comme celle des régimes communistes au XXe siècle), ni des élections (comme aujourd'hui). Elle venait bien du peuple, du peuple tout entier et non des plus riches ou des plus "éclairés", ce qui en fait, selon les catégories de la science politique, le premier "régime d'opinion" de notre Histoire; mais c'était **une légitimité** d'abord **plébiscitaire**. Louis-Napoléon Bonaparte avait demandé aux Français d'approuver le coup d'État par leurs votes en 1851, puis la restauration de l'Empire en 1852. Il se réservait la possibilité de recourir à d'autres plébiscites lorsqu'il le souhaiterait, afin de réaffirmer sa légitimité, de raffermir les liens qui l'attachaient au peuple; en pratique, Napoléon III attendit 1870 avant d'en organiser un nouveau, mais **le système de la candidature officielle donnait une dimension plébiscitaire à chaque scrutin**, même local: on ne votait pas pour tel ou tel projet, mais pour ou contre le gouvernement à travers son candidat.

La pratique du plébiscite était héritée du premier des Napoléonides; par la suite, les IIIe et IVe Républiques, par réaction aux deux Empires, ont absolument refusé de pratiquer ce type d'appel direct au peuple par-dessus la tête de ses représentants: ce furent des **démocraties représentatives** au sens strict, par opposition à la **démocratie directe** chère aux bonapartistes. Ce fut de Gaulle qui réintroduisit non pas le plébiscite, mais le référendum dans la constitution de la Ve République; mais on l'accusa de faire des référendums qu'il convoquait des sortes de plébiscites. La différence, c'est qu'en principe un **référendum** porte sur l'approbation ou le rejet d'une loi, d'un projet précis; alors que dans un **plébiscite** on demande aux votants s'ils sont d'accord ou non avec le gouvernement ou avec le régime. En pratique la nuance est souvent des plus mince: on constate que lors des référendums les mécontents ont tendance à se défouler contre ceux qui l'ont proposé, lesquels en revanche comptent bien retirer d'un vote positif un avantage politique. À plusieurs reprises de Gaulle menaça de démissionner si les Français ne votaient pas "oui" à ses référendums (ce qu'il fit en 1969): c'était indéniablement leur donner une coloration plébiscitaire.

Conséquence de cette conception plébiscitaire du régime, il n'y avait **pas de partis** avec leurs programmes, leur concurrence, leurs alliances ou leurs disputes, même au sens du XIXe siècle, celui de simples regroupements informels par sensibilités: car, pour les bonapartistes, les partis n'expriment que des intérêts particuliers, égoïstes, et divisent la nation; la notion même d'"opinion publique" est inacceptable. Il n'y avait qu'un homme assumant le pouvoir face au peuple qu'il était censé unir, à la nation qu'il était censé cimenter,

dont il était censé incarner la volonté générale. Il n'y avait même pas l'équivalent des partis uniques du XXe siècle, une formation destinée à mobiliser la population au service du régime: cela n'avait pas encore été inventé. **Le bonapartisme était censé être non un courant partisan**, un objet de débat politique, **mais un sentiment** éprouvé par tous les Français envers un homme et un régime, quelles que fussent par ailleurs leurs opinions sur tel ou tel problème. Ce que résume une boutade fameuse de Napoléon III à propos de son entourage: « L'Impératrice est légitimiste, Morny [demi-frère de l'Empereur] est orléaniste, Napoléon-Jérôme [l'héritier du trône] est républicain, et je suis moi-même socialiste. Le seul bonapartiste, c'est Persigny [un autre ministre], et il est fou »

Bien sûr, il y avait aussi une part de **légitimité dynastique**. **le régime** naissant **se réclamait de Napoléon Ier** (le titre d'"Empereur des Français" que prit Napoléon III était le même que celui de son oncle), moins en principe de sa gloire militaire que de son œuvre de continuateur de la Révolution, de grand réorganisateur des institutions, d'homme qui avait ramené la prospérité (le discours de Bordeaux était explicite à ce sujet — voyez au chapitre 2). Mais le second Empire revendiquait aussi, dans l'héritage du premier, le respect dont la France avait joui en Europe et dans le monde; et concrètement, le régime faisait beaucoup appel aux souvenirs des grandes épopées napoléoniennes, la campagne d'Italie, Austerlitz, Wagram, Iéna, etc.¹ Nous verrons dans la deuxième partie que ces problèmes de rapport au premier Empire ne concernaient pas que la légitimité, la propagande et le décorum du régime, mais eurent des conséquences très concrètes: le neveu se lança, pour imiter l'oncle, dans une politique extérieure fort active.

Le régime était **très centraliste**, très jacobin (au sens dérivé de ce mot), et le demeura jusqu'au bout; ce qui ne choquait personne à l'époque, c'était un très ancien héritage qui remontait à l'Ancien Régime et que toutes les monarchies et républiques successives avaient respecté (les opposants républicains au second Empire le critiquaient, mais il ne fut pas non plus remis en cause en 1870). Ainsi les deux grandes villes les plus agitées du pays, Paris et Lyon, n'avaient pas de maire! À Paris, c'étaient le préfet et le préfet de police qui en faisaient office.

¹ Χεπενδαντ, μ|με σι χεσ ραππελοσ φλατταιεντ λευρ νατιοναλισμε, χερταινισ Φραν|αισ απαιεντ λε σεντιμεντ θυε λε τεμπσ απαιτ πασσ|ετ θυε λα ρη|τοριθυε ιμπ|ριαλε, λε δ|χορυμ ναπολ|ονιεν δυ ρ|γιμε |ταιεντ θυελθυε πευ αναχηρονηυεσ εν χεσ ανν|εσ 1850, παισιβλεσ, λιβ|ραλεσ, αφαιριστεσ... Εν τ|μοιγνε, συρ λε μοδε δε λαιρονηε δισχρ|τε, λε ρομαν δεδμοντ Αβουτ Ληγομμε ς|λεορευ|λε χασσ|ε, παρυ εν 1861, θυι ναρρε λεσ διφφιχυλτ|σ δεαδαπαταιον δευν οφφιχιερ δυ πρεμιερ Εμπιρε, ρεσσυχιτ| παρ δεσ σαπαντσ απρ|σ χονγ|λατιον δανσ λεσ γλαχεσ δε Ρυσσιε.

Dans ce type de régime, les fonctionnaires qui représentaient l'État dans le pays étaient des personnages très importants, spécialement les **préfets**: ils nommaient et révoquaient librement les fonctionnaires locaux, y compris les instituteurs et les maires des communes de moins de trois mille habitants (ils n'étaient même pas forcés de les choisir au sein du conseil municipal); ils avaient des pouvoirs étendus en ce qui concernait l'approvisionnement des villes, la petite voirie, etc.; ils passaient leur temps à courir marchés, foires et comices agricoles pour porter la bonne parole, prendre le pouls de l'opinion, éventuellement repérer les opposants (leurs rapports étaient très lus à Paris). Surtout, comme sous la monarchie de Juillet, les préfets avaient la charge de contrôler les élections nationales et locales, de **faire voter "le bétail rustique"** (selon l'expression d'un opposant dépité en 1857) avec l'aide empressée des élites rurales: jusqu'à ce qu'il tombât en désuétude dans la deuxième moitié des années 1860, le système de l'affiche blanche rendait ce contrôle encore plus efficace. Ces habitudes s'étaient mises en place dès les lendemains du coup d'État; voici par exemple les instructions que Persigny, ministre de l'Intérieur, donnait aux préfets à la veille des législatives de 1852:

« Dans les élections qui se préparent, le peuple français a un rôle important à jouer. Mais ici quel ne serait pas son embarras sans l'intervention du gouvernement! Comment huit millions d'électeurs pourraient-ils s'entendre pour distinguer, entre tant de candidats recommandables à tant de titres divers et sur tant de points à la fois, deux cent soixante et un députés animés du même esprit, dévoués aux mêmes intérêts et disposés également à compléter la victoire populaire du Vingt décembre [1851: il s'agit du plébiscite]. Il importe donc que le gouvernement éclaire à ce sujet les électeurs. Comme c'est évidemment la volonté du peuple d'achever ce qu'il a commencé, il faut que le peuple soit mis en mesure de discerner quels sont les amis et quels sont les ennemis du gouvernement qu'il vient de fonder.

En conséquence, Monsieur le Préfet, prenez des mesures pour faire connaître aux électeurs de chaque circonscription de votre département, par l'intermédiaire des divers agents de l'administration, par toutes les voies que vous jugerez convenable, selon l'esprit des localités, et, au besoin, par des proclamations affichées dans les communes, celui des candidats que le gouvernement de Louis-Napoléon juge le plus propre à l'aider dans son œuvre réparatrice.

Le gouvernement ne se préoccupe pas des antécédents politiques des candidats qui acceptent avec franchise et sincérité le nouvel ordre des choses; mais il vous demande en même temps de ne pas hésiter à prémunir les populations contre ceux dont les tendances connues, quels que soient d'ailleurs leurs titres, ne seraient pas dans l'esprit des institutions nouvelles ».

On voit par ces lignes que les fonctionnaires étaient considérés comme tenus à une action politique de défense du gouvernement et de son œuvre. C'était pourquoi aussi chacun d'entre eux devait prêter un **double serment**, à la Constitution et à l'Empereur. Pour pouvoir se présenter aux élections les candidats devaient faire de même, ce qui posait des cas de conscience aux opposants au régime.

Le **personnel politique** parisien fut très stable; dans l'ensemble il ressemblait assez à celui de la monarchie de Juillet, sinon qu'il était issu davantage des milieux d'affaires et moins des milieux juridiques et universitaires; on y trouvait aussi moins de prétentions intellectuelles qu'au temps de Guizot. Il y avait bien quelques personnages de basse volée comme Fialin de **Persigny** (1808-1872) ministre de l'Intérieur¹, qui n'avait pour lui que d'avoir été un fidèle des premiers jours, et le népotisme faisait rage: ainsi le fils de **Baroche** (1802-1870), le président du Conseil d'État, y entra à vingt-quatre ans! Le duc Charles-Auguste de **Morny** (1811-1865), demi-frère de l'Empereur² et président du Corps législatif, agaçait par son mode de vie quelque peu flamboyant, mais c'était un homme de valeur; il incarnait un bonapartisme plutôt libéral. Eugène **Rouher** (1814-1884), en charge du Commerce et des Travaux publics, était lui aussi un excellent ministre; lui était proche au contraire de la bourgeoisie orléaniste conservatrice, il avait servi la monarchie de Juillet mais s'était rallié à Louis-Napoléon dès avant le coup d'État (par ailleurs, sa vie privée était bien plus présentable que celle de Morny). On peut aussi citer Achille **Fould** (1800-1867), banquier de profession, ministre d'État (c'est-à-dire coordinateur de l'action gouvernementale), et Victor **Duruy** dont je reparlerai. La vie privée et mondaine de certains de ces personnages faisait l'objet de critiques, de caricatures et d'attaques; aujourd'hui on a tendance à souligner plutôt leur connaissance des dossiers et, souvent, leur audace dans la gestion des affaires publiques et leur sûreté dans la prise de décision. C'est peut-être tomber dans l'excès inverse.

Une monarchie, c'est un régime héréditaire. Or celle-ci souffrait au départ d'un sérieux handicap: l'Empereur était un vieux garçon (âgé de quarante-quatre ans en 1852) sans enfant légitime, qui affichait une maîtresse (anglaise pour comble) et multipliait les aventures galantes. C'était à la fois incompatible avec la dignité d'un monarque et inquiétant pour l'avenir de la dynastie, d'autant plus que l'héritier selon la loi salique, le prince Napoléon-Jérôme (1822-1891; un cousin germain, "Plon-Plon" pour les caricaturistes), menait une vie

¹ Λες χηαργες ινδιθυ|ες δανσ χε παραγραπηε σοντ χελλεσ οχχυπ|εσ δανσ λεσ ανν|εσ 1850.

² Χε|ται λε φιλο ιλλ|γιτιμε δε|ορτενσε δε Βεαυηαρναισ ετ δυ χομτε δε Φλαηαυτ, γ|ν|ραλ δε|εμπρε, λυι-μ|με φιλο δε Ταλλεσφρανδ. Ιλ απαιτ |τ| δ|πυτ| σουσ λα μοναρχιε δε θυιλλετ, δεπυισ 1842; ιλ |ταιτ προχηε δε σον δεμι-φρ|ρε δεπυισ λεσ δ|βυτσ δε σα πρ|σιδενχηε.

privée encore moins présentable; il fréquentait l'avant-garde artistique, et surtout il affichait des opinions politiques fort radicales, anticléricales et pratiquement républicaines.

Aussi, dès 1853, Napoléon III convola avec une comtesse espagnole, **Eugénie de Montijo**, âgée de 27 ans, fort pieuse et idéologiquement proche du légitimisme. Elle était issue de la moyenne noblesse de son pays: le neveu de l'"Ogre" n'était pas encore vraiment parvenu à se faire admettre de plain-pied parmi les grandes familles régnantes d'Europe, qui le soupçonnaient de tendances démocratiques (avec raison de leur point de vue: c'était un homme d'autorité, partisan d'un régime fort, mais pas un partisan de l'Ancien Régime). Une anecdote à ce sujet: dans ses lettres, le Tsar appelait l'Empereur « mon ami » et non pas « mon cousin » comme c'était la règle. Napoléon III répliqua ironiquement: « on subit sa famille, mais on choisit ses amis »... Bref, il y avait eu un véritable "**blocus matrimonial**". En juin 1856 naquit un héritier, Napoléon Eugène Louis Bonaparte, dont on pouvait raisonnablement espérer qu'il serait majeur à la mort de son père, sauf accident. Le couple impérial n'eut pas d'autre enfant.

Plus tard les choses s'arrangèrent, l'Europe s'habitua à l'Empire; les Bonaparte, ces parvenus, finirent par s'intégrer plus ou moins au monde fermé de la haute noblesse européenne. Après le désastre de 1870, elle les recueillit et leur vint en aide. Et pourtant, la politique extérieure du régime avait donné des sueurs froides aux cours et chancelleries européennes...

II-Les contradictions de la politique étrangère de l'Empire (jusqu'en 1869)¹

La politique extérieure du second Empire fut particulièrement active et revêtit une importance essentielle pour le régime, tant au niveau de sa propagande que de son destin effectif; c'est pourquoi je la traite en premier, présentation générale mise à part. Surtout elle fut imprévisible, incohérente, et ne correspondit absolument pas à ce que le Prince-Président avait annoncé au moment de la naissance du régime. Le discours de Bordeaux avait été clair: « l'Empire, c'est la paix »; en fait, il y eut trois guerres en Europe en dix-huit ans, alors qu'il n'y en avait pas eu depuis 1815 et que par la suite il n'y en eut plus jusqu'en 1914.

En effet, **qu'était-ce qu'un Bonaparte sans gloire, et qu'était-ce qu'une gloire sans guerres pour un Bonaparte?**¹ Ce fut dans cette contradiction que l'Empire s'enferra dès les

¹ N.B. Χεττε σεχτιον εστ χονσαχρ[ε] Ϸ λα πολιτιθυε ευροπ[εννε] δυ σεχονδ Εμπυρε; φε τραιτεραι λα πολιτιθυε χολονιαλε ετ λξεξπ[διτιον] δυ Μεξιθυε αυ χηαπιτρε 10.

premières années; il devait en mourir. Une autre **contradiction** s'épanouissait **entre les principes**, plutôt libéraux, inspirés par la Révolution, et que la France ne cessa pas d'afficher comme justification de sa politique extérieure, **et des pratiques** souvent inspirées davantage par le *Realpolitik*², le souci des équilibres géopolitiques en Europe ou celui de se concilier l'Église, voire le simple désir d'expansion territoriale. Au nom de la liberté et des droits de l'homme l'oncle était allé guerroyer jusqu'à Moscou; de même, au nom de la liberté le neveu intervint un peu partout en Europe.

A) La guerre de Crimée (1854-1856).

Ce fut l'un des grands succès du régime. À l'origine, une affaire particulièrement confuse, restée sous le nom de **querelle des lieux saints**. Depuis la fin des croisades, les lieux saints de Palestine (le Saint Sépulchre de Jérusalem, l'église de la Nativité à Bethléem, etc.) se trouvaient, par l'intermédiaire des religieux que les musulmans avaient autorisé à rester pour les entretenir et assurer le culte, sous la protection des puissances chrétiennes et en particulier de la France, dont le monarque avant 1789 était "le fils aîné de l'Église"; c'était une charge d'une énorme importance symbolique et l'on se disputait les horaires des messes, mais aussi le moindre mètre carré de chapelle, le moindre placard à balais, tandis que les trousseaux de clefs étaient au cœur d'intrigues byzantines³. Mais la présence française en Terre sainte s'était passablement affaiblie entre 1791 et 1814; les orthodoxes en avaient profité pour gagner du terrain sur les catholiques, grâce à l'appui du Tsar et, dans un premier temps, du Calife. Les catholiques résistaient: la tension montait. L'affaire était plus sérieuse qu'il n'y paraît: l'Empire

¹ Τη[ορι]θυεμεντ, λα νοτιον δε ΒγλοιρεΒ ν[ε]ταιτ πασ εξχλυσιωμεντ λι[ε] ς χελλε δε γυερρε. Λα γλοιρε παρ εξχελλενχε, ενσειγναιεντ λεσ Αντιθυεσ, χ[ε]ταιτ χελλε δεσ φονδατευρσ δε χιτ[σ], δεσ λ[γ]ισλατευρσ, δεσ λιβ[ρ]ατευρσ δε πευπλεσ, ετ λε μοδ\λε εν [ταιτ αυ μοινοσ αυταντ Χινχιννατυσ ετ Αυγυστε, θυι ν[ε]ταιεντ πασ δε γρανδοσ χονθυ[ραν]τοσ, ου ς λα[πο]θυε μοδερνε λεσ Π[ρ]εσ φονδατευρσ αμ[ρ]ιχαινοσ, θυεΑλεξανδρε ετ Χ[σ]αρ. Μαισ χεχι παλαιτ πουρ δε πετιτοσ μιλιευξ ινοστρυιτοσ, ετ πουρ δεσ [πο]θυεσ ο[] λε πευπλε νε παρτιχιπαιτ πασ ς λα πιε πολιτιθυε. Αλλεξ εξπλιθυερ χεσ συβτιλιτ[σ] ς λεοπινιον πυβλιθυε, αλλεξ συρτουτ φονδερ νε προπαγανδε συρ θυελθυε χηοσε δεαυσοσ σοποριφιθυε θυε λεσ ινοστιτυτιονσ! Χονχρ[τε]μεντ, δανσ λε λεγσ απυνχυλαιρε χ[ε]ταιτ βιεν λα γλοιρε μιλιταιρε θυι [ταιτ λα πλυσ φαχιλε ς ιλλυστρερ, ετ ς εξπλοιτερ.

² ζοχαβλε αλλεμανδ, ποπυλαρισ[] εν Φρανχε δανσ λεσ ανν[ε]σ 1960 παρ λεσ ηιστοριενσ δε λα[πο]θυε βισμαρχικιεννε (ετ λεσ τη[ορι]χιενσ δε λα Δ[]τεντε, [πο]θυε δε Ρεαλλολιτικ σ[ε]ιλ εν φυτ!), θυι δ[]σιγνε πρ[]χισ[]μεντ νε πολιτιθυε σανσ πρινχιπεσ, γυιδ[]ε νον παρ λαιδ[]ολογιε μαισ σευλεμεντ παρ λεαναλψισε δεσ ραππορτοσ δε φορχε ετ δεσ ποσσιβιλιτ[σ] χονχρ[]τεσ.

³ Λα σιτυατιον ν[ε]α γυ[]ρε χηανγ[] αυφουρδ[]ηυι! Δεσ τραχτατιονσ σορδιδεσ οντ λιευ δεπυιο λεσ ανν[ε]σ 1990 αυτουρ δευνε πορτε συππλ[]μενταιρε ς περχερ δανσ λεσ μυρσ δε λα[]γλισε δε λα Νατιπιτ[] πουρ φαιρε φαχε ς λααφφλυξ δε τουριστεσ [] μαισ συρ λε ΒτερριτοιρεΒ δε θυελλε []γλισε? Αυξ δερνι[]ρεσ νουπελλεσ (2000), λεσ []τηιοπιενσ, θυι σοντ λεσ πλυσ παυπρεσ, δεπαιεντ χ[]δερ υν βουτ δε μυρ δε λευρ χηαπελλε, χοντρε εσπ[]χεσ σονναντεσ ετ τρ[]βυχηαντεσ.

ottoman était en pleine décadence et Saint-Pétersbourg essayait de se faire reconnaître la fonction de protecteur des orthodoxes sujets de la Sublime Porte (ils étaient douze millions, dont un nombre non négligeable en Palestine), dans le but de s'emparer des Détroits (le Bosphore et les Dardanelles) et de se frayer ainsi un accès à la Méditerranée.

Istanbul finit par s'inquiéter et en appela à la France, qui n'avait pas spécialement d'intérêts dans cette région ni en Russie, et au Royaume-Uni qui en avait un peu plus: puissance dominante en Méditerranée, il tenait avant tout à ce que les Détroits restassent ouverts au commerce, et pour cela il valait mieux qu'ils fussent entre les mains d'une Turquie faible que d'une Russie en pleine expansion coloniale sur ses marges méridionales. Une guerre russo-ottomane s'engagea en 1853; très vite, les Ottomans furent débordés. En mars 1854, les Britanniques et les Français volèrent à leur secours et déclarèrent la guerre à la Russie; le Piémont se joignit à eux. À cette date la querelle des lieux saints était réglée; mais là n'était plus le propos: la défense des intérêts de l'Église n'avait été qu'un prétexte, doux certes au cœur des légitimistes. Pendant six mois, les alliés occidentaux hésitèrent sur la stratégie à suivre: ils envoyèrent des escadres et tentèrent des débarquements un peu partout sur les interminables côtes de Russie (jusqu'en Baltique!); mais les troupes russes esquivèrent le combat, suivant une tactique qui avait bien réussi face à Napoléon. Alors les Franco-Britanniques décidèrent de porter la guerre en Crimée, cette péninsule qui abritait la principale base maritime russe en mer Noire, Sébastopol. Le **siège de Sébastopol** dura trois cent cinquante jours (de septembre 1854 à septembre 1855); mal préparé (en fait, on frôla la catastrophe, par manque d'organisation), il fut très dur: le choléra fit des ravages dans les deux camps et coûta la vie à Saint-Arnaud, commandant du corps expéditionnaire français, et à quatre vingt quinze mille de ses officiers et soldats. Il fut marqué cependant par quelques hauts faits qui ont laissé des traces dans la topographie de la capitale et de ses environs, comme la prise de la rotonde de **Malakoff** où s'illustra Mac-Mahon, futur président de la République, par ce mot digne de l'Antique: « j'y suis, j'y reste! ».

Entre-temps le tsar Nicolas Ier était mort en mars 1855. Son successeur Alexandre II, préoccupé par des jacqueries qui éclataient un peu partout, et incapable d'amener des renforts à travers les immensités russes (il n'y avait pas de transports modernes), décida d'arrêter les frais en janvier 1856 et engagea des négociations, sans avoir été vaincu militairement. Napoléon III obtint que la paix fût signée à Paris; comme au XVIIIe siècle **la France se retrouvait au cœur de l'Europe diplomatique**, ce qui effaçait l'humiliant blocus matrimonial des années 1852-1853, et, plus lointaine mais vivace encore, l'offense du congrès de Vienne en 1815.

Le prestige du régime sortit renforcé de la guerre de Crimée, en particulier dans les milieux catholiques, car l'Empire était parvenu à donner au conflit une petite allure de Croisade contre les schismatiques orthodoxes. Seuls les plus enragés légitimistes, comme le journaliste Louis Veuillot, grognèrent à cause de l'alliance avec la Grande-Bretagne protestante et le Piémont, les deux puissances les plus libérales du continent... Les milieux nationalistes, largement à gauche à l'époque, étaient satisfaits eux aussi, et tous ceux, à gauche, qui haïssaient le Tsar en tant que symbole de la réaction. Bref, le régime était arrivé à jouer à la fois sur le tableau de "la fille aînée de l'Église" et sur celui de "la patrie de la liberté et des droits de l'homme"; il s'était affermi en acquérant une nouvelle popularité, et **Napoléon III avait accru sa crédibilité de digne successeur de son oncle**. Venger Waterloo, remettre en question les clauses territoriales du traité de Vienne (la perte de la Savoie et de la rive gauche du Rhin), tout cela semblait désormais à la portée de la France.

Mais la formule du discours de Bordeaux sonnait faux désormais; il se confirmait qu'un Bonaparte pouvait difficilement être un "vrai" empereur sans remporter de victoires militaires; et que le projet bonapartiste de réconcilier la nation, de transcender les classes, les idéologies et les partis, allait difficilement sans la recherche de la gloire militaire. Certains commençaient à se poser des questions sur l'**aventurisme** du régime: cette guerre n'était absolument pas nécessaire, ni pour la sécurité du pays, ni pour la santé de l'économie; elle avait été mal préparée. Ils étaient peu nombreux pour l'instant: la Crimée, c'était loin; la propagande (servie notamment par les premiers photo-reportages de l'Histoire) avait bien fonctionné; la victoire rendait plus difficile l'expression des critiques. Mais **cette guerre**, par son succès même, **en appelait d'autres**: Napoléon III risquait d'être tenté de réitérer une opération aussi profitable... Était-il bien sûr de gagner toutes les guerres qu'il entreprendrait? L'oncle avait commis une grosse erreur d'appréciation en s'attaquant à la Russie, et cette erreur lui avait coûté son trône. Le même scénario pouvait se reproduire.

B) La guerre d'Italie (1859).

En Italie, à partir de 1858 Napoléon III mena **une politique tout à fait inattendue** pour un monarque qui s'entendait bien avec l'Église et les catholiques, comme on vient de le voir à propos de la Crimée. Mais c'était que l'Empereur était un croyant des plus tiède; son régime ne se prétendait pas le champion de la religion catholique, bien au contraire il reposait en dernière analyse sur les principes de 1789, parmi lesquels figurait la liberté de croyance et la neutralité de l'État en matière religieuse. Pour Napoléon III l'Église n'était qu'un instrument de contrôle social; or dans une période de prospérité et de calme où la France n'était plus

menacée de subversion par les partageux, il en avait moins besoin qu'en 1852. Homme moderne, l'Empereur détestait Pie IX, monarque réactionnaire par excellence. En revanche il éprouvait une passion particulière pour l'Italie, où il avait fait le coup de feu contre un autre Pape dans sa jeunesse, et à laquelle il était resté très attaché.

Surtout, **Napoléon III** était persuadé qu'il fallait aider l'Europe à se remodeler selon le principe des nationalités. Il **avait compris que la force montante de son temps était le nationalisme**; que plus le temps passerait, plus vivement les peuples réclameraient leur indépendance ou leur unité. Et cette idée, loin de lui répugner, lui était sympathique. Il pensait que « l'Europe ne ser[ait] tranquille que le jour où les peuples ser[aient] satisfaits. Et les peuples ne ser[aient] satisfaits que le jour où ils ser[aient] gouvernés par des hommes de leur race et de leur langue, et qu'ils ne ser[aient] plus exploités par l'étranger ». Il avait participé en personne à la lutte des Italiens pour leur unité; les débuts fulgurants de sa carrière politique avaient coïncidé avec le "printemps des peuples" de 1848.

Ces idées le rapprochaient de la gauche de son temps, qui pourtant le détestait pour beaucoup d'autres aspects de son régime: mais la cause des patriotes italiens était l'un des grands combats de la gauche et de l'extrême-gauche françaises. Les patriotes nationalistes d'Europe, en lutte contre des principautés et des empires absolutistes, étaient des démocrates, haïs par les conservateurs et les réactionnaires, et notamment par les noblesses locales dont le sort était lié à celui des Empires¹: le nationalisme à l'époque c'était la liberté, le progrès, les droits de l'homme. C'était ce que l'on avait retenu en France des révoltes polonaises, et surtout de la grande vague à la fois nationaliste et libérale qui avait soulevé l'Italie, l'Allemagne et la Hongrie en 1848. L'Empereur en revanche partageait le mépris de la gauche pour ceux, Pape de Rome ou Habsbourgs de Naples ou de Florence, qui s'accrochaient à un *statu quo* territorial hérité du Moyen Âge et qu'il savait condamné, pour ces Empires réactionnaires qui opprimaient les peuples au nom de légitimités archaïques (comme l'Autriche, qui se tenait pour la championne en Europe du catholicisme, et la Russie); pour ces petits royaumes et duchés indépendants sans aucune base nationale, gouvernés par des principes incompetents, réactionnaires et dépourvus de toute légitimité populaire. L'autre Napoléon les avait intégrées à une Europe rénovée; elles avaient été restaurées au congrès de Vienne en 1815, afin de tenir la France en lisière (de de fait, imposer en Europe le principe des nationalités, c'était aussi continuer à laver l'affront du congrès de Vienne); puis à nouveau après l'échec des révolutions de 1848 qui avaient voulu leur substituer une Allemagne et une Italie unies, une Pologne indépendante.

¹ Ἦ λαεξευεπιον δε λα νοβλεσσε πολωναισε, θυι [ταιτ νατιοναλιστε.

Quatre régions d'Europe étaient particulièrement agitées par les passions nationalistes: l'Italie, l'Allemagne, la Pologne et la Hongrie. L'Italie était la plus proche géographiquement avec l'Allemagne, celle dont les liens avec la France étaient les plus forts. Les souvenirs qu'avaient gardé les Italiens de l'occupation napoléonienne n'étaient point trop mauvais. Par ailleurs, l'Italie n'était-elle pas justement le terrain où le "petit caporal" avait commencé de bâtir sa gloire dans les années 1790? **Le second Empire était à la recherche de nouveaux exploits** pour affirmer la figure du neveu aux côtés de celle de l'oncle, et n'aurait pas été fâché d'une nouvelle guerre pourvoyeuse de gloire, cinq ans après celle de Crimée. Pour cela, l'Italie était un terrain idéal: **une guerre menée aux côtés des Italiens**, l'armée française luttant avec eux pour la liberté contre le Pape et l'Autriche absolutiste, **serait une guerre progressiste**, une "bonne" guerre, tout au moins pour cette majorité de l'opinion qui était attachée à l'œuvre de la Révolution. **Les nationalistes ne pourraient qu'applaudir**: la France, une nouvelle fois, serait la grande sœur des révolutions et des nations d'Europe. Enfin un tel engagement s'accorderait à la légitimité profonde du régime: un Bonaparte, par atavisme dynastique, ne pouvait que combattre pour les idéaux de 1789, et si possible les apporter aux peuples d'Europe.

Cela valait la peine de se fâcher avec les catholiques réactionnaires, qui de toute façon n'allaient pas faire la révolution pour cela: ils étaient les otages du régime puisque celui-ci les protégeait des "rouges". De plus le Pape n'avait aucune puissance militaire et l'Autriche était un Empire en déclin: **la victoire ne semblait pas devoir coûter trop cher**. Enfin l'économie française ne pouvait que gagner à l'apparition à nos frontières d'un grand pays moderne et qui serait forcément très proche de la France; et puis, en qualité de dédommagement, au nom des "frontières naturelles"¹ et en celui du principe des nationalités tel qu'on l'entendait en Europe centrale², **Napoléon III avait bien l'intention de réclamer les terres** qui, tout en appartenant à un État italien, étaient de **langue française**³: la Savoie et la région de Nice.

Plus que le Pape, l'obstacle majeur était l'Autriche, qui en 1815 avait annexé la Vénétie et la Lombardie (la région de Milan), et contrôlait l'Italie centrale par l'intermédiaire

¹ Συρ χε ποινη, ποψηξ λα πρεμι|ρε παρτιε δυ χηαπιτρε 5.

² ζοψηξ ιβιδεμ.

³ Δε λανγυε φραν|αισε [χριτε, εν τουτ χασ. Δανσ λεσ πιλλαγεσ δε Σαποιε ον παρλαιτ (χομμε αυ Πι|μοντ προπρεμεντ διτ) δεσ διαλεχτεσ φρανχο-προπεν|αυξ, ετ ρ Νιχε θυελθυε χηοσε δε τρ|σ προχηε δυ προπεν|αλ. Μαισ χεσ παρλερσ νεαπαιεντ πασ δε στατυτ [χριτ; χε θυι ιμπορταιτ, χε|ταιτ θυεον [χριπαιτ εν φραν|αισ ρ Χηαμβ|ρψ ετ ρ Νιχε ετ εν ιταλιεν ρ Τυριν, παρ συιτε δεη|ριταγεσ ηιστοριθυεσ χομπλεξεσ. Ιλ ψ απαιτ υνε τροισι|με ρ|γιον δε λανγυε [χριτε φραν|αισε, λε ζαλ δεΑραν; μαισ πουρ δεσ ραισονσ γ|ογραπηθυεσ (ελλε εστ σιτυ|ε συρ λε περσαντ οριενταλ δεσ Αλπεσ) ετ ηιστοριθυεσ (ελλε νεα φαμαισ [τ| ρατταχη|ε ρ λα Σαποιε μαισ αυ Πι|μοντ) Ναπολ|ον ΙΙΙ ρενον|α ρ λα ρεπενδιθυερ. Δε Γαυλλε ρ|πα δε λεαννεξερ εν 1945. Αυφουρδεηυι, μαλγρ| υν στατυτ δεαυτονομие ασσεξ γ|ν|ρευξ, λε φραν|αισ ψ χ|δε λεντεμεντ δυ τερραιν φαχε ρ λαιταλιεν.

de dynasties locales autrichiennes. Sur quels patriotes italiens s'appuyer pour la vaincre? Les républicains, Mazzini et Garibaldi, avaient échoué en 1849 et n'avaient plus guère de soutien dans l'opinion; et puis Napoléon III, fossoyeur de la IIe République, n'avait pas intérêt à susciter l'apparition d'une Italie républicaine. Restait le royaume de Piémont-Sardaigne, qui à maintes reprises s'était fait le champion du nationalisme italien et du libéralisme politique; après l'échec des révolutions de 1848, et malgré une très forte pression des Empires réactionnaires, le roi Victor-Emmanuel II, qui régnait depuis 1849 (il mourut en 1878), avait maintenu la Constitution qu'il avait accordé à ses sujets. De plus, Nice et la Savoie étaient des régions piémontaises. **Napoléon III choisit** donc **l'option piémontaise**: l'Italie serait un Piémont agrandi. En juillet 1858, à **Plombières**, une petite station thermale des Vosges où il prenait les eaux, il rencontra secrètement le comte de Cavour, premier ministre piémontais, à l'insu même du gouvernement français; il s'entendit avec lui pour provoquer une guerre contre l'Autriche. Cette tâche se révéla d'ailleurs assez difficile, car les puissances européennes se mêlèrent d'organiser des médiations; finalement, alors qu'un congrès européen était en préparation, une série de maladresses des Autrichiens (notamment un ultimatum à Cavour) permirent au Piémont de trouver un *casus belli*; **la France** se rangea à ses côtés et **déclara la guerre à l'Autriche** en mai 1859.

La campagne militaire, conduite personnellement par l'Empereur, se réduisit pratiquement à deux batailles: **Magenta** et **Solférino** (en juin), deux mêlées sanglantes¹ mais pas vraiment décisives: le neveu n'avait pas hérité du génie militaire de l'oncle (la propagande se chargea d'entretenir l'illusion inverse). Très vite l'Autriche, qui n'avait pas été écrasée militairement mais avait peur de l'être, demanda un armistice; la France accepta, au grand dam des Piémontais qui trouvaient que le travail n'était fait qu'à moitié. Mais la Prusse mobilisait et surtout **la Grande-Bretagne grondait**: elle n'aimait pas beaucoup les tentatives de remise en cause de l'équilibre entre puissances continentales, car elle craignait l'émergence d'une puissance dominante qui pourrait la menacer — le souvenir de Napoléon Ier était encore frais. Le traité de paix fut signé à Zurich en décembre 1859: le Piémont reçut la Lombardie, mais pas la Vénétie que l'Autriche conserva (l'Italie s'en empara en 1866, au lendemain du désastre de Sadowa où la Prusse écrasa l'Autriche). En quelques mois, à la suite de révolutions locales, le Piémont annexa tous les autres petits royaumes d'Italie et les deux tiers des États pontificaux. Le royaume d'Italie fut proclamé en mars 1861; le Pape ne

¹ Χε φυτ Ϸ λα συιτε δε λα βαταιλλε δε Σολφ[ρινο, Ϸ λαθυελλε ιλ ασσιστα (ιλ [ταιτ πενυ δεμανδερ υνε φαπευρ Ϸ λεμπερευρ) ετ θυι λεηορριφια, θυεΗενρι Δυναντ (1828–1910), υν ριχηε Γενεπωισ ινσταλλ[εν Αλγ[ριε, λαν|α λειδ[ε δευν οργανισμε ιντερνατιοναλ ετ νευτρε πουρ πενιρ εν αιδε αυξ βλεσσ[σ. Λα **Χροιξ–Ρουγε** ναθυιτ εν 1864. Δυναντ φυτ λε πρεμιερ λαυρ[ατ δυ πριξ Νοβελ δε λα παιξ, εν 1901 □μαιοσ, ρυιν[, ιλ απαιτ πλυσ ου μοινο περδυ λα ραισον δεπυισ 1875.

conservait que Rome et sa région¹. **La France annexa Nice et la Savoie** en avril 1860, après un plébiscite qui fut un succès éclatant (six cent quatre-vingt-six "non" en Savoie sur cent trente mille bulletins, soit 0,5% d'avis négatifs, avec 97% de participation)². C'était, pensait-on volontiers en France, la réparation d'une injustice commise en 1815 (ces deux régions avaient été réunies une première fois à la France en 1796, par Bonaparte).

La guerre d'Italie fut très impopulaire en France **dans les milieux d'affaires**, qui sont pacifistes de nature car la guerre est mauvaise pour les échanges, donc pour les affaires. Rothschild tempêta: « pas de paix, pas d'Empire ». En revanche il y eut peu de protestations contre le sang versé: seul ou presque Morny ronchonna que « la paix est le premier des biens des sociétés modernes; le sang des peuples ne se répand plus légèrement. ». **Les catholiques**, ou plus exactement ceux qui parlaient en leur nom, clercs ou journalistes, s'étranglèrent de rage. L'incident le plus grave éclata en décembre 1859 lorsque parut à Paris une brochure anonyme, *Le Pape et le Congrès*, dont on tout le monde savait qu'elle avait été inspirée par Napoléon III. L'auteur expliquait benoîtement que le Pape était un souverain essentiellement spirituel, qu'il n'avait pas besoin d'un État, que « plus le territoire [était] petit, plus le prestige [était] grand ». Conseils amicaux... Pie IX fut ulcéré; une encyclique³ condamna la politique de la France en Italie; Veillot, l'un des principaux défenseurs en France des pouvoirs temporels du Pape⁴, écrivit des articles si incendiaires que son journal, *L'Univers*, fut interdit en janvier 1860.

En fait, en-dehors des cercles du pouvoir **l'expédition d'Italie n'était soutenue que par** les milieux patriotes, qui s'identifiaient assez largement aux milieux républicains et "avancés", puissants parmi **le peuple des villes**, celui-là même qui déjà votait le moins volontiers pour les candidats officiels. Ainsi lorsque l'Empereur se rendit à la gare de Lyon pour prendre le train qui devait le mener à la tête des armées, des Parisiens se précipitèrent, détachèrent les chevaux du carrosse impérial et le traînèrent à bout de bras... C'étaient ceux-là

¹ Μανθουαιεντ αυσσι Ϸ λαΙταλιε λες φαμευσεσ Βτερρες ιρρ[δεντεςΒ: λαΙστριε ετ λε Φριουλ, πλυσ λα χ|τε οριενταλε δε λαΑδριατιθνε νορδ, θυεον αππελαιτ αλορσ λαΙλλψριε. Λε χαραχτ[ρε ιταλιεν δε χεσ ρ[γιονσ [ταιτ δεαιλλεурс δουτευξ: εν Ιστριε ετ εν Ιλλψριε ιλ ψ απαιτ αυταντ ου πλυσ δε Σλαπσεσ θυε δεΙταλιενσ; λε Φριουλ εστ δε λανγυε ρη[το-ρομανχηε, απεχ υνε ιμπορταντε μινοριτ[αλλεμανδε (ιλ εστ πραι θυε παρτουτ λα λανγυε δεσ [λιτες [ταιτ λαιταλιεν).

² Λε χουπ[δε Νιχε, αυγμεντ[δε ρ[γιονσ εμπρυντ[εσ αυ δ[παρτεμεντ δυ ζαρ, φορμα λε δ[παρτεμεντ δεσ Αλπεσ-Μαριτιμεσ. Χεεστ δεπυισ λορσ θυε λε ζαρ (λε φλευπε) νε χουλε πλυσ δανσ λε ζαρ (λε δ[παρτεμεντ).

³ Υνε ενχψχλιθυε εστ υνε λεττρε ενποψ[ε παρ λε Παπε αυξ [π|θυεσ Ϸ προποσ δουν προβλ[με τεμπορελ; υνε βυλλε εστ υν δοχυμεντ πορταντ συρ λεσ προβλ[μεσ σπιριτυελοσ ου συρ λα πιε δε λαϷγλισε (παρ εξεμπλε λεσ εξχομμυνιχατιονσ σε φαισαιεντ παρ βυλλεσ). Λευνε ετ λεαυτρε σοντ ορδιναιρεμεντ δ[σιγν[εσ παρ λεурс πρεμιερσ μοτσ. Λεσ βυλλεσ σοντ τουφουρσ ρ[διγ[εσ εν λατιν; λορσθυελλεσ σεαδρεσσεντ Ϸ υνε νατιον εν παρτιχυλιερ, λεσ ενχψχλιθυεσ σοντ ρ[διγ[εσ δανσ λα λανγυε δε χεττε νατιον (παρ εξεμπλε *Μιτ Βρεννενδερ Σοργε*, παρ λαθυελλε Πιε ΕΙ χονδαμνα λε ναζισμε εν 1937).

⁴ θε ρεπιενδραι συρ χε ποιנט αυ χηαπιτρε 7.

mêmes qui avaient fait les Journées de Juin et qui avaient résisté au coup d'État avec le député Baudin! Il est vrai que c'étaient ceux-là aussi que l'Empereur tentait de séduire par un discours plus ou moins socialisant, comme on le verra plus bas. Parmi les hommes de plume l'effet fut spectaculaire: Michelet, George Sand, et même l'irréductible Victor Hugo applaudirent, les deux derniers essentiellement par anticléricalisme; *Le Siècle*, le principal journal à sympathies républicaines, aussi. Bref, l'Empire s'était fait une popularité dans des milieux nouveaux — un signe: ce fut à l'occasion de la guerre d'Italie que l'Empereur gracia les derniers proscrits de 1851. Mais étaient-ce des bases très stables? À force de tenter de satisfaire tout le monde, l'Empereur ne risquait-il pas de se fâcher avec chacun et surtout de commettre des erreurs? Et puis combien de guerres allait-il falloir mener avant que chaque courant d'opinion, chaque classe sociale, chaque sensibilité ait eu "la sienne"?

À l'étranger l'Empire s'était fait un solide ennemi, l'Autriche (l'Autriche-Hongrie à partir de 1867): même après s'être fait étriller par la Prusse à Sadowa en 1866, elle refusa de soutenir la France en 1870. Les puissances réactionnaires étaient furieuses; la Grande-Bretagne était inquiète. La France ne s'était fait qu'une alliée: l'Italie... mais ce n'était pas une grande puissance, et très vite Napoléon III trouva le moyen de se fâcher avec elle aussi. Bref, **à force de tenter de se renforcer brouillonnement, la France courait le risque de s'affaiblir** en se brouillant avec toute l'Europe, en s'isolant; les années 1860 allaient renforcer ces tendances fâcheuses.

C) Les hésitations des années 1860.

Durant les années suivantes, le message que l'Empire tentait d'envoyer aux Français en matière de politique extérieure se brouilla complètement. Il y eut d'abord l'échec piteux de **l'expédition du Mexique**, qui s'engagea en 1861; j'en donne le récit détaillé au chapitre 10. Cette épopée lamentable mit en relief l'aventurisme du régime, qui s'était lancé à la conquête d'un pays dont on ne savait rien et qui n'avait pas de liens particuliers avec la France. Personne ne s'était passionné pour l'expédition à son départ, à l'exception de quelques catholiques (car les Français allèrent renverser un régime anticlérical); mais bien plus nombreux à cette date étaient ceux qui n'avaient pas digéré l'affaire italienne. Lorsque la défaite se dessina l'opposition se déchaîna, les partisans du régime se turent: bref, cette idiotie n'avait pas rapporté la moindre ébauche de bénéfice en termes de popularité à l'intérieur. À l'étranger, la Grande-Bretagne, maîtresse des mers et qui entendait bien le rester, était furieuse, de même que les États-Unis, qui tenaient le Mexique pour partie intégrante de leur zone d'influence.

En Italie, les hésitations de Napoléon III ruinèrent rapidement la popularité acquise en 1859. Soumis à une forte pression de l'Église (et de certains de ses proches, dont l'Impératrice), l'Empereur ne voulait plus que l'Italie annexât ce qui restait des États de l'Église. En novembre 1867, la France envoya même une expédition militaire pour défendre Rome contre une attaque de mercenaires conduits par Garibaldi. La gauche tempêta, pour les mêmes raisons qu'en 1849¹. L'Italie était furieuse: cela joua un rôle déterminant dans son refus de s'engager aux côtés de la France contre la Prusse en 1870 (bien au contraire, les Italiens profitèrent de la débâcle française pour entrer dans Rome, quinze jours après la chute de l'Empire, en septembre 1870).

Enfin l'Empereur mena une **politique allemande** des plus confuse. Il voulait jouer le jeu qui lui avait assez bien réussi en Italie: être le père de l'unité allemande, et au passage rafler quelques terres françaises (ou assimilées), par exemple le Luxembourg, la Belgique, et pourquoi pas la rive gauche du Rhin tout entière? Mais la Prusse était bien plus puissante que le Piémont; Bismarck, ministre-Président de Prusse depuis octobre 1862, était un homme d'une toute autre envergure que Cavour. D'une autre trempe aussi: ce n'était absolument pas un démocrate, il avait de la nation une conception qui ne devait plus grand-chose aux idéaux de la Révolution française et des insurgés de 1848, et de la politique étrangère une conception qui devait tout à la *Realpolitik*; il voulait faire l'unité sans l'aide d'une puissance étrangère, « par le fer et par le sang », par la guerre. Napoléon III ne s'en rendait pas compte. Il avait écrit en 1860: « la Prusse incarne la nationalité allemande, la réforme religieuse, le progrès du commerce, le constitutionnalisme libéral. Elle est la plus grande des véritables monarchies allemandes, elle a plus de liberté de conscience, est plus éclairée, accorde plus de droits politiques que la plupart des autres États allemands ». Ce qui, en gros, était vrai, surtout par rapport à l'Autriche; mais elle était aussi bien plus militariste!² Emporté par ses rêveries géopolitiques, l'Empereur avait perdu de vue l'un des principes essentiels de la politique extérieure de la France depuis Richelieu: tout faire pour qu'une grande puissance n'apparût pas à sa frontière nord-orientale...

En 1866, ce fut **le "coup de tonnerre de Sadowa"**: la Prusse, encouragée d'ailleurs par la France, attaqua l'Autriche par surprise et gagna la guerre en quelques semaines, grâce à la victoire de Sadowa, en juillet 1866. Elle constitua autour d'elle une "confédération

¹ Χε φυτ ◊ χεττε οχχασιον θυε λεον τεστα πουρ λα πρεμι|ρε φοισ δε νουπεαυξ φυσιλο, λεσ χηασσεποτοσ, αινσι νομμ|σ δεαπρ|σ λευρ ινπεντευρ (λεαρμ|ε φραν|αισε λεσ αδοπτα πευ απρ|σ: ποπεξ πλυσ βασ). Λε γ|ν|ραλ Λαμοριχι|ρε, θυι χομμανδαιτ λε χορποσ εξπ|διτιονναιρε, ευτ αυ ρετουρ χεττε πηρασε χ|λ|βρε θυι ρ|συμαιτ σεσ ιμπρεσσιονσ δε χαμπαγγε: ↔ λεσ χηασσεποτοσ οντ φαιτ μερπειλλε ≈. Λα γαυχηε, ατταχη|ε ◊ λα χαυσε ιταλιεννε, ρετιντ θυε λεσδιτοσ χηασσεποτοσ απαιεντ φαιτ χουλερ λε σανγ δεσ πατριοτεσ ιταλιενσ, ετ φυτ υλχ|ρ|ε δε λα δ|σινπολυτρε δε χεττε φορμυλε.

² Θε τραιτεραι λε|πολυτιον δε λεαττιτυδε δεσ Φραν|αισ πισ-◊-πισ δε λεΑλλημαγγε δανσ λε προχηαιν χηαπιτρε, ◊ λα συιτε δε λα δ|φαιτε δε 1871.

d'Allemagne du nord". L'unité de l'Allemagne (moins les terres autrichiennes) n'était plus qu'une question de mois. Une nouvelle et redoutable puissance était apparue en Europe, et Napoléon III, qui n'y avait aucunement collaboré, n'y pouvait rien: Bismarck ne lui devait rien, il refusa de céder des territoires à la France. L'année suivante il bloqua une tentative d'annexion du Luxembourg (que Napoléon III venait d'acheter à son souverain, le roi des Pays-Bas).

Prenant la mesure enfin du retard militaire de la France, l'Empereur engagea une **réforme de l'armée**, avec notamment de nouveaux fusils, les chassepots; mais il échoua à rétablir le service militaire obligatoire: la bourgeoisie et la paysannerie n'avaient aucune envie de voir leurs fils partir sur des fronts lointains et hasardeux, et la gauche républicaine était hostile par principe aux armées permanentes (le rejet de toute organisation militaire en temps de paix y faisait bon ménage avec le culte de Valmy et le mythe de la levée en masse: le peuple était censé se mobiliser spontanément en cas de menace). La **loi Niel**, votée en 1868, reconduisit pour l'essentiel le système précédent¹. Le service militaire durait toujours sept ans (seuls les soutiens de famille en étaient exclus), il y avait toujours un tirage au sort et on pouvait toujours se payer un remplaçant — en d'autres termes, ne partaient que les plus pauvres et ceux qui le voulaient bien, mais ils partaient pour très longtemps. Une partie des "mauvais numéros" étaient versés avant le terme dans une "réserve", et certains l'étaient même immédiatement: ils étaient destinés à n'être appelés qu'en cas de guerre. Cela faisait une armée d'environ trois cent quatre-vingt cinq mille hommes en temps de paix, une armée qui demeurait semi-professionnelle.

Les "bons numéros" n'étaient pas mobilisables même en cas de conflit; mais ils étaient censés former un espèce de substitut de garde nationale, la **garde mobile**, en principe pour la défense locale: c'était la seule vraie nouveauté de la loi. Mais la garde mobile ne pouvait se réunir plus de quinze fois dans l'année, les réunions ne pouvaient durer plus d'une journée... L'Empire avait bien trop peur d'une réédition des événements de février 1848! Du reste, il fut impossible d'organiser effectivement cette garde mobile, car **la population était très hostile à toute atteinte au principe du tirage au sort**. L'opinion publique était d'ailleurs plus patriote que belliciste, le peuple des grandes villes mis à part. Elle accepta les guerres plus qu'elle ne les réclama, même si durant les opérations elle les soutint, et si la mobilisation des réservistes en 1870 eut lieu sans problèmes; en revanche elle refusait tout alourdissement des obligations militaires en temps de paix.

¹ Ἰλ δαταίτ δε 1832 ετ απαίτ [τ] λ[γ]ρεμεντ ρετουχη] εν 1855.

III-La politique économique du second Empire et ses effets.

À égalité avec la politique extérieure, l'économie a représenté un terrain essentiel de l'action du second Empire — en tout cas, la propagande du régime y insistait autant: l'Empire, c'étaient la gloire et la prospérité (plus, éventuellement, l'amélioration du sort des plus pauvres). Contrairement aux domaines qui ont fait l'objet de la partie précédente, on peut parler ici d'un réel succès, mais, bien sûr, non dépourvu d'ambiguïtés.

Dans cette partie je me limiterai à exposer les grands traits de la **politique économique** de l'Empire, et ce qu'il a changé dans le pays. Je traiterai l'évolution générale de l'économie, de la société et de la culture, c'est-à-dire tout ce que l'action politique ne change pas, ou alors à long terme et sans qu'il soit possible d'attribuer univoquement tel ou telle décision à telle ou telle évolution politique, dans le chapitre 8 pour l'ensemble de la période 1850-1914. Ce découpage est malaisé et en partie artificiel, d'où des redites; mais il est encore plus artificiel d'arrêter en 1870 l'exposé d'évolutions qui n'obéissaient pas aux périodisations de l'Histoire politique, et qui étaient généralement très lentes. La chute de l'Empire n'a pas représenté une coupure très nette pour l'économie, la démographie, etc.; en revanche, les ravages du cataclysme de 1914-1918 justifient qu'on fasse une coupure à la veille de la première guerre mondiale.

Il me faut quand même faire une remarque liminaire d'ordre général. L'une des explications de la stabilité et de l'évolution politique relativement peu heurtée du second Empire, c'est que la France traversa dans les années 1850-1860 **une exceptionnelle période d'essor économique**. Malgré le handicap d'une démographie languissante, ce fut une période décisive pour l'industrialisation, l'équipement du pays, les infrastructures; ce fut le "décollage" économique de la France (les économistes le disent parfois en anglais: le *take-off*), le moment où notre pays "prit le train" de la révolution industrielle née en Angleterre, prit place dans le peloton de tête des économies modernes, alors que l'Espagne par exemple "décrochait" complètement. Une **conjoncture très favorable** au niveau mondial aida énormément le second Empire, et lui permit de réaliser une grande partie de ses projets — bien plus que la IIIe République en tout cas, qui, sauf entre 1900 et 1914, alla de marasme économique en crises politiques.

A) Un régime préoccupé d'économie.

La France eut la chance d'avoir à sa tête, durant cette période de conjoncture favorable, des gouvernants qui portaient un grand intérêt à l'économie. Cela contrastait avec les régimes précédents (la monarchie de Juillet, qui avait érigé l'inaction en doctrine; la IIe République, empêtrée dans ses problèmes idéologiques et institutionnels) comme cela contrasta avec les suivants (la IIIe République, beaucoup plus intéressée par le problème de l'Église, par celui de la Revanche ou par celui du socialisme que par l'économie; Vichy, sans commentaires). Ce ne fut qu'après 1945 que l'économie reprit une place prédominante dans les préoccupations de nos gouvernants.

Napoléon III avait beaucoup lu dans ce domaine (les saint-simoniens, certains socialistes; mais aussi les libéraux, notamment Ricardo); beaucoup voyagé, beaucoup observé. Il avait le mérite de comprendre les phénomènes économiques, de saisir leur importance. De plus **il était passionné de sciences exactes** appliquées. Il déclara un jour: « le grand problème qui m'occupe en ce moment est de supplanter la vapeur par le magnétisme électrique », une phrase qu'on ne pourrait placer dans la bouche d'aucun autre chef d'État du XIXe siècle (et de bien peu de ceux du XXe). Il finança, sur sa fortune personnelle, les recherches d'Alphonse Beau de Rochas sur un moteur à gaz à quatre temps, l'un des ancêtres du moteur à explosion; ce fut dans le cadre d'un concours lancé par l'Empereur pour trouver un substitut au beurre qui pût se conserver dans les cambuses des navires qu'Hippolyte Mège-Mouriès inventa la margarine en 1869.

Le second des Napoléonides fut le premier chef d'État en France à privilégier des objectifs d'ordre économique. Dès le discours de Bordeaux, le Prince-Président s'était fixé **un programme économique**. L'Empereur reprit souvent ce programme, en le précisant. Voici par exemple un extrait d'un discours de 1860:

« Il faut multiplier les moyens d'échange pour rendre le commerce florissant; (...) sans commerce l'industrie est stationnaire et conserve des prix élevés qui s'opposent aux progrès de la consommation; (...) sans une industrie prospère qui développe les capitaux, l'agriculture elle-même demeure dans l'enfance. Tout s'enchaîne donc dans le développement progressif de la prospérité publique (...) En ce qui touche l'agriculture, il faut la faire participer aux bienfaits des institutions de crédit (...), affecter tous les ans une somme considérable aux grands travaux de dessèchement, d'irrigation et de défrichement (...). Pour encourager la production industrielle, il faut prêter [à l'industrie], exceptionnellement et à un taux modéré, les capitaux qui l'aideront à perfectionner son matériel. Un des plus grands services à rendre au pays est de faciliter les transports de matières de première nécessité pour l'agriculture et l'industrie. »

Les préoccupations économiques de Napoléon III étaient directement liées à ses préoccupations sociales, lesquelles ne disparurent jamais, même durant les très répressives années 1850: le monarque de tous les Français ne pouvait pas oublier les pauvres... au moins au niveau de la propagande. J'ai déjà évoqué au chapitre 2 la loi de 1852 sur les sociétés de secours mutuel, une sérieuse égratignure à la loi Le Chapelier. En 1850, celui qui n'était encore que le Prince-Président avait fait traduire et abondamment diffuser l'ouvrage de l'architecte britannique Henry Roberts, spécialiste du logement populaire; une préface anonyme et "inspirée" assurait que « celui qui trouvera ou propagera l'art de chasser l'humidité qui rend malsaines un si grand nombre des habitations de nos ouvriers urbains ou ruraux, celui-là se sera acquis des droits à la reconnaissance du pays ». Par la suite il y eut des fondations d'orphelinats et de maisons de convalescence, des vellétés de mettre en place un système de crédit pour les ouvriers; le régime subventionna la construction de **logements ouvriers** (par exemple à Mulhouse où certains patrons de tradition chrétienne s'associèrent à cette politique, par exemple Jean Dollfuss)¹. Lors de l'exposition universelle de 1867, des habitations ouvrières modèles furent présentées; l'Empereur lui-même dessina le plan d'un ensemble de quarante et un pavillons qui existent toujours aujourd'hui, avenue Daumesnil à Paris.

Pour Napoléon III, **c'était l'Etat qui devait impulser la transformation de l'économie**; il devait susciter les conditions nécessaires au développement en légiférant, en arbitrant, éventuellement en dépensant de l'argent, en encourageant les créations d'emplois. Il fallait orienter les dépenses publiques de manière réfléchie, car les dépenses d'équipement et d'investissement sont des dépenses productives. L'État ne devait pas hésiter à emprunter pour ce faire, afin de ne pas faire monter la pression fiscale: ce fut ainsi que la dette flottante doubla durant le second Empire². En revanche **il n'était pas question d'intervenir directement dans la production**: l'Empereur s'inscrivait bien plus dans la tradition de la monarchie absolue, avec ses routes royales, ses manufactures et ses commandes massives aux entreprises de luxe, que dans la filiation de Louis Blanc et des ateliers nationaux. Jamais il ne fut envisagé de toucher au capitalisme: pour l'Empereur saint-simonien, la "classe industrielle", c'est-à-dire les chefs d'entreprises et les ingénieurs, était la mieux qualifiée pour s'occuper de production; l'État devait l'aider efficacement, non lui faire concurrence et encore moins la remplacer. Cette **mentalité où coexistent l'attachement à la libre entreprise et le**

¹ Υν χερταιν νομβρε δε χεσ χηαντιερω απαιεντ [τ[ενταμ[σ γρ@χε ρ λα χονφισχατιον δεσ βιενσ δεσ Ορλ[ανσ.

² Χεττε πολιτιθε, νουπελλε ρ λα[ποθυε, συσχιται δεσ ινθυ[τυδεσ, μ[με παρμι λεσ μινιστρεσ. Ιλ εστ πραι θυε χοντραιρεμεντ αυξ οβφεχιφσ αφφιχη[σ, λεσ εμπρυντσ σερωπειντ αυσσι ρ φινανχερ λεσ γυερρεσ ρ μαισ λεσ χομμανδεσ μιλιταιρεσ χοντριβυαιεντ ρ ΑτιρερV λαινδυστρε.

préjugé de l'impulsion bienveillante de l'État est encore bien vivante en France aujourd'hui¹; elle contraste radicalement avec les conceptions bien plus libérales en vigueur dans les pays anglo-saxons.

Le personnel politique partageait cette mentalité, même s'il était souvent moins audacieux que l'Empereur en matière budgétaire. **Le chef de l'État s'entoura d'anciens saint-simoniens**: ceux-ci avaient renoncé aux aspects "subversifs" (c'est-à-dire sociaux) de leur doctrine; ce qui leur en restait, c'était l'idée que la tâche essentielle de la classe politique est la gestion de l'économie, que le progrès économique bien guidé entraînerait « une amélioration du sort de la classe la plus nombreuse et la plus pauvre » (selon l'expression du banquier Isaac Pereire). Ces anciens socialistes ralliés à la gestion de l'économie ont été nos premiers "technocrates"². Parmi eux, on peut citer **Prosper Enfantin**, jadis "Pape" de l'Église saint-simonienne, désormais directeur du P.L.M. (Paris-Lyon-Marseille), l'une des principales compagnies de chemin de fer; mais aussi les frères Émile et Isaac **Péreire**, et l'ingénieur **Ferdinand de Lesseps**. L'Empereur ne partageait d'ailleurs pas tout à fait leurs idées, en bon Bonaparte il avait conscience de l'importance de l'action politique, et il s'y occupa énormément, comme nous venons de le voir en matière de politique extérieure; il s'entoura de "technocrates" efficaces, mais ne gouverna pas de manière "technocratique".

B) L'action économique du second Empire (urbanisme exclu).

L'État fit relativement peu d'investissements directs dans l'industrie; il ne subventionna pas beaucoup d'entreprises (il s'y résolut surtout après 1860, pour aider l'industrie à faire face à la concurrence britannique). Mais il imposa une ébauche de libre-échange; il fit un gros effort de construction d'infrastructures et d'aménagement du territoire; il lança de grands chantiers urbanistiques — je vais développer ces trois points. Plus généralement, il suscita **un climat favorable aux affaires** (par exemple en garantissant certains titres pour encourager des entreprises naissantes et donc fragiles, mais prometteuses), il fut toujours à l'écoute des acteurs économiques. Bien sûr, cela faisant, il s'exposa, j'y reviendrai, aux mêmes reproches que la monarchie de Juillet: d'être un régime d'affairistes, un "État-providence du grand

¹ Ηλψαμμε ενυνε παρενη[σε ο] λϷτατ σεεστ [γαλεμεντ μ|λ] δε προδυρε, εντρε 1945 (λεσ πρεμι|ρεσ νατιοναλισατιονσ, χηεμινσ δε φερ εξχλυσ) ετ 1986 (λεσ πρεμι|ρεσ πριπατισατιονσ). Λα περσιστανχε δε λα μενταλιτ[θυε φε]ποθυε ιχι εστ σανσ δουτε λϷυνε δεσ ραισονσ δε λϷαχτυελ ρετουρ εν γρ@χε δε Βαδινγυετ, εν χεσ τεμπσ ο] λε Αλιβ[ραλισμεΑ εστ δεπενυ θυελθυε χηομε υν γροσ μοτ.

² Αττεντιον: λε μοτ εστ τοταλεμεντ αναχηρονιθυε. Ν νε πασ εμπλοψερ σανσ γυιλλεμετο πουρ λε ΞΙΞε σι\χλε!

capital" comme on disait dans les années 1960 et 1970. Mais c'était plus tolérable en période d'expansion économique...

Paradoxalement, l'un des plus spectaculaires coups d'éclat du régime, l'équivalent en matière d'économie de la guerre d'Italie, fut une mesure libérale qui aboutissait à retirer à l'État une partie de ses pouvoirs de gestion de l'économie: ce fut ce que l'on appelle le **coup d'État douanier**.

Un beau jour de janvier 1860, sans consulter aucunement le Corps législatif ni la plupart de ses ministres, Napoléon III signa **un traité qui libéralisait le commerce avec le Royaume-Uni**: les tarifs douaniers étaient spectaculairement abaissés, notamment sur la houille, le fer, la fonte, les textiles; les prohibitions (interdictions d'importer) qui pesaient sur certains produits étaient levées. Le Royaume-Uni fit des concessions symétriques, par exemple sur les vins et les soieries. D'autres traités suivirent, signés avec les partenaires économiques majeurs de notre pays (ainsi avec la Prusse en 1862).

Certes ce n'était pas vraiment le libre-échange; mais c'était quand même un coup de tonnerre. Jusque-là **la France avait été un pays extrêmement protectionniste**, contrairement à la Grande-Bretagne (qui, exportant plus qu'elle n'importait, pouvait se permettre de prôner et de pratiquer le libre-échange avec le monde entier); ç'avait été même la principale entorse au libéralisme affiché par la monarchie de Juillet. Les milieux d'affaires français étaient très attachés aux tarifs douaniers prohibitifs qui les protégeaient de la concurrence étrangère et leur permettaient de maintenir des prix élevés sans avoir à moderniser l'outil de production à un rythme trop rapide. Mais **L'Empereur était un ancien saint-simonien**, entouré d'anciens saint-simoniens: du maître de leur jeunesse, tous avaient retenu entre autres l'idée, d'ailleurs d'essence plus libérale que socialiste, que le commerce international est un facteur essentiel du développement économique; que tout obstacle politique opposé au développement économique est une mauvaise chose; idée confortée par leurs lectures libérales, nombreuses également¹. L'Empereur souhaitait un électrochoc pour l'économie française, trop portée à s'endormir dans le confort des situations acquises; il espérait aussi que le libre-échange ferait baisser les prix, donc relèverait le pouvoir d'achat des masses. Enfin **Napoléon III voulait donner une satisfaction à la Grande-Bretagne**, qui s'était agacée de la guerre d'Italie.

¹ Εν Φρανχη, χεττε ιδ[ε] νεεστ πασ χοντραδιχοιρε απεχ χελλε θυε λε[δ]τατ δοιτ ενχαδρερ λε[χ]ονομιε: ιλ ψ α δε βοννεσ ιντερπεντιονσ δε λε[δ]τατ (χελλεσ θυι σερπεντ ρ ενχαδρερ λε[χ]ονομιε) ετ δε μαυπαισεσ (χελλεσ θυι ρεπιεννετ ρ λυι μετρε δεσ β[ε]τονσ δανσ λεσ ρουεσ). ζοψεξ, υν πευ πλυσ ηαυτ, λε πασσαγε συρ λα μενταλιτ[ρ] [χονομιθυε δεσ ηομμεσ δυ σεχονδ Εμπιρε, ετ λα νοτε συρ σα περσιστανχε φυσθυε ρ νοσ φουρσ.

Le "coup d'État douanier" souleva **des tempêtes de protestations dans les milieux d'affaires**, qui criaient à la ruine (à l'exception des saint-simoniens). Les industriels et les gros exploitants agricoles étaient furieux de devoir baisser leurs prix de vente, diminuer leurs marges, moderniser leur outillage pour augmenter leur productivité. Ils protestaient que le traité n'avait pas été préparé, qu'il venait trop brutalement, ils craignaient que l'industrie française ne résistât pas et ne fût emportée par une confrontation soudaine avec l'industrie britannique. Sur le court terme, il est clair que **ces craintes étaient infondées**: le traité de 1860 eut des effets positifs sur le commerce extérieur, lequel quadrupla en vingt ans (1850-1870), et la croissance économique continua à un rythme très vif jusqu'à la fin du second Empire. Mais certains secteurs archaïques eurent des difficultés, le textile notamment; il est possible que le libre-échange ait joué un rôle dans le ralentissement de la croissance économique qui a eu lieu à partir de 1872¹.

L'État intervint très peu dans **l'agriculture**. C'était dans l'ensemble une activité routinière, archaïque, qui ne risquait pas de servir de locomotive économique; il aurait été très difficile de toucher la multitude des paysans pour les encourager à moderniser leurs entreprises — combien de paysans, d'ailleurs, pensaient en termes d'entreprises? C'était l'école qui, à très long terme, était censée faire changer les mentalités rurales. Cependant le second Empire s'attela à une tâche importante: le **drainage des régions marécageuses**, comme la Sologne, les Landes ou les Dombes (près de Lyon), véritables déserts où la malaria faisait des ravages et où toute agriculture était impossible. Dans les **Landes**, à l'époque une plaine sablonneuse couverte d'une végétation rase, des bergers perchés sur des échasses (pour franchir les flaques et pour voir par-dessus les buissons) surveillaient d'étiques troupeaux. Sous la direction de l'ingénieur Chambrelent, on perça la couche d'argile imperméable qui, sous le sable, empêchait l'eau de s'écouler; comme le sol restait très pauvre, on ne chercha pas à le cultiver: on y planta des pins, c'est l'origine de notre plus belle forêt. L'Empereur, qui

¹ Λε δ[βατ εντρε ηιστοριενσ νεεστ πασ χλοσ ρ χε συφετ, δεαυταντ πλυσ θυειλ α δεσ ιμπλιχατιονσ τρ[σ αχτυελλεσ: υνε χρισε δε προτεχτιοννισμε αιγυ α ενχορε σεχου[νοσ μιλιευξ πολιτιθουσ αυ δ[βυτ δεσ ανν[εσ 1990 (αυφουρδθηυι, χεεστ πλυτ | τ αυ νιπσεαυ ευροπ[εν θυειλ εστ θυεστιον δε προτεχτιοννισμε). Λεσ ανν[εσ 1870 ετ συρτουτ 1880 οντ [τ[μαρθυ[εσ παρ υν ρετουρ γ[ν[ραλ αυ προτεχτιοννισμε: εφφετ δε λα χρισε προποθυ[ε παρ λε λιβρε-[χηανγε δεσ ανν[εσ 1860, χομμε λε σουτιεννεντ χερταινσ, ου αυ χοντραιρε μαυπαισ ρ[φλεξεσ θυι οντ αγγραπ[λα λανγυευρ δοντ λ[χονομие μονδιαλε φυτ αττειντε ρ παρτιρ δεσ ανν[εσ 1860?

Ληηιστοριεν νον σπ[χιαλιστε δε[χονομие α τρ[σ νεττεμεντ λειμπρεσσιον θυειλ σεαγιτ δευνε περσιον δυ προβλλ[με διτ Vδε λα πουλε ετ δε λ[υφV: θυι α ενγενδρ[λ[αυτρε? Λε χιτοψεν δε λα Φρανχε δεσ ανν[εσ 2000 νε πευτ σεεμπ[χηερ δε νοτερ θυε λε λιβρε-[χηανγε, αυ Ξεε σι[χλε, α βεαυχουπ φαιτ πουρ λα προσπ[ριτ[δε λα Φρανχε, παρ εξεμπλε δανσ λε χαδρε δε λα χονστρυχτιον ευροπ[εννε, ετ θυε λε προτεχτιοννισμε α τουφουρσ [τ[ασσοχι[ρ δεσ φορχεσ πολιτιθουσ πλυτ | τ φριλευσεσ θυαντ αυξ [πολυτιονσ εν χουρσ, ετ δοντ λεσ πρ[διχτιονσ χαταστροπηιστεσ σε σοντ ρ[π[λ[εσ ινφονδ[εσ; ιλ εστ πραι θυεαυ Ξεε σι[χλε λε λιβρε-[χηανγε α πευτ-|τρε [τ[μισ εν πλαχε απεχ μοινσ δε βρυταλιτ[, πλυσ δε πρ[χαυτιονσ θυε σουσ λε σεχονδ Εμπιρε. θε ρεπρενδραι χεσ τη[μεσ αυ χηαπιτρε 8.

passait une partie de l'été avec la Cour à Biarritz, l'une des stations à la mode de l'époque¹, s'intéressait personnellement à ce projet. En **Sologne**, la grande bourgeoisie de l'Empire se tailla de prestigieuses chasses (un élément essentiel de ce mode de vie aristocratique qu'elle affectionnait) et s'y fit construire, avec un mauvais goût de parvenus, de prétentieuses imitations de châteaux.

L'État se préoccupait beaucoup aussi des **chemins de fer**. La législation, nous l'avons vu au premier chapitre, datait de la monarchie de Juillet; c'était l'un des très rares domaines de l'économie où Guizot et ses séides avaient renoncé à leur culte du laissez-faire. Le second Empire reprit l'essentiel de cette législation. La **généralisation des baux de quatre-vingt dix-neuf ans** rendit les compagnies ferroviaires nettement plus rentables; le régime encouragea la concentration de ce secteur (il n'y avait plus que six compagnies de chemins de fer en 1870). Cette politique correspondait à une nécessité, car les lignes les plus rentables avaient été les premières construites; il fallait donc à présent s'attaquer à des trajets sur lesquels le trafic serait forcément moins important: seules de grandes compagnies aux reins solides avaient des chances d'y arriver. Par ailleurs, l'État les aidait en contribuant au financement des lignes secondaires.

Il y eut d'homériques batailles entre les principales compagnies pour le contrôle de certaines lignes, des batailles où le pouvoir politique intervenait ouvertement, d'autant que les membres des conseils d'administration des compagnies ferroviaires siégeaient souvent au Parlement, voire faisaient partie du gouvernement ou des cercles proches de la Cour. L'un des affrontements les plus fameux eut lieu autour du **Grand Central**, une ligne qui devait joindre Paris au Midi en passant par le massif Central, entre les lignes du Paris-Orléans, qui allaient en fait jusqu'à Bordeaux, et celles du P.L.M. qui empruntaient le sillon rhodanien. À l'issue de quatre ans de rebondissements, en 1857 la compagnie du Grand Central, qui appartenait aux frères Péreire (des banquiers), fut rachetée par les deux susdites qui s'en partagèrent les dépouilles, et se gardèrent bien de construire une ligne complète qui eût fait concurrence aux leurs.

En revanche l'Empire commença à s'occuper nettement moins des **canaux**, qui apparaissaient de moins en moins commodes et rentables; mais la France commençait à exporter le savoir-faire qu'elle possédait en cette matière. Ce fut en 1854 que le vicomte **Ferdinand de Lesseps** (1805-1894), ingénieur saint-simonien, ancien consul à Alexandrie pourvu de bonnes relations dans la famille du pacha d'Égypte (et par ailleurs cousin lointain d'Eugénie), décida de se lancer dans l'aventure rêvée depuis l'Antiquité d'**un canal à travers l'isthme de Suez**, vaste entreprise dont la dimension géopolitique était évidente — c'était,

¹ Λε σεχονδ Εμπιρε α λανχ[[γαλεμεντ Δεαυπιλλε, Ευγ[νιε-λεσ-Βαινοσ, ετχ.

entre la Méditerranée et les Indes, une épine dans le pied de la Grande-Bretagne. L'affaire était financée par une Compagnie universelle, fondée la même année, qui recueillit des capitaux dans toute l'Europe grâce à de grandes campagnes de publicité. Les travaux durèrent quinze ans au milieu de mille difficultés, principalement politiques: la famille du pacha (du khédivé après un changement de titre en 1867) était divisée; la Grande-Bretagne était hostile à toute présence, même non militaire, des Français dans cette région; la Sublime Porte, qui contrôlait (très théoriquement) l'Égypte, renâclait car elle craignait que ce ne fût le prélude à une colonisation de la région. Il y eut aussi des problèmes financiers: Lesseps avait sous-estimé le coût des travaux, il fallut lancer de nouveaux emprunts qui se placèrent mal, tandis que sur le chantier les fellahs mouraient comme des mouches. Le percement ne commença réellement qu'en 1863. Finalement le canal fut solennellement inauguré en novembre 1869, en présence de l'Impératrice. L'année suivante on donna solennellement au Caire la première représentation d'*Aïda*, de Verdi, œuvre composée pour l'occasion.

L'essor économique faisait la fierté des Français; bien entendu il **servait** aussi **la propagande du régime** (Persigny éclairait bien cette dimension politique de l'action économique de l'État lorsqu'il écrivait que « l'Empire d[evait] être une succession de miracles: il f[allait] que le public [fût] stupéfié par ce déclenchement presque ininterrompu de prodiges dûs à la présence d'un seul homme »). Les grand-messes de l'économie, c'étaient à l'époque les **expositions universelles**, organisées par l'État. La première du genre en France eut lieu en 1855, à Paris évidemment; elle était organisée sur le modèle de celle de Londres en 1851, la première, et ce fut un grand succès¹. On vint en foule admirer les pavillons nationaux où les grandes firmes françaises exposaient leurs réalisations, et les comparer aux pavillons étrangers; on y admira les dernières découvertes techniques, l'électrolyse de l'aluminium (une trouvaille française, toute récente), le caoutchouc, l'appareil télégraphique Morse. Suprême consécration, la reine Victoria et son époux le prince Albert firent le voyage, visitèrent l'exposition et, diplomates, se déclarèrent impressionnés par les progrès économiques de la France. Une deuxième exposition universelle eut lieu en 1867: ce fut également un succès, un peu gâché par le mécontentement de plus en plus évident des ouvriers.

Ces expositions universelles du second Empire ne se traduisaient pas encore par l'érection de monuments de prestige permanents, comme ce fut le cas sous la

¹ Ηλψ απαιτ δεπυισ λονγτεμπσ δεσ εξποσιτιονσ ινδυστριελλεσ νατιοναλεσ, οργανισ[εσ αυ Χηαμπ δε Μαρσ; λα πρεμι\ρε ρεμονταιτ ϧ 1898 ετ λα δερνι\ρε ευτ λιευ εν 1849. Παρ προτεχτιοννισμε, λεσ ινδυστριελοσ φραν]αισ ρεφυσαιεντ θυε λευρσ χονχυρρεντοσ [τρανγεροσ ψ φυσσεντ αδμισ. Εν 1855, λα προσπ[ριτ] [χονομιθυε ενχουραγεαιτ ϧ πλυσ δε χονφιανχε, λε γουπερνεμεντ πουσσαιτ ϧ πλυσ δεαυδαχε (λε χουπ δεϳτατ δουανιερ νε[ταιτ πασ λοιν); ετ πυισ ιλ φαλλαιτ ρελεπερ λε δ[φι δε λα περφιδε Αλβιον.

IIIe République (la tour Eiffel, le Grand Palais, etc.) et comme c'était déjà le cas en Grande-Bretagne¹. Les bâtiments qui abritaient les expositions étaient certes impressionnants et très bien faits (Gustave Eiffel collabora aux plans de ceux de 1867), mais ils étaient démontés à la fin de l'exposition. C'étaient du reste des édifices de métal, et à l'époque l'idée d'un bâtiment métallique permanent était incongrue: on était encore à l'âge de la pierre (seules les Halles, bâtiments commerciaux sans prestige, faisaient exception).

Mais l'expansion économique avait aussi ses mauvais côtés, que l'opposition ne se privait pas d'exploiter. Il faut dire que l'on observait **une douteuse interpénétration entre le monde des affaires et celui de la politique**. Ainsi en 1870 Eugène Schneider était à la fois patron des usines sidérurgiques du Creusot, président du Comité des Forges (un organisme qui rassemblait les patrons de la sidérurgie, lointain ancêtre du M.E.D.E.F.), directeur général de la Société générale, député du Creusot, et président du Corps législatif. En sens inverse certains grands personnages du régime, dont la puissance au départ était liée à leur entree politique, étaient omniprésents dans les conseils d'administration des entreprises: c'était le cas de Morny. De ce fait, les arbitrages entre ces "poids lourds" de l'économie étaient souvent hautement politiques et se faisaient à l'Élysée! C'était cette réalité complexe qui commençait à être désignée, vers 1865-1870, du mot de "capitalisme".

De ce fait le second Empire, malgré ses succès et malgré la prospérité, a gardé une mauvaise réputation sur le plan économique et social, celle d'un régime d'affairistes vulgaires, règne de l'argent, fête bourgeoise. Réputation en partie injuste, mais dont on comprend très bien comment elle s'est formée, par exemple en relisant *La curée* ou en écoutant certaines opérettes d'Offenbach, comme *La vie parisienne*, qui date de 1866. L'un des symboles de cet affairisme et de la corruption au cœur du pouvoir, de ce mauvais usage de la prospérité, de l'obscénité de la "fête impériale", c'était **Morny**, ce demi-frère de l'Empereur que j'ai déjà eu l'occasion d'évoquer plusieurs fois: il était célèbre à la fois pour ses frasques amoureuses, sa passion des courses (c'est à lui que l'on doit notamment les hippodromes de Deauville et de Longchamp) et ses opérations financières douteuses; il a été caricaturé par Alphonse Daudet dans *Le nabab*, roman paru en 1877. Quelques scandales marquèrent les esprits. On peut évoquer l'**affaire Mirès**: cet affairiste bordelais né en 1809, fils d'un horloger, fit fortune en jouant en bourse au moment du coup d'État de 1851, mena grand train dans les années 1850 (vers 1860 il possédait trois cent cinquante millions de francs-or — un milliard cent millions d'euros —, c'est-à-dire un peu moins de la moitié de la fortune du baron de Rothschild), se lança dans la spéculation immobilière, ferroviaire et portuaire (notamment à Marseille), et

¹ Λε χλου δε λαεξποσιτιον δε 1851 ◊ Λονδρεσ φυτ λε χ[λ|βρε Χρψσταλ Παλαχε, υν β@τιμεντ δε περρε δε 564 μ δε λονγ ετ δε 33 μ δε ηαυτ; ιλ φυτ δ[τρυιτ παρ υν ινχενδιε εν 1936.

parvint même à marier sa fille à un Polignac (un exploit: cette famille, qui avait donné un premier ministre à Charles X, était de tradition légitimiste; Mirès était juif...) avant d'être ruiné par des spéculations de plus en plus hasardeuses; il mourut sans le sou en 1871, non sans avoir englouti les économies de nombreux boursicoteurs trop crédules.

Mirès, mais aussi les Péreire, les Rothschild: trois symboles de la richesse, de la collusion avec l'Empire, et, pour les deux premiers au moins, de pratiques douteuses; trois familles juives (de Bordeaux pour les Péreire, d'Avignon pour Mirès, de Cologne pour les Rothschild). Rien d'étonnant à ce que se soit développé à l'époque une forme spécifique **d'antisémitisme**, celle qui assimilait les Juifs au grand capital affairiste et égoïste. Cet "antisémitisme économique" était très fort à gauche, notamment chez Proudhon. Il a eu du mal à disparaître... J'y reviendrai au chapitre 5¹.

Cette mauvaise réputation du second Empire est en partie injustifiée (il y avait plutôt moins de scandales que sous la monarchie de Juillet; tout le monde ne se comportait pas comme Mirès), mais correspondait à une réalité qui, même minoritaire, était ressentie de manière très aiguë à l'époque: tandis que quelques-uns s'enrichissaient au-delà de toute raison et faisaient la noce, le sort des ouvriers était toujours aussi misérable et celui de la classe moyenne ne s'améliorait que lentement.

C) L'ère du baron Haussmann²

L'œuvre la plus durable du second Empire est ailleurs que dans les chemins de fer: ce fut son œuvre urbanistique. L'Empire lança **les plus grands travaux d'urbanisme que la**

¹ Δανσ υν αρτιχλε δε ΛεΗιστορε, παρυ εν φυιν 1997, Αλαιν Χορβιν [λαργιτ χεττε ιδ|ε εν [ποθυαντ, δανσ λα χονστιτυτιον δε λα λ|γενδε νοιρε δυ σεχονδ Εμπιρε, λα δ|νονχιατιον ξ|νοπηοβε δυ ΝχοσμοπολιτισμεΝ δυ ρ|γιμε; ιλ [ποθυε νοταμμεντ λε Βρ|σιλιεν δε Λα ζιε παρισιεννε δεΟφφενβαχη, ετ σουλιγνε θυεον ρεπροχηαιτ σουπεντ ρ|λεμπερευρ, τουτ ρ|φαιτ γρατυιτεμεντ, δε μαλ παρλερ λε φραν|αισ. ⇔ Ν υνε δατε τουτε ρ|χεντε, δεσ ηιστοριενσ σαπαντσ σε σοντ σ|ριευσεμεντ ρ|φ|ρ|σ ρ|σ εσ οριγινεσ Νχρ|ολεσΝ [N.B. λα γρανδ-μ|ρε δε Ναπολ|ον ΙΙΙ [ταιτ λεμπ|ρατριχε θοσ|πηινε, θυι απαιτ [τ| [λεπ|ε ρ| λα Μαρτινιθυε] πουρ εξπλιθυερ χερταινσ δε σεσ ΝτραπεροσΝ, παρμι λεσθυελσ λεαππ|τιτ σεξυελ... ≈. ζοψεζ, αυ χηαπιτρε 10, λα ρεπρ|σεντατιον δυ Νοιρ δανσ λεσ εσπριτσ ραχιστεσ δε λε|ποθυε. □ θοσ|πηινε νε|ταιτ πασ νοιρε? Θυειμπορται! Λε μοτ Νχρ|ολεσΝ, θυι δ|σιγνε ρ| λεοριγινε λεσ Βλανχσ ν|σ εν Αμ|ριθυε, πρ|τε ρ| χονφυσιον δεπυισ θυεον λεαππλιθυε ρ| λα λανγυε θυε λεσ Νοιρσ παρλαιεντ απεχ λευρσ μα|τρεσ, ετ θυειλσ σοντ σευλσ ρ| παρλερ δ|σορμαισ.

Αυφουρδδηυι, πουρσυιτ Χορβιν, λε φαιτ θυε λεμπερευρ απαιτ ποψαγ|, θυειλ παρλαιτ ανγλαισ ετ αλλεμανδ, εστ πλυτ|τ περ|υ χομμε ποσιτιφ: ιλ ⇔ νε νουσ παρα|τ πασ φρανχηουιλλαρδ ≈.

² N.B. Τραπαιλλεζ χεττε σουσ-παρτιε ρ| λεαιδε δευν πλαν! θε λεαι μοι-μ|με ρ|διδυ|ε γυιδε βλευ εν μαιν.

France ait connus depuis l'Empire romain (la monarchie absolue s'était contentée de palais et de quelques places royales); dans ce domaine également il fallut attendre 1945 pour retrouver un activisme comparable de l'État — dans le contexte très différent de la reconstruction après les destructions de la seconde guerre mondiale. Ces travaux touchèrent toutes les grandes villes; à regret, je n'évoquerai que Paris dans les paragraphes suivants, car je crains que la topographie de Lyon ou de Toulouse ne vous soit pas familière¹.

Ces travaux se firent dans un contexte de **croissance urbaine accélérée** (voyez au chapitre 7), en particulier dans la capitale. Paris atteignit les deux millions d'habitants en 1870; un tiers seulement de ses habitants y étaient nés. Il est vrai qu'en janvier 1860, sa superficie avait doublé à la suite de la **réunion des dix-huit communes de banlieue** (ou portions de communes) situées entre l'ancienne enceinte des Fermiers généraux, qu'on appelait alors simplement "l'octroi", à l'emplacement aujourd'hui, notamment, du métro aérien, et les fortifications construites sous l'impulsion de Thiers entre 1841 et 1845. Ces anciennes banlieues forment aujourd'hui la moitié du douzième et les treizième à vingtième arrondissements: Montmartre, Belleville qui fut répartie entre deux arrondissements, Ménilmontant, Vaugirard, Grenelle, Auteuil, Passy, Chaillot... Dans le même temps la banlieue continuait à s'étendre au-delà des "fortifs", dans les limites imposées par l'absence de transports en commun.

La grande figure de la période, ce fut bien sûr le baron **Georges Haussmann** (1809-1884), qui fut préfet de Paris de 1853 à janvier 1870; il succédait à un autre grand préfet, Rambuteau, l'une des figures de la monarchie de Juillet². Il fut le coordinateur des travaux dans la capitale; mais il ne faut pas oublier que Napoléon III suivait ces dossiers de très près. Ce fut l'Empereur, par exemple, qui imposa à Baltard de construire ses halles en fer et verre (« faites-moi des parapluies », lui demanda-t-il: c'est-à-dire des bâtiments fonctionnels, sans recherche décorative superflue): ce furent les premiers bâtiments métalliques permanents — il est vrai qu'il s'agissait de bâtiments à usage commercial, pas très prestigieux; le palais Garnier en revanche, édifice de prestige, cachait ses structures de fer sous des façades de pierre. Nous avons vu plus haut que le monarque ne dédaignait pas de tracer lui-même des plans. Bien entendu, les chantiers eux-mêmes étaient privés: les immeubles, mais aussi les grands

¹ Πουρ δ᾿ἔπεντυελσ χομπατριοτες: ᾧ Λψον, γε φυτ λ᾿ἔποθυε δε λα χονστρυχτιον δεσ ρυεσ δε λα Ρ[πυβλιθυε ετ δυ πρ[σιδεντ Ηερριοτ (δεσ νομοσ ποστ[ριευρσ [πιδεμμεντ), δε λα γαρε δε Περραχηε ετ δε λα Βουρσε δυ χομμερχε.

² Χομμε φε λ᾿αι νοτ[πλυσ ηαντ Παρισ ν᾿απαιτ πασ δε μαιρε; λε πρ[φετ, νομμ[παρ λε γουπερνεμεντ ετ θυι σι[γεται ᾧ λ᾿Η|τελ δε ζιλλε, ψ [ταιτ τουτ-πυισσαντ, ετ πυ λε χαραχ[ρε τρ[σ φαχοβιν δεσ ρ[γιμεσ συχχεσσιφσ, λα χονχεντρατιον δε λ᾿αχτιπιτ[[χονομιθυε, πολιτιθυε ετ χυλτυρελλε δανσ λα χαπιταλε ετ λεινσουμισσιον χηροنيθυε δεσ Παρισιενσ αυξ πουπωιρσ, χ᾿ἔταιτ θυε χηαργε βιεν πλυσ ιμπορταντε ετ πρεστιγιευσε θυε βιεν δεσ μαροθυινσ μινιστ[ριελσ □ Ηαυσσανν, δυ ρεστε, σι[γεται αυ Χονσειλ δεσ μινιστρεσ, ου πλυσ εξαχτεμεντ παρτιχιπαιτ ρ[γυλι[ρμεντ αυξ ρ[υνιονσ θυι εν τεναιεντ λιευ. Ιλ ψ απαιτ παρ αιλλευρσ υν πρ[φετ δε πολιχε, αυτρε φονχτιον θυι ν᾿εξισταιτ θυεᾧ Παρισ.

magasins et même les gares appartenait à des particuliers ou à des entreprises privées, le percement des artères nouvelles était concédé à des entreprises. Il n'était pas question de logements publics, de H.L.M. Mais **L'État décidait du tracé** des rues et des boulevards, de l'emplacement des gares; les constructions nouvelles obéissaient à **des règlements d'urbanisme extrêmement précis** (ainsi les pouvoirs publics fixaient la hauteur des immeubles; pas question non plus de déroger à la règle sacro-sainte de l'alignement). L'État se chargeait aussi des expropriations; il accordait sa garantie aux emprunts contractés pour les travaux qu'il dirigeait (emprunts parfois fort hasardeux).

Les travaux avaient **cinq objectifs principaux**. D'abord des **objectifs proprement urbanistiques**: moderniser la capitale, considérée comme laide, dangereuse, insalubre (ce qui était vrai), en un mot "gothique"; dédensifier l'habitat; désenclaver les quartiers mal reliés entre eux en facilitant la circulation, car c'est le mouvement qui crée la richesse (il ne s'agissait pas de créer des flux nouveaux, mais de faciliter ceux déjà existants); permettre à Paris d'absorber un surplus croissant de population, offrir à la bourgeoisie des lieux où afficher son triomphe (de nouveaux boulevards, des parcs; on peut évoquer aussi l'escalier monumental des galeries Lafayette, démoli dans les années 1970, et celui du palais Garnier). Il y avait aussi des **objectifs sociaux**: liquider les taudis, mais aussi donner du travail aux ouvriers. Effectivement, ce fut un âge d'or pour les couvreurs, peintres, menuisiers, tapissiers, ébénistes, etc. **Objectifs de prestige** aussi, pour le pays comme pour le régime: **rivaliser avec Londres**; faire date, marquer l'époque (grâce aux grands boulevards, mais aussi à toute une série de monuments, "cathédrales" de la modernité d'alors: au premier chef les gares, mais aussi les grands magasins). **Objectifs économiques** encore: les grands travaux haussmanniens sont peut-être la meilleure illustration des principes du discours de Bordeaux, œuvre d'embellissement et de modernisation menée grâce à un immense effort collectif.

Objectifs politiques et policiers enfin; l'historiographie de gauche les a soulignés à plaisir, jusqu'à oublier les autres. Ils étaient du reste tout à fait clairement avoués, par exemple dans les débats au Corps législatif pour obtenir des crédits. Les grands travaux d'urbanisme devaient permettre de **vider le centre de Paris d'une partie de la "canaille"**, de la "vile multitude", de rendre impossible une nouvelle révolution, de nouvelles Journées de Juin. Il s'agissait en particulier de percer de grands axes pour pénétrer les quartiers ouvriers, notamment afin de permettre des interventions rapides de l'armée en cas de troubles (pour la même raison, on y sema des casernes), pour les morceler, et aussi pour empêcher la construction de barricades sur les grands axes, désormais trop larges pour cela. Enfin les larges avenues haussmanniennes sont beaucoup plus propices aux charges de cavalerie que les étroites ruelles du Paris médiéval. Cet aspect du programme haussmanien fut un échec total: la Commune éclata dans Paris transformée par Haussmann; les insurgés s'appuyèrent

non plus sur des barricades dressées au travers des rues étroites, mais sur les fortifications construites entre 1841 et 1845.

Les travaux laissèrent des traces: ils ne touchèrent que 3% du bâti, mais c'étaient les secteurs les plus fréquentés et les plus visités. On perça des **axes de circulation**, en trois étapes (il y eut trois plans d'aménagement successifs qui prévoyaient trois ensembles de "percées"). Ces voies nouvelles étaient rectilignes et se coupaient souvent à angle droit, ce qui était une nouveauté dans le paysage parisien: ainsi l'ensemble boulevard Saint-Michel — boulevard de Sébastopol — boulevard de Strasbourg (on élargit aussi la rue Saint-Jacques); pensez que jusque-là l'axe nord-sud le plus emprunté sur la rive droite était la rue Saint-Martin! Datent aussi de l'époque d'Hausmann l'achèvement de la rue de Rivoli, commencée sous le premier Empire; avec ses prolongements, de l'Étoile à la Bastille, elle forme avec l'axe nord-sud évoqué plus haut ce qu'on appelle parfois la "grande croisée" parisienne. On peut encore citer le boulevard Voltaire et le boulevard Richard-Lenoir qui éventraient les quartiers ouvriers proches de la place de la Bastille, la rue de Rennes, etc. On dégagea des **places** également, comme autour de l'Hôtel de Ville, bâtiment renaissance reconstruit et très agrandi vers 1840.

Pour réaliser ces percées et ces places, **on détruisit des quartiers anciens** (notamment celui qui était situé à l'emplacement de l'actuelle cour Napoléon entre le Louvre et les Tuileries, ou le quartier sordide de la butte aux Moulins qui céda la place à la prestigieuse avenue de l'Opéra). On liquida le labyrinthe de ruelles qui entourait Notre-Dame: la Cité, vidée de ses habitants, devint un quartier administratif — et perdit beaucoup de son charme. **On dédensifia l'habitat parisien** (les grands appartements "hausmanniens" remplacèrent les minuscules taudis des XVIIe et XVIIIe siècles); par la même occasion **les classes populaires furent massivement chassées du centre-ville** vers la périphérie, sans aucune indemnisation bien entendu (l'hausmannisation accéléra et systématisa un mouvement de ségrégation spatiale déjà engagé dans certains quartiers neufs et chics, mais qui n'avait que peu touché les quartiers anciens): par exemple vers Belleville ou vers la Glacière.

Il ne faut quand même pas exagérer cette évolution et faire du Paris de Hausmann une ville pour les riches: les Arts-et-Métiers, le Sentier et une bonne partie du Marais, ancien quartier aristocratique alors en voie de prolétarianisation, et du quartier Latin, demeurèrent des quartiers très populaires. Une partie du petit peuple se réfugia au fond des cours, ou encore au centre d'îlots anciens épargnés par les nouvelles percées: les riches vivaient sur les grands axes, que la circulation automobile n'avait pas encore rendus désagréables, et les pauvres dans les venelles qui subsistaient dans les intervalles (cela se voit encore si l'on prête attention au

bâti, par exemple dans la partie du Marais la plus proche de l'Hôtel de Ville, et aussi du côté de la place de la République).

En revanche **de nouveaux quartiers** sortirent de terre (ainsi la **plaine Monceau**, une opération immobilière fort juteuse dont l'épopée est au cœur de *La curée*). Ils étaient composés de maisons de rapport, en général nettement plus hautes que le bâti ancien, et d'hôtels particuliers. Le centre de gravité de la ville se déplaça vers le nord-ouest, selon un processus déjà entamé depuis le début du siècle (le quartier de l'Europe avait été loti à la fin de la Restauration), mais que l'aménagement des **Champs-Élysées** et de la place de l'Étoile, et le dessin du quartier situé plus à l'ouest (il ne sortit véritablement de terre qu'un peu plus tard), accélérèrent notablement. En revanche, les industries commencèrent à quitter le centre-ville pour les quartiers orientaux, comme **la Villette** où s'ouvrirent par ailleurs le marché au bestiaux et les abattoirs: il en subsiste la grande halle, l'un des plus impressionnants témoignages de l'architecture métallique du XIXe siècle (elle date de 1867 et abritait le marché aux bœufs; à l'époque ce n'était qu'un simple abri sans cloisons latérales).

On améliora les **services publics**. On aménagea de nombreux espaces verts: les bois de Vincennes et de Boulogne devinrent de véritables **parcs**; on procéda à la réfection du parc Monceau, on aménagea le parc Montsouris qui ouvrit en 1878, et celui des Buttes-Chaumont qui ouvrit en 1867 à l'emplacement des anciennes carrières de la ville et de l'ancien gibet de Montfaucon, pour la distraction et l'hygiène des ouvriers des quartiers populaires de l'est parisien. On installa tout un système d'alimentation en **gaz** et en **eau potable** (avec d'énormes réservoirs sur les hauteurs): les immeubles neufs affichaient fièrement une plaque indiquant: "eau et gaz à tous les étages". Il apparut aussi un système moderne d'**égouts** (il y en a huit cents kilomètres!). On vit apparaître les premiers **tramways**... et les premières règles de circulation, comme l'obligation de conduire à droite.

Ce fut aussi l'époque où sortirent de terre les **halles** de l'architecte Baltard (dès 1851), la prison de la Roquette, de nombreuses casernes pour quadriller les quartiers populaires; ainsi que les grandes **gares** parisiennes, la gare du Nord (en 1866), celle de Lyon (en 1859) et celle d'Austerlitz (en 1867)¹. On termina enfin le Louvre, en chantier depuis cinq siècles, en achevant côté rue de Rivoli la jonction avec les Tuileries; c'était déjà un musée, mais on y avait logé aussi les services les plus divers, dont le ministère de l'Économie et des Finances² et même les logements d'un certain nombre d'artistes boursiers de l'État. Dans le domaine des édifices culturels on commença le **palais Garnier** (terminé en 1874), temple de la culture bourgeoise qui trône au bout de "son" avenue de l'Opéra, et on construisit les théâtres du

¹ Λα γαρε δε λᾶεστ εστ υν πευ πλυσ ανχιεννε: ελλε δατε δε 1847. Λα γαρε Σαιντ-Λαζαρε (1889) ετ λα γαρε δᾶΟρσαψ (1900) σοντ πλυσ ταρδιπεσ. Λα γαρε δε Λψον α [τ] τρ(σ ρεμανι[ε εν 1900.

² Ιλ νᾶεν α [τ] δ[λογ] θυᾶεν 1988.

Châtelet et de la Ville; on n'oublia pas non plus les églises, dont Saint Augustin. Tous ces monuments étaient de style dit "éclectique", c'est-à-dire qu'ils empruntaient des éléments décoratifs à tous les styles architecturaux du passé: le second Empire ne parvint pas à créer de style architectural propre, sauf peut-être pour les immeubles des grandes avenues dont la cohérence stylistique vient des règles très strictes d'urbanisme qui leur était imposées.

Bien entendu tout ceci ne s'acheva pas en 1870: **le "cycle haussmannien" continua sous la IIIe République**, jusque vers 1890, avec par exemple le percement de la rue Monge ou l'aménagement définitif des quartiers bourgeois du XVIe et du XVIIe arrondissements; mais c'était sur la lancée de la grande impulsion donnée entre 1850 et 1870.

Dans l'ensemble, **l'œuvre du baron Haussmann** était en phase avec son temps, époque de course au progrès et à la modernité; ce qui est encore plus frappant, c'est qu'elle **remarquablement survécu**¹ — la quasi-absence de bombardements lors de la seconde guerre mondiale y a aidé bien sûr, mais aussi la grande qualité de cet urbanisme et de ces bâtiments. Le Paris d'aujourd'hui, notamment celui qu'on traverse lorsqu'on est pressé, celui que voient les touristes depuis leur car, celui qui imprègne les mémoires, est toujours très largement celui qui a été dessiné par Haussmann, et non pas par exemple le Marais. Il a pu s'adapter au monde moderne, grâce notamment au surdimensionnement (pour l'époque) des avenues haussmanniennes, qui leur a permis de supporter sans trop de problème l'essor de l'automobile².

On peut aussi admirer, sinon l'**esthétique** individuelle des immeubles haussmanniens, souvent médiocre (il vaut mieux ne pas s'approcher trop près des statues; mais c'est aussi le cas au château de Versailles!), du moins le sens de la norme et de la régularité, de l'homogénéité des perspectives, que le XXe siècle a perdu: à l'époque d'Haussmann **c'était la perspective urbaine qui commandait l'architecture des bâtiments**, non l'inverse, d'où cette impression d'"urbanité" monumentale, d'harmonie d'ensemble si caractéristique des perspectives haussmanniennes. Quant à l'esthétique des principaux monuments, comme

¹ Ν λεξεχεπιον δεσ Χαλλεσ, δ[τρυιτεσ σουσ λε σεπτεννατ δε Γεοργεσ Πομπιδου. Λευρ λεαρχηιτεχτυρε νε[ταιτ πλυσ αυ γο]τ δυ φουρ; συρτουτ, ελλεσ σε[ταιεντ ρ[ω]λ[ε]σ μαλ πλαχ[ε]σ! Αυ δ[παρτ, λευρ εμπλαχεμεντ ρ[ω]ιδιστανχε δεσ γρανδεσ γαρεσ φυτ υν ατουτ; πυισ λεεσοορ δυ χομμερχε αλιμενταιρε ρ[ω]εστινατιον δαυνε πιλλε δε πλυσ εν πλυσ γρανδε ετ δε μιευξ εν μιευξ νουρριε, λε μανθυε δε πλαχε, λειμπορτανχε χροισσαντε δεσ χαμιονσ δανσ λε τρανσπορτ δεαλιμεντοσ ετ λεαβσενχε δε γρανδεσ απενυεσ δ[βουχηναντ διρεχτεμεντ συρ λε Ψπεντρε δε ΠαρισΨ, οβλιγ[ρεντ ρ[ω]εσ δ[πλαχερ ρ[ω]νυγισ εν 1969.

² Λεσ βουλεπερσεμεντοσ υρβανιστιθυεσ δεσ ανν[ε]σ 1950 ρ[ω] 1970 οντ τουχη[ε] εσσηντιελλεμεντ λεσ ζονεσ θυι [ταιεντ ρεσ[ε]σ εν μαργε δε λεαχτιον δε[ε]Χαυσσανν, χομμε Βελλεπιλλε, λα ζιλλεττε ου λε θυαρτιερ Ιταλιε; ιλ εστ ιντ[ρε]σσαντ ρ[ω] χε προποσ δε χομπαρερ λα ρελατιπε σταβιλιτ[ε] δυ χεντρε δε Παρισ απεχ λε τριστε σορτ δυ χεντρε δε Λονδρεσ, ραπαγ[ε] συχχεσσιπεμεντ παρ λε Βλιτζ, λεσ ε2 ετ λευρβανισμε δεαπρ[ε]σ-γυερρε.

l'Opéra, elle a longtemps été vomie de toutes les avant-gardes; aujourd'hui, les temps ayant passé, et à la lumière de quelques ratages spectaculaires dont l'extérieur du nouvel Opéra-Bastille est un "bel" exemple, on a tendance à la réhabiliter. Ce n'est que justice pour le palais Garnier; en revanche, il me semble que l'architecture de la cour Napoléon du Louvre demeure bien lourde et bien chargée.

On peut donc aujourd'hui parler d'une réussite. À l'époque, si dans l'ensemble l'œuvre de modernisation et d'assainissement de la ville était populaire, **tout le monde** cependant **n'était pas enthousiaste**: certains déploraient la perte irréparable de monuments vénérables, comme les églises médiévales de l'île de la Cité, ou simplement d'une ambiance. De très nombreuses photos, certaines prises de manière systématique pour conserver une trace des quartiers en train de disparaître, témoignent de cette tristesse, de cette **nostalgie** à une époque où le culte romantique du passé n'avait pas été totalement effacé par la religion du progrès et du modernisme, et du choc des blessures infligées à la ville: durant vingt ans, il y eut partout des bâtiments éventrés, de gigantesques chantiers... On cite toujours à ce propos les vers de Baudelaire, témoin du bouleversement:

« Le vieux Paris n'est plus, la forme d'une ville

Change plus vite, hélas, que le cœur d'un mortel ».

Par ailleurs Haussmann n'avait montré que fort peu d'intérêt pour les problèmes d'hygiène, sauf dans les immeubles luxueux de la plaine Monceau ou des nouveaux boulevards, ni pour l'amélioration de l'habitat des plus pauvres, problèmes qui pourtant tenaient au cœur de l'Empereur; les ouvriers chassés du centre de Paris se retrouvèrent dans des arrondissements périphériques ou dans des banlieues où rien n'avait été amélioré. Il y avait aussi des critiques plus circonstancielles. On a retenu le titre d'un pamphlet du jeune Jules Ferry, paru en 1867 et dénonçant les irrégularités financières et les emprunts colossaux consentis par Haussmann: ***Les comptes fantastiques d'Haussmann*** (une parodie des célèbres *Contes fantastiques d'Hoffmann*, des nouvelles fantastiques allemandes du début du siècle dont Offenbach fit un opéra, représenté après sa mort en 1880). Surtout, **l'échec politique** du projet haussmannien est patent: le bouleversement de Paris, non seulement ne réconcilia pas les Parisiens avec le régime, mais provoqua une crise du logement, donc du mécontentement (les loyers des immeubles nouveaux étaient beaucoup plus élevés; il y avait moins de logements disponibles puisqu'ils étaient plus grands). D'autre part, cet immense chantier permanent entraîna la concentration dans la capitale d'ouvriers contestataires: tout cela se sentit au moment de la Commune.

IV) L'évolution politique intérieure du régime jusqu'en 1869.

Une politique extérieure confuse et périlleuse, une politique économique audacieuse et moderne: un début de bilan contrasté, donc. Celui de l'action proprement politique du régime est à classer quelque part entre les deux. Le souci du régime était de tenir le pays et de susciter une vie politique dans les cadres qu'il avait définis et que j'ai évoqués dans la première partie, sans sombrer dans la répression et l'obscurantisme comme Charles X, ni dans l'immobilisme érigé en système, comme Louis-Philippe: de ce fait, il hésita perpétuellement entre répression et libéralisme politique. Comme c'était par ailleurs le premier régime où le suffrage universel fonctionnait réellement, il eut à gérer cette nouveauté.

Sur tous ces points, il y eut des évolutions importantes, et assez inattendues. Le second Empire représente un exemple assez rare en France d'**un régime autoritaire qui s'est libéralisé de lui-même**, à partir de 1860, en l'absence de toute pression sociale ou politique: la prospérité régnait et l'opposition était neutralisée; durant les huit premières années le régime avait fonctionné de manière très autoritaire et cela lui avait réussi. En revanche, la libéralisation en elle-même ne lui réussit pas vraiment: il s'en trouva déstabilisé, et si les oppositions ne jouèrent aucun rôle dans les premières phases de la décrispation du régime, leur pression se fit sentir de plus en plus fortement dans la deuxième moitié des années 1860.

A) Les soutiens du régime.

Un régime de type bonapartiste se réclame d'un peuple qu'il unit, d'une nation qu'il incarne. Il **est donc censé être populaire dans tous les milieux**, dans toutes les régions, dans tous les courants de pensée. C'est évidemment impossible... Qu'en était-il dans la réalité dans la France du second Empire?

Bien sûr, les réponses à cette question ont varié au cours des dix-huit ans et demi qui séparent l'avènement de la chute de l'Empire. Il est plus difficile d'y répondre que pour les régimes politiques d'aujourd'hui, ne serait-ce qu'à cause de l'absence de sondages d'opinion; c'est particulièrement ardu pour la période initiale où toutes les oppositions étaient muselées et où la liberté d'expression était des plus réduite. Inversement, il faut se méfier de ne pas surévaluer le mécontentement qui s'exprima à la Chambre et dans les journaux dans les dernières années du régime, espèce de grand défoulement dont rien ne dit qu'il correspondait à un réel renversement de l'opinion: la presse de cette époque n'était

lue que par une fraction minime de la population — une fraction influente, il est vrai.

Il y eut cependant des milieux, des courants d'opinion qui, en gros, soutinrent le régime durant toute son existence: sa base, en quelque sorte. Le second Empire put toujours compter avec l'appui explicite de ceux qui avaient applaudi au coup d'État: les **possédants** et les hommes d'ordre, toujours inquiets pour l'ordre social et pour leurs intérêts économiques; un **personnel politique** proche, par ses origines sociales et ses comportements, de celui des régimes précédents; l'**Église**; l'**armée**. Dans les années 1850, ce soutien n'avait guère de bornes: le sentiment dominant dans ces milieux était un grand soulagement, et une immense reconnaissance envers le régime qui avait empêché la Révolution; la politique menée par le régime à cette époque leur convenait dans l'ensemble, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur. Dans les années 1860, ces soutiens s'affaiblirent quelque peu: la grande peur de 1848-1849 s'effaçait des mémoires; les fougades et les incohérences de l'Empereur agaçaient et inquiétaient. Nous le verrons, cette relative perte de popularité dans les milieux influents fut l'une des raisons majeures de la lente libéralisation du régime dans les années 1860. Mais il ne faut pas exagérer ces évolutions: **la majeure partie de ces milieux continua à soutenir l'Empire jusqu'au bout, fût-ce en grognant**, fût-ce par peur de l'inconnu plus que par enthousiasme.

Le rapport du second Empire à la **bourgeoisie** est assez complexe: le discours officiel du régime avait une dimension ouvriériste non négligeable, laquelle coexistait avec des éloges incessants des forces productives, autrement dit des chefs d'entreprises. Toujours l'unanimité bonapartiste... Que l'ouvriérisme de Napoléon III fût sincère ou non est un point qui se discute; ce qui est clair, c'est que la bourgeoisie, d'affaires ou de robe, si elle s'agaçait parfois des marottes populistes de l'Empereur, ne les considérait pas comme une menace sérieuse pour ses intérêts. Le seul conflit sérieux qui opposa l'Empereur aux milieux d'affaires éclata au moment du coup d'État douanier; le désaccord sur ce point précis de la politique économique persista jusqu'à la fin du régime, mais il ne l'emporta jamais sur le reste, à savoir une profonde satisfaction de cet Empire qui tenait bien le pays en mains, comprenait l'économie, respectait les principes essentiels du libéralisme et encourageait la production. Et puis la prospérité régnait, on faisait des profits colossaux; le régime s'attribuait toute la paternité de cette situation, et cette propagande portait. Dans les années 1860 il y eut aussi des inquiétudes quant à l'aventurisme du régime en matière de politique extérieure, mais cela ne dépassait pas le stade du malaise diffus, sauf au moment des crises les plus chaudes: qu'allait faire l'Empire à appuyer ces révolutionnaires d'Italiens, à agacer la Prusse? Décidément, l'Empereur n'était pas le monarque prudent et compassé, soucieux du *statu quo* politique et

social, qu'ils auraient aimé... Thiers et Guizot notamment exprimèrent leur désaccord avec la politique italienne des années 1859-1860, puis de l'expédition du Mexique.

Avec la bourgeoisie l'Empire **avait rallié une grande partie des orléanistes**, libéraux pragmatiques peu concernés au fond par les problèmes dynastiques: il réconciliait les partisans de l'ordre (tendance Guizot) et ceux du mouvement (tendance Barrot) en assurant la paix sociale avec le suffrage universel, en garantissant qu'il n'y aurait pas de rétablissement des privilèges du sang, mais que ceux de l'argent n'étaient plus menacés. La mouvance orléaniste fournit au régime l'essentiel de son personnel politique. Seuls les orléanistes les plus libéraux en politique, adversaires irréductibles du césarisme, persistaient dans l'opposition au régime: parmi eux, Thiers, nostalgique d'une République conservatrice où son génie de l'intrigue politique avait trouvé à s'exprimer sans être bridé par la présence d'un monarque.

Plus largement, il faut souligner qu'il y eut toujours une fraction de la bourgeoisie pour s'opposer au régime, et qu'elle n'était pas majoritairement composée d'opportunistes déçus dans leurs ambitions du genre Thiers. Dans la France du XIXe siècle, pays très politisé par des conflits qui, depuis 1789, avaient déchiré tous les milieux sociaux, nombreux étaient dans la bourgeoisie, comme dans les autres classes sociales, les hommes pour qui les principes l'emportaient sur les intérêts matériels. Une partie des républicains et des légitimistes notamment étaient issus de la bourgeoisie la plus traditionnelle; mais cela ne faisait qu'une petite fraction de cette classe sociale.

Parmi les plus solides soutiens du régime figurait **l'Église**. L'Empereur avait abandonné le positionnement politique à la limite de l'anticléricalisme qui avait affleuré à plusieurs reprises lorsqu'il était président de la République et qu'il exploitait les maladresses de Falloux et autres champions de l'Église. La loi Falloux avait été maintenue; le régime augmentait le budget des cultes, multipliait les subventions pour la construction d'églises, créait de nouveaux évêchés, accordait des facilités d'installation et de développement aux congrégations des deux sexes, associait l'Église à tous les grands événements officiels, donnait à la guerre de Crimée une allure de croisade et envoyait la marine défendre nos vaillants missionnaires en Annam ou en Chine (voyez au chapitre 10)... Pourtant Napoléon III était personnellement peu croyant, même s'il savait faire les gestes qu'il fallait pour donner l'impression inverse (il fit notamment un pèlerinage à Paray-le-Monial); et l'Empire n'envisageait l'institution ecclésiastique que comme **une police des âmes**: il demandait aux curés de faire prier pour la santé et le salut de l'Empereur, et de menacer les subversifs de la damnation. **Dans l'ensemble, le clergé ne rechigna pas** à faire ce qu'on lui demandait, même si au fond il était bien plus proche des valeurs légitimistes que des valeurs bonapartistes: mais

l'Empire, même s'il se réclamait du peuple et d'autres diableries modernes comme le suffrage universel, représentait d'abord la défaite des "partageux", des nouveaux sans-culottes, et comme on vient de le voir il bichonnait l'Église.

Le Pape cependant montra de la froideur, même avant 1859: il refusa de venir couronner l'Empereur à Notre-Dame; il accepta d'être le parrain du Prince impérial en 1856, mais pas de venir à Paris pour le baptême (il se fit représenter). Certains souvenirs étaient trop cuisants¹, et puis le régime n'affichait pas un catholicisme assez militant.

Il y eut cependant une brève période de vive tension au moment de la guerre d'Italie. Les catholiques français étaient attachés au pouvoir temporel du Pape, or la France soutenait l'unité italienne, processus qui, s'il allait à son terme, condamnerait les États de l'Église. Cette brouille cependant n'était pas très profonde et ne dura pas: au fond, l'Église et l'Empire avaient encore bien des intérêts communs. Par ailleurs, à la fin des années 1860 Napoléon III avait cessé de soutenir les Italiens et protégeait désormais le Pape contre les tentatives d'annexion de Rome au nouveau royaume... Mais jamais plus la confiance ne régna comme dans les années 1850.

Ce que je viens d'écrire du clergé peut s'écrire de l'ensemble des **élites rurales** traditionnelles, nobles ou non: après avoir formé l'ossature sociale du "parti de l'ordre" dans les années 1849-1851, elles se rallièrent au régime (sauf les plus enragés légitimistes, quelques orléanistes doctrinaux et la minorité républicaine); elles firent voter le "bétail rustique" pour l'Empire comme elles l'avaient fait voter pour la République progressiste en 1848, puis pour la République réactionnaire en 1849: même si les régimes en place ne leur plaisaient pas vraiment, ils assuraient l'ordre. D'ailleurs les candidats à l'affiche blanche étaient largement issus de ces milieux, avec seulement un peu moins de nobles qu'avant 1848...

L'armée enfin faisait partie évidemment des soutiens du régime. Jamais, sauf juste avant la première guerre mondiale, elle ne fut plus fêtée, jamais il n'y eut un tel déploiement de mise en scène guerrière, une telle propagande associant les exploits présents et les

¹ Πιε ζI (1775–1799) απαιτ [τ] φαιτ πρισοννιερ παρ λες αρμ[ε]σ ρ[πολυτιονναι]ρεσ φραν|αισες ετ ενποψ[ι] εν εξιλ εν Φρανχε; ιλ μουρτυ εν χηεμιν, ρ ζαλενχε. Σον συχχεσσευρ Πιε ζII (1800–1823), θυι απαιτ αχχεπτ[ι] δε πενιρ σαχρερ Ναπολ[ον] Εμπερευρ ρ Παρισ εν 1804, φυτ πλαχ[ι] εν ρ[σι]ιδενχε συρπειλλ[ι]ε ρ Φονταινεβλεαυ εν 1812–1814. Χεσ σουπενιρσ πεσαιεντ λουρδ; χευξ δυ Χονχορδατ δε 1803 [ταιεντ υν πευ πλυσ ποσιτιφσ. Χερτες λαϋγλισε σ[ε]ταιτ τρουπ[ι]ε σουμιε αυ πουποιρ τεμπορελ, ετ, χοντραιρεμεντ ρ λαΑνχιεν Ρ[ι]γιμε, υν πουποιρ δε λ[ι]γιτιμιτ[ι] νον ρελιγιευσε; μαισ εν μ[ι]με τεμπσ λε Χονχορδατ απαιτ μαρθυ[ι] λα φιν δεσ περσ[χ]υτιονσ ετ λα ρ[ι]ντ[ι]γρατιον δεσ χατηολιθυεσ δανσ λα χομμυναυτ[ι] νατιοναλε.

souvenirs des gloires passées. Il existait un *Almanach de Napoléon*, organe officiel de propagande; les chansons, les images d'Épinal jouaient leur rôle aussi dans ce culte. Il faut évoquer aussi les défilés triomphaux au retour des guerres victorieuses, comme en 1859 (à la veille du 15 août, qui est aussi la saint Napoléon et l'anniversaire du premier monarque du nom), lorsque les troupes défilèrent en uniformes déchirés, les blessés en tête du cortège et la place des morts restée vide dans l'alignement: mise en scène romantique qui s'acheva évidemment au pied de la colonne Vendôme. Toute une partie de la topographie de Paris, apparue à l'époque, rappelle encore aujourd'hui les batailles des deux Empires (pour celles du second: les boulevards de Sébastopol et de Magenta, la rue de Solférino, etc.).

Au-delà de ces milieux, dont je ne saurais trop souligner qu'il ne faut pas les assimiler à des classes sociales (il y a des catholiques dans toutes les catégories de la population!), il y eut, et jusqu'à la fin, **un authentique bonapartisme populaire**, notamment dans les campagnes, du paysan au notaire, mais aussi dans les grandes villes, Paris au premier chef, de l'ouvrier-artisan au journaliste. Certains appréciaient que l'Empire semblât prendre la question sociale plus à cœur que ne l'avaient fait les régimes précédents, même si les mesures concrètes se faisaient attendre. Dans les milieux nationalistes, où le bonapartisme avait des racines profondes que j'ai évoquées au chapitre 1, le rétablissement de l'Empire, puis ses victoires, avait pu paraître effacer l'humiliation de 1815, du traité de Vienne et de la Restauration imposée par l'étranger; et comme, nous l'avons vu, le nationalisme à l'époque n'était pas une valeur spécialement associée à la droite, cela donnait à l'Empire des soutiens à gauche, au moins dans les périodes de crise extérieure. Il s'agissait bien sûr d'un bonapartisme instable, toujours menacé par la détestation des aspects répressifs du régime ou de sa collusion avec "les gros"; mais il existait. D'autres points de la propagande du régime portaient dans l'ensemble de l'opinion publique, surtout au début par comparaison avec la calamiteuse deuxième République: le retour de l'ordre; la prospérité économique.

Il y avait surtout **un bonapartisme de conformisme**, de lâcheté. « Il se produi[sit] un phénomène plusieurs fois répété dans notre Histoire nationale: [la France] s'abandonn[a] avec délices entre les mains du pouvoir personnel, accept[a] sans réaction et même avec satisfaction la dictature, remerciant celle-ci de lui donner à la fois l'ordre intérieur, le progrès économique, la gloire extérieure » (A. Rambaud). Parmi les ralliements par **résignation**, on peut évoquer celui de Béranger, dont la fascination pour les Bonapartes avait fini, l'âge aidant, par l'emporter sur les sentiments démocratiques, et qui déclarait en 1853: « ne voyez-vous pas que nous sommes à jamais délivrés du drapeau blanc? Ne voyez-vous pas ici le triomphe de la Révolution? ». Certes; mais dans un sens bien étroit. En réalité, ce bonapartisme-là était le masque de l'apathie et de l'apolitisme; il assura la victoire du régime à toutes les élections, mais il s'évanouit dès que le régime eut été renversé.

B) La faiblesse de l'opposition dans les années 1850.

Les huit premières années du second Empire ont reçu des historiens le nom d'"**Empire autoritaire**". La **rhétorique populiste** (« mes amis sont dans les usines et dans les chaumières », assurait l'autocrate) s'accompagnait d'un **paternalisme étouffant**: le peuple n'était pas mûr, il n'était pas question de laisser libre cours à ses passions¹. Le régime avait hérité de tout l'appareil répressif de la IIe République et des lendemains du coup d'État: les droits d'association et de réunion étaient restreints (il fallait demander une autorisation pour toute réunion publique et pour toute association de plus de vingt membres). La presse était corsetée par le système des avertissements. La censure s'exerçait même sur les théâtres², les débits de boisson pouvaient être fermés du jour au lendemain sur ordre préfectoral, ce qui incitait directeurs et patrons à se charger de contrôler auteurs et clients. Les souvenirs de la République faisaient l'objet de l'acharnement du régime: on avait arraché les arbres de la liberté, gratté la devise républicaine au fronton des bâtiments publics... L'Empire donna même un tour de vis supplémentaire à la suite de l'**attentat d'Orsini**, qui eut lieu en janvier 1858.

Felice Orsini était un nationaliste italien qui en voulait à l'Empereur d'avoir abandonné, pensait-il, la cause de son peuple (l'opinion ne savait rien des contacts discrets en cours avec les nationalistes italiens); avec des complices, il lança trois bombes sur le cortège officiel qui arrivait à l'Opéra. Le couple impérial en sortit indemne, mais il y eut vingt morts. Le gouvernement profita de l'émotion et de l'inquiétude pour faire voter, en février, une **loi de sûreté générale** qui permettait entre autres d'arrêter à volonté, de garder en prison ou d'exiler sans procès tout ancien prisonnier politique. Les préfets reçurent des quotas d'arrestations à effectuer dans les milieux de gauche; certains, faute de trouver assez de subversifs dans leur département, arrêtaient n'importe qui. Environ quatre cents personnes furent déportées en Algérie, parmi lesquelles un médecin républicain de Vendée, Benjamin **Clemenceau**; son fils Georges, âgé de dix-sept ans, en fut traumatisé. Dans le même temps le régime jouait l'apaisement en amnistiant peu à peu les condamnés républicains de 1851 (les derniers furent pardonnés en 1859), mais la menace de la loi de sûreté générale continuait à peser sur eux au cas où ils se montreraient trop remuants...

¹ Χεεστ τρ\σ σενοσιβλε δανσ λεσ ινοστρυχτιονσ προφεχτοραλεσ χιτ[εσ πλυσ ηαυτ δανσ χε μ|με χηαπιτρε.

² Ελλε [ταιτ αβσυρδε, χομμε τουφουρσ. Υνε ανεχδοτε: χομμε ελλε νε χονχερναιτ θυε λεσ παρτιεσ χηαντ[εσ, εν 1857, Οφφενβαχη ιντροδουσιτ, δανσ σον οπ[ρεττε Χροθυεφερ, υν περσονναγε μυετ θυι σζεξπριμαιτ παρ δεσ πανχαρτεσ...

Ce n'était quand même pas le Chili de Pinochet ni l'U.R.S.S. de Staline. La police et l'armée étaient relativement peu nombreuses. Le régime, sauf à des moments exceptionnels comme les lendemains de l'attentat d'Orsini, cherchait à faire taire l'opposition et non à l'annihiler (et même à ce moment, il agit sur une échelle sans commune mesure avec les dictatures du XXe siècle); il tolérait l'expression de dissensions à titre privé; à plus forte raison il ne cherchait pas, comme les totalitarismes du XXe siècle, à faire de tous les Français des militants enthousiastes à embrigader, à décerveler; il se contentait de leur obéissance. Bref, **c'était un régime autoritaire et non totalitaire**. Mais **l'opposition n'avait presque aucun moyen de se faire entendre**, et elle ne jouissait d'aucun soutien de la part de quelque institution que ce fût.

Les grandes figures de l'**orléanisme** qui ne s'étaient pas ralliées étaient désespérées de voir le régime se stabiliser. Thiers prit une retraite politique qu'il pensait définitive; il s'occupa à prolonger son *Histoire de la Révolution* par une *Histoire du Consulat et de l'Empire*, tout aussi calamiteuse. Guizot se retira à la campagne pour écrire des livres d'Histoire. Les **légitimistes** étaient toujours aussi éloignés de la politique active: ils entretenaient le souvenir du Prétendant et se consolaient en s'investissant dans les œuvres pieuses. Le comte de Falloux, principale figure politique proche de ce courant, abandonna lui aussi la vie publique. Les **républicains**, eux aussi, étaient exclus de la politique active: même s'ils restaient présents dans les grandes villes, dans les milieux populaires où l'on était déçu de l'absence de réformes sociales, dans la bourgeoisie où tout le monde n'avait pas abdiqué ses principes, et chez tous ceux qui pleuraient les libertés perdues, ils ne pouvaient pas faire grand-chose tant les élections étaient manipulées. **Ces oppositions étaient incapables de s'unir**. Orléanistes d'opposition et légitimistes s'opposaient toujours sur le problème de la dynastie, et se jetaient 1830 et 1848 à la tête. Bien entendu, les républicains n'envisageaient pas de faire front commun avec les royalistes (nous verrons qu'il y eut cependant des alliances électorales); même entre républicains l'entente ne régnait guère — d'autant que tous ne s'étaient pas complètement débarrassés de leurs sympathies bonapartistes.

En fait, les **manifestations d'opposition** se réduisaient à la fronde de certains salons (comme celui, républicain, de Mme d'Agoult) et de l'Académie française, indéfectiblement royaliste; au port de cravates rouges (ou noires, le 21 janvier); à quelques réunions de sociétés secrètes vite infiltrées par la police; à la diffusion de portraits de Blanqui ou de Ledru-Rollin (ou d'Henri V), à la lecture des *Châtiments* de Victor Hugo (voyez un peu plus bas), à quelques manifestations silencieuses à l'occasion d'enterrements (celui d'Arago en 1853, celui de Lamennais en 1856, celui de Béranger en 1857 malgré son ralliement au régime), à des chahuts d'étudiants contre des professeurs trop vite "allés à la soupe", comme Sainte-Beuve au collège de France ou Nisard, qui enseignait la philosophie en Sorbonne et, pour légitimer

le coup d'État de 1851, professait doctement qu'il y a deux morales, l'une privée et l'autre politique...

C'était **en Grande-Bretagne**, en exil, que l'opposition faisait le mieux entendre sa voix, mais c'était un concert des plus discordant. C'était un tout petit milieu très mélangé: on y trouvait des socialistes, des républicains modérés, des républicains conservateurs — issus des vagues successives d'exils de mai, juillet 1848, de mai 1849, de décembre 1851: les suivants étaient souvent ceux qui avaient forcé les précédents à l'exil... Ils se haïssaient et se jetaient à la tête leurs lâchetés, leurs compromissions ou leurs extrémismes respectifs. De plus la jeune génération s'opposait aux "vieilles barbes" de 1848, dont elle moquait la naïveté et stigmatisait l'échec; les pragmatiques, qui souhaitaient que les républicains participassent aux élections, s'opposaient aux intransigeants qui pensaient que la chute de l'Empire était imminente et qu'en l'attendant il ne fallait s'abaisser à aucune compromission.

La figure emblématique de cette opposition en exil, c'était bien sûr **Victor Hugo**. Quelques mois avant le coup d'État le poète s'était détrompé quant à la personnalité du Prince-Président; il avait même tenté d'organiser la résistance. Il était désormais définitivement républicain, et ennemi acharné du césarisme. En exil depuis décembre 1851 (exil volontaire à partir de 1859, lorsqu'il fut amnistié), il s'installa à Guernesey en août 1852, face aux côtes de son pays; sur les rochers battus par les vents, il y prenait la pose du héros romantique. Il y travailla beaucoup: outre des œuvres non politiques comme les *Chansons des rues et des bois* (1865) et les *Travailleurs de la mer* (1866), il publia notamment le pamphlet *Napoléon le petit* (1852), où il traitait l'Empereur de « pourceau couvert de fange », et surtout les *Châtiments* (1853), l'un des sommets de la poésie politique en France. Une édition expurgée fut autorisée en France; une autre, complète et clandestine, se vendit très cher dans le beau monde. Voici l'un des poèmes les plus agressifs du recueil:

Chanson

Sa grandeur éblouit l'Histoire

Quinze ans il fut

Le dieu que traînait la victoire

Sur un affût;

L'Europe sous sa loi guerrière

Se débattit. —

Toi, son singe, marche derrière,

Petit, petit.

Napoléon dans la bataille,

Grave et serein,

Guidait à travers la mitraille

L'aigle d'airain.

Il entra sur le pont d'Arcole,

Il en sortit. —

Voici de l'or, viens, pille et vole,

Petit, petit.

Berlin, Vienne étaient ses maîtresses;

Il les forçait,

Leste, et prenait les forteresses

Par le corset;

Il triompha de cent bastilles

Qu'il investit. —

Voici pour toi, voici des filles,

Petit, petit.

Il passait les monts et les plaines,

Tenant en main

La palme, les foudres et les rênes

Du genre humain;

Il était ivre de la gloire

Qui retentit... —

Voici du sang, accours, viens boire,

Petit, petit.

Quand il tomba, lâchant le monde,

L'immense mer

Ouvrit à sa chute profonde

Le gouffre amer;

Il y plongea, sinistre archange,

Et s'engloutit. —

Toi, tu te noieras dans la fange,

Petit, petit.

Ce sobriquet de "Napoléon le petit" a poursuivi l'Empereur toute sa vie et bien après¹; mais la littérature ne suffisait pas à déstabiliser le régime. Aux **législatives de 1857**, convoquées avec un an d'avance, l'opposition n'obtint que six cent soixante-cinq mille voix, 10% environ du total; seuls **neuf opposants parvinrent à se faire élire** (cinq républicains, dont le jeune Émile Ollivier et Jules Favre, et quatre royalistes dont le bruyant Montalembert, un ancien ami de Lamennais, qui s'ennuya fort et expliqua plus tard qu'il avait passé six ans

¹ Δανσ λεαρτιχλε θυε φεαι δ[φ] χιτ[] πλυσ ηαυτ εν νοτε, Αλαιν Χορβιν φαιτ ρεμαρθυερ θυε χεττε χονστρυχιον δε λειμαγε δε Ναπολ[ον] ΙΙΙ συρ λε μοδε δε λα μασχαραδε, δυ χαρναπαλ, δε λειμιτατιον ριδιχυλε δε σον ονχλε περμετται, παρ χοντρεχουπ, δε σαυπερ λα λ[γεν]δε δε λεαυτρε Ναπολ[ον], δε φλαττερ λεσ σεντιμεντσ βοναπαρτιστεσ δεσ Φραν[]αισ.

« dans une cave sans jour et sans air, à lutter avec des reptiles »). Cela représentait toutefois, en nombre de voix, un triplement par rapport aux élections de 1852; de plus l'abstention s'éleva à 35%. Ce fut dans les grandes villes que l'opposition républicaine eut ses meilleurs résultats.

C) Les timides ouvertures des années 1859-1869.

1) Les facteurs de l'évolution.

La **conjoncture politique** du tournant de la décennie explique en partie la libéralisation du régime. Le début des années 1860 fut une passe difficile pour **l'Empire**: par sa politique douanière comme par sa politique italienne, le monarque **avait agacé une partie de ses soutiens "naturels"**. Ces problèmes étaient dus pour une part aux contradictions entre les différents projets de l'Empereur, effet paradoxal du désir de faire l'unité des Français derrière lui, donc de plaire à tout le monde. Bien sûr les curés et les patrons n'étaient pas en train de préparer des barricades; Napoléon III savait qu'il pourrait toujours compter sur eux en cas de crise sociale majeure. Mais ils n'étaient plus les thuriféraires inconditionnels de l'Empire, qui s'était révélé n'être pas leur créature, loin de là — quoi qu'en disent les marxistes, la politique a une grande autonomie par rapport au social et à l'économie, il les mène aussi souvent qu'elles le mènent: on en a ici une preuve éclatante.

Tous ces mécontentements faisaient que **le régime avait besoin de trouver d'autres appuis** qu'à l'époque de l'Empire autoritaire. Pour cela, il fallait de nouveaux projets, et sans doute **une nouvelle légitimité**. En réalité, c'étaient des problèmes consubstantiels au régime, latents depuis le début du règne: la grogne momentanée des milieux d'affaires et des catholiques ne fit qu'obliger l'Empereur à y réfléchir, et à commencer à agir. En d'autres termes, aux facteurs conjoncturels s'ajoutaient des **facteurs structurels**.

Napoléon III avait conscience que son régime était trop lié à sa personne, qu'il était à la merci d'un nouvel attentat (son fils était né en 1856: un Empereur enfant eût-il été respecté?), d'un accident de santé ou même simplement d'une brutale chute de popularité. Les guerres, qui avaient permis de réaffirmer la filiation avec le premier Empire, avaient représenté la première ébauche de solution à ce problème, et dans les années 1860 elles continuèrent; mais cela ne suffisait pas. **L'Empire ne pouvait tout de même pas mener des campagnes militaires incessantes**, dans une Europe où aucun pays n'en voulait

véritablement à la France; il avait déjà été assez difficile de déclencher le conflit avec l'Autriche. Il fallait donc trouver, dans l'héritage de Napoléon Ier, **une autre idée que la gloire militaire** pour légitimer la dynastie: cette idée, ce pouvait être **la liberté, le souci du peuple**. Après tout Napoléon III était toujours l'auteur de *L'extinction du paupérisme*; après tout c'était au nom du peuple qu'il avait fait son coup d'État en 1851: sa légitimité première, ce n'était pas de descendre de Napoléon Ier, c'était d'avoir rendu aux Français le suffrage universel (même si c'était pour qu'ils élussent un Corps législatif émasculé). L'Empire était né "à gauche" si l'on ose écrire, en tout cas par opposition à la République réactionnaire; certes le coup d'État avait nécessité la mise entre parenthèses de ces principes, et tout ce que la France comptait de partisans d'un régime d'ordre et de réaction avait pu croire que Napoléon III s'assiérait dessus aussi douillettement qu'un Adolphe Thiers; mais désormais, pour donner une nouvelle dynamique à son régime l'Empereur avait besoin des principes, auxquels par ailleurs au fond de lui il croyait réellement. **Il lui fallait donc libéraliser le régime** et prêter plus d'attention au problème social.

Dans les années 1850 le second Empire s'était réclamé de principes en contradiction avec sa pratique, ce qui est le cas de bien des régimes politiques; sa grande originalité, ce fut qu'**au lieu d'adapter les principes à la pratique, le chef de l'État essaya d'adapter la pratique aux principes**. Cette adaptation fut lente, partielle et souleva plus d'oppositions qu'elle n'entraîna d'adhésions (plus exactement, elle permit aux oppositions de s'affirmer sans crainte); elle eut cependant le mérite d'avoir lieu, et faillit réussir.

Au fond l'Empire, même dans sa phase autoritaire, n'était pas un régime réactionnaire au sens où il n'était pas crispé sur le refus des évolutions, sur le rejet du monde moderne: Napoléon III n'avait rien à voir avec les Veillot et les Falloux, ce qui les avait un moment rapprochés avait été la crainte de la révolution sociale, désormais conjurée. **L'Empire était un régime d'ordre**, non démocratique au sens que nous donnons aujourd'hui à ce mot **mais moderne, pleinement impliqué dans le capitalisme** en plein essor, soucieux de la valorisation de la production et de la richesse bien plus que des vieilles lunes de l'Église et de la noblesse; c'était le régime des capitaines d'industrie, du rail et du fer, des grandes villes, et non celui de la société rurale, du château, de la paroisse. Les tyrans d'Europe centrale et orientale l'avaient bien senti, pour qui Napoléon III n'avait jamais été un "cousin" mais un "ami". **Or le monde du capitalisme est fondamentalement celui de la démocratie**: l'alerte révolutionnaire une fois passée, beaucoup attendaient le retour à un régime où chacun pût s'exprimer librement, où les initiatives aussi bien politiques qu'économiques (les libéraux, lorsqu'ils sont conséquents avec eux-mêmes, ne font pas de distinctions entre l'un et l'autre plan) pussent se déployer sans être bridées par des carcans idéologiques.

Napoléon III, homme de son temps, perçut ce désir: il comprit ce que Louis-Philippe n'avait pas su saisir. La parenthèse autoritaire de 1852-1859 pouvait et devait se refermer.

2) Une évolution heurtée.

Dans les années 1860, Napoléon III ébaucha de son plein gré un certain nombre de réformes. Elles peuvent paraître lentes et incomplètes; elles représentaient cependant une rupture totale avec les pratiques antérieures, et furent perçues à l'époque comme des nouveautés tout à fait radicales. Je distinguerai, assez artificiellement, les réformes politiques, les réformes sociales et les réformes scolaires.

Avant 1860, les **institutions** étaient typiques d'un régime très autoritaire; à vrai dire elles n'avaient pas un très grand rôle dans la vie du pays, le monarque décidait de l'essentiel. Ce fut sur la **place du législatif** en leur sein que se concentrèrent les réformes des années 1860-1867: aussi dans les paragraphes qui suivent je m'occuperai essentiellement du législatif.

Dans les années 1850 **le législatif était très affaibli**: les bonapartistes sont hostiles à tout parlementarisme, car les jeux parlementaires divisent la nation et dissolvent l'autorité. Il y avait deux assemblées. Le **Corps législatif**, la chambre basse, était formé de deux cent soixante-dix députés (on ne disait plus "représentants du peuple"), élus pour six ans, certes au suffrage universel (au scrutin uninominal à deux tours); mais ils se contentaient de voter les lois, n'avaient le droit ni de les proposer, ni de les modifier. Le mandat des députés était gratuit. Les séances annuelles du Corps législatif ne duraient que trois mois; le chef de l'État les convoquait, les ajournait, les prorogeait selon sa volonté; il pouvait dissoudre la chambre basse.

Le **Sénat**, la chambre haute, était nommé pour l'essentiel par l'Empereur: les sénateurs étaient nommés à vie, sans limitation de nombre; les cardinaux, les maréchaux, les amiraux y siégeaient de droit. Il avait les mêmes pouvoirs législatifs que la chambre basse: les lois devaient être votées par les deux assemblées, ce qui concrètement équivalait à un droit de veto du Sénat sur les décisions du Corps législatif; en revanche le Sénat avait seul le pouvoir de modifier la Constitution. Les débats aux Chambres étaient terriblement ternes; du reste, ils n'étaient pas rendus publics (les journaux n'avaient le droit de publier que des comptes rendus très abrégés des séances); les députés et les sénateurs n'avaient même pas le droit de répondre

aux ministres qui venaient leur présenter leurs projets. C'était le **conseil d'État**, un organisme composé de quarante à cinquante juristes professionnels nommés par l'Empereur (et non de politiciens représentatifs de l'opinion), qui proposait les lois et les amendements. L'Empereur était le plus souvent à l'origine des lois, et il les promulguait: en fait, il contrôlait l'ensemble du processus législatif, et il n'y avait aucune séparation des pouvoirs.

En novembre 1860, en l'absence de toute échéance électorale, mais juste après le coup d'État douanier et la guerre d'Italie, **la Constitution fut amendée** une première fois par le biais d'un sénatus-consulte (c'est-à-dire une décision du Sénat seul, comme c'était la règle en matière constitutionnelle). Les députés et les sénateurs reçurent le **droit d'adresse**: une fois par an, en réponse au discours du Trône prononcé par l'Empereur devant le Parlement réuni, ils avaient le droit de s'adresser au chef de l'État pour faire connaître leur point de vue. Des ministres "sans portefeuille" étaient spécialement chargés d'assurer en permanence les relations entre le gouvernement et le Parlement: l'exécutif montrait un peu plus de considération pour les représentants du peuple. Enfin les débats au Corps législatif seraient désormais publiés dans leur intégralité au Journal officiel et pourraient être reproduits dans les autres journaux.

En 1861, nouvelle initiative: **une loi renforça le contrôle du législatif sur le budget** de l'État. Auparavant il était voté globalement; désormais il serait voté par postes: chaque ministre présenterait le budget de son ministère, ce qui permettrait un débat beaucoup plus riche. Ces mesures réveillèrent l'intérêt des Français pour la chose publique et la vie politique sortit de sa torpeur. Les députés usèrent immédiatement de leurs nouveaux droits: dans l'adresse de 1861 ils critiquèrent vivement la politique italienne de l'Empereur.

Pourtant, dans les années qui suivirent et jusqu'en 1867, **le régime hésita à poursuivre les réformes**. L'entourage de l'Empereur et le personnel politique étaient divisés. Morny poussait plutôt aux réformes: il pensait qu'une fois clos le cycle de désordres ouvert en 1848, le régime devait se réconcilier avec le peuple, la jeunesse, l'intelligence. Mais il mourut en 1865. Rouher, qui de 1863 à 1869 occupa le poste de ministre d'État chargé des relations avec le Parlement, était beaucoup plus réticent. Très libéral en économie, il craignait que des réformes politiques n'ouvrirent un nouveau cycle de désordres. Persigny aussi était très hostile aux réformes, Eugénie encore plus. Entre ces avis divergents, Napoléon III ne tranchait pas. Ce n'était plus l'homme énergique et décidé des débuts de son règne: il souffrait de la "maladie de la pierre" (des calculs rénaux) qui le faisait souffrir et l'épuisait. Aussi il avait tendance à moins s'intéresser aux problèmes de fond, à « s'entêter dans l'indécision » (selon le mot d'Émile Ollivier), à lâcher la bride à son entourage et notamment à l'Impératrice, dont le rôle politique augmentait; à cette époque, en réalité, le régime était un peu "en roue libre", comme le montraient aussi la malheureuse aventure mexicaine et les hésitations en Italie.

Il fallut donc attendre 1867 pour voir reprendre les réformes. Cette année-là, le régime accorda aux sénateurs et aux députés le **droit d'interpellation** à titre individuel: c'est-à-dire qu'ils pouvaient poser des questions aux ministres et que ceux-ci étaient tenus de répondre (par écrit ou en se présentant devant eux). C'était un réel espace qui s'ouvrait pour le débat politique. En 1868, une **loi sur la presse** simplifia beaucoup la vie des journaux d'opposition: l'autorisation préalable fut abolie, ainsi que le système des avertissements; en revanche, le cautionnement et le droit de timbre étaient maintenus. La même année, une autre loi restaura la **liberté de réunion**, avec une restriction: les réunions de nature politique devaient recevoir l'autorisation préalable du préfet. Cette limitation était aisément contournable, on l'avait vu lors de la campagne des banquets en 1847-1848, mais en même temps elle était vexatoire: en fait, elle n'allait pas assez loin pour satisfaire ceux qui la réclamaient, car la liberté de réunion n'était pas complète; mais elle allait assez loin pour en inquiéter d'autres.

Il y eut aussi des **réformes sociales**, dont une au moins fut capitale. On ne les dut qu'au **choix régalien** d'un monarque qui avait toujours voulu "l'extinction du paupérisme" et qui avait fondé une bonne partie sa propagande sur "l'amour des classes souffrantes"; non pas vraiment à une tentative de séduction des socialistes, en retrait de la vie politique et qui ne représentaient pas une menace révolutionnaire.

L'Empire autoritaire avait déjà accompli un certain nombre de gestes symboliques en direction des ouvriers; mais rien de fondamental n'avait changé: le capitalisme restait entier, et la misère presque intacte (malgré de légers progrès dûs à la prospérité), ce qui était d'autant plus insupportable que le gouvernement ne cessait de se vanter des performances économiques du pays. Il fallait aller au-delà. En 1862, le gouvernement fit un premier geste, non pas une vraie réforme mais plutôt un signal: il autorisa le **voyage d'une délégation** de deux cents ouvriers **à la nouvelle exposition universelle de Londres**, pour qu'ils pussent y rencontrer des ouvriers d'autres pays d'Europe, et finança même en partie leur voyage. Il ne s'agissait pas d'une délégation choisie par le régime, mais d'ouvriers socialistes qui s'étaient cooptés (certes dans un réseau d'associations fort peu extrémistes). Ils revinrent fortifiés dans leurs idées (proudhonniennes pour la plupart) et impressionnés par les droits sociaux et le niveau de vie dont jouissaient les ouvriers britanniques; ils publièrent en février 1864 le premier texte programmatique du mouvement social français, le manifeste des Soixante. Ce fut aussi dans le prolongement de ces premiers contacts qu'apparut en France la première Internationale: je reviendrai sur ces deux points.

Ce fut donc bien l'Empire qui rendit la parole aux ouvriers après quinze ans de silence forcé; bien entendu l'Empereur, ce faisant, n'avait pas pour projet de susciter la lutte des classes ni de modifier la société existante, mais bien au

contraire de parfaire l'unité de la nation autour de lui; il voulait faire le bien des ouvriers, comme du reste du peuple (et, pour cela, il souhaitait les laisser exprimer leurs revendications sociales, car elles étaient légitimes: l'Empereur n'était pas Thiers). Mais il n'était pas question que les ouvriers, le peuple, se prissent en mains: la question sociale devait être soustraite au politique (ce n'était pas un projet si fou que cela: somme toute, à part la brève période 1848-1849, le socialisme avait toujours été un mouvement de pensée apolitique). Napoléon III voulait la paix sociale pour assurer la perpétuation de l'expansion économique et la pérennité de son régime. Pour cela, **il fallait des ouvriers satisfaits, bonapartistes, et qui sussent rester à leur place.**

La première réforme réelle eut lieu en **mai 1864**: une loi, dont le rapporteur n'était autre qu'Émile Ollivier (théoriquement un opposant au régime), autorisait les ouvriers à former des "coalitions" en cas de conflit. C'était en fait la **reconnaissance du droit de grève**¹; et c'était la fin de la loi Le Chapelier (il subsistait cependant des limitations: une grève pouvait être interdite en cas "de violences, de menaces ou de manœuvres frauduleuses", ce qui était bien vague). En 1867, **le gouvernement reconnut les sociétés de secours mutuel et les coopératives ouvrières non officielles**, c'est-à-dire celles qui n'avaient pas accepté d'être dirigées par des présidents nommés par les autorités: elles cachaient parfois des syndicats. En fait, durant les dernières années du régime **les syndicats furent tolérés**. Tout ceci était révolutionnaire: pour la première fois, **les luttes sociales se voyaient reconnaître un cadre légal**, ce qui à terme allait permettre de sortir du cercle vicieux des sanglantes révoltes du désespoir, de canaliser les mécontentements pour qu'ils cessassent d'être destructeurs — le monarque, par ailleurs, poursuivait le projet de dépolitiser la France le plus possible en accordant aux ouvriers un espace pour se faire entendre, mais un espace non politique. Cette même année 1867, en réponse à une vieille revendication qui s'était exprimée entre autres dans le manifeste des Soixante, **les députés et les sénateurs abolirent l'article 1781 du code pénal**, qui donnait automatiquement raison au patron contre l'ouvrier lorsque leurs paroles s'opposaient sur des questions de salaire. En 1869 enfin, le gouvernement fit une tentative pour abolir le livret ouvrier; mais elle échoua à cause des difficultés que traversait déjà le régime.

Le **bilan** de ces réformes sociales était **paradoxal**. En réalité, elles visaient à doter les ouvriers de plus de moyens d'expression et d'action, ce qui était un objectif respectable mais insuffisant; en revanche aucune d'entre elles ne visait à améliorer concrètement leur sort. Elles

¹ Βιεν εντενδν, ιλ ψ απαιτ δ[φ] δεσ γρ\πεσ απαντ 1864: απρ\σ χεττε δατε, λε ρ[γ]ιμε πυβλια δεσ στατιστιθυεσ θυι ρεμονταιεντ... φουσθυεν 1851. Μαισ ελλεσ [ταιεντ πευ νομβρευσεσ (θυατρε-πινγτ-θυατρε παρ αν εν μοψεννε δε 1853 ρ 1859), ετ χεεστ βιεν λα λοι δε 1864 θυι α δονν[] ρ λα γρ\πε σον χαδρε μοδερνε: χεεστ ελλε αυσσι θυι α ηαβιτυ[] λεοπινιον ρ ψ ποιρ αυτρε χηοσε θυεν σιμπλε αχτε δεινσυβορδινατιον ετ δε πανδαλισμε.

δonnaient des moyens de protester, sans les raisons de ne pas le faire. Du coup on assista au retour d'une certaine agitation ouvrière à partir de 1866: durant les dernières années du second Empire, apparurent de nombreuses proclamations, journaux, débats sur la question sociale.

Durant tout l'Empire, la loi Falloux demeura en vigueur; mais l'atmosphère changea un peu dans les années 1860 grâce à la personnalité attachante de **Victor Duruy** (1811-1894). Ce n'était pas du tout un homme du sérail politique: fils d'un artisan parisien, normalien aux sympathies plutôt républicaines au départ, il était devenu professeur d'Histoire; l'Empereur, qui en 1860 s'était mis en tête d'écrire une vie de Jules César¹, s'était assuré sa collaboration et avait favorisé sa carrière: devenu inspecteur général, il finit par être appelé au ministère à sa grande surprise; il demeura en charge de l'Instruction publique de 1863 à 1869.

Duruy obtint une très forte augmentation du budget de son ministère, et notamment des crédits pour la création de plus de dix mille écoles publiques; il rétablit l'agrégation de philosophie, l'enseignement de l'Histoire et de la philosophie dans les lycées. Il fut à l'origine de la création de l'École pratique des hautes Études, un établissement qui se consacre à la recherche en sciences humaines. Ce fut à lui surtout que l'on dut en 1867 la création des premiers établissements d'**enseignement secondaire public pour les jeunes filles**, ce qui déclencha des protestations de l'Église (notamment celles de Mgr Dupanloup, que je présenterai au chapitre 4)². Malgré ces progrès, l'Église restait puissante dans l'enseignement et elle continuait à refuser en bloc l'ensemble des innovations intellectuelles du siècle: ainsi ce fut sur les instances du clergé que les cours d'Ernest Renan, professeur au collège de France depuis 1862, furent suspendus par le ministère en 1864. Renan, historien des débuts du christianisme, avait osé publier en 1863 une *Vie de Jésus* qui abordait d'un point de vue strictement agnostique « le Christ, cet homme incomparable »³. Autre limite de l'œuvre de Duruy: malgré ses efforts, il n'était pas arrivé à obtenir la gratuité et l'obligation de l'enseignement primaire, deux revendications dont l'opposition républicaine s'empara progressivement.

¹ Ελλε φυτ πυβλι[ε εν 1865–1866. Λα μ|με τοθυαδε χ[σαριεννε εστ ρ λθοριγινε δε λα χρ[ατιον δυ μυσ[ε δεσ Αντιθυιτ[σ νατιοναλεσ δε Σαιντ Γερμαιν εν Λαψε.

² Χεττε μ|με ανν[ε 1867 ναισσαιτ ρ ζερσαιλλεσ, σουσ λαιμπυλσιον δυ μαιρε ετ δε Μλλε Αρναυδ, φιλλε δουν χηεφ δε γαρε δε λα Χομπαγνιε δε λεΟυεστ, υν Αχουρσ δθενσειγνεμεντ σεχονδαιρε μυνιχιπαλV πουρ λεσ φευνεσ φιλλεσ, πυβλιχ ετ συβπεντιονν[παρ λεΟτατ, αππελ[ρ δεπενιρ λε λψχ[ε Λα Βρυψ[ρε (λεσ ρενσειγνεμεντσ συρ Λα Βρυψ[ρε σοντ εξτραιτσ δε λα πλαθυεττε δυ λψχ[ε ετ δ]σ ρ Μλλε Αντονιεττι, προφεσσευρ δεΗιστοιρε ετ δε γ[ογραπυηε φυσθυεν 1999).

³ Οα, χεεστ λε Ρεναν προγρεσσιστε, χελυι θυθενχενσα λα Ηε Ρ[πυβλιθυε. Ιλ ψ εν α δευξ αυτρεσ: λε τη[οριχιεν δε λα Ανατιον χιτοψεννεV ρ λα φραν]αισε, συρ λεθυελ φε ρεπιενδραι αυ χηαπιτρε 5, ετ θυι εστ λυι αυσι τουφουρσ βιεν εν χουρ; ετ πυισ λε φονδατευρ, απεχ δεαυτρεσ, δυ ραχισμε μοδερνε, θυε λεον πρ[φ[ρε γ[ν[ραλεμεντ ουβλιερ (φε λε[ποθυεραι αυ χηαπιτρε 10).

3) Progrès et désunion des oppositions.

Les réformes n'empêchèrent pas le régime de rencontrer des difficultés. Elles permettaient aux mécontents d'exprimer leur mécontentement et de s'organiser; et puis elles s'accompagnèrent d'hésitations, d'incohérences et d'un certain nombre de **maladresses** criantes. Je les ai déjà évoquées en leur lieu et place, aussi bien dans le domaine de la politique extérieure que dans celui des réformes politiques et sociales; je n'y reviens pas.

Le premier résultat de la lente décrispation de la vie politique fut que **les oppositions parvinrent à progresser aux élections**. À l'occasion des législatives de 1863, une partie des royalistes fit alliance avec les républicains les plus modérés. Thiers et même Falloux, tous deux récemment sortis de leur retraite, firent partie de ceux qui négocièrent ce rapprochement, qui sur le moment fut perçu comme contre nature (notamment par les plus à gauche des républicains), mais qui préfigurait le ralliement des orléanistes à la République conservatrice après 1870. Cette coalition hétéroclite était d'accord pour demander le rétablissement des libertés individuelles, de la liberté de la presse, de la liberté électorale, et en particulier la fin du système de l'affiche blanche. Elle demandait pour le législatif des pouvoirs plus étendus, et une autonomie municipale accrue y compris dans les grandes villes. On voit qu'il s'agissait de revendications très modérées, qu'un Empire libéralisé pouvait accepter de reprendre à son compte — ce qu'il fit, largement, dans les années 1860.

Aux **législatives de 1863**, l'opposition tripla son score: elle passa de six cent soixante-cinq à deux millions de voix (sur sept), et à trente-deux députés, dont dix-sept républicains; les grandes villes votèrent massivement pour les républicains (Paris n'élut que des représentants républicains). L'opposition au régime avait cessé d'être une simple attitude de témoignage: elle disposait désormais d'un espace politique pour s'exprimer. De manière générale, la vie politique officielle, celle qui avait pour théâtre le Parlement et la presse "respectable", se complexifia, gagna en animation. L'un des résultats de ces élections fut l'apparition de ce qu'on appella le "**tiers-parti**", fort d'une soixantaine de députés: certains bonapartistes libéraux, qui voulaient accélérer la mutation du régime, se rapprochèrent de certains républicains modérés, enclins désormais aux concessions envers un régime qui semblait capable d'évoluer vers plus de libéralisme politique, et d'orléanistes pragmatiques désireux de faire glisser l'Empire en douceur vers moins de césarisme. Parmi les chefs de file de cette mouvance on trouvait Émile Ollivier, qui faisait partie des cinq républicains élus en 1857, mais qui était en train de se rallier au régime, et bien entendu l'inévitable Thiers, qui fit

une rentrée politique fracassante en janvier 1864 avec le célèbre **discours "des libertés nécessaires"**¹. Persuadé que le régime allait durer et qu'il lui fallait y trouver sa place, Thiers cherchait un espace politique pour une opposition modérée qu'il s'offrait à diriger.

Les progrès somme toute limités de l'opposition légaliste et modérée aux législatives de 1863 masquaient la réapparition d'une mouvance républicaine; mais elle était extrêmement divisée. Dans les grandes villes notamment avait ressurgi, dans la droite ligne des blanquistes et de la Montagne de 1849, **une extrême-gauche nostalgique** non seulement de février et juin 1848 (les mauvais souvenirs de la deuxième République étaient en train de se dissiper; dans certains milieux, ne restait que la mythologie quarante-huitarde, qui pouvait désormais s'exprimer plus à son aise puisque la censure se relâchait), mais aussi **de la Terreur**. Ils ne croyaient pas à un passage pacifique à la République, n'avaient aucune affection pour le suffrage universel ni pour l'opinion publique de la majorité; ils avaient en commun le **culte de la dictature régénératrice**, du putsch révolutionnaire réalisé par une minorité au nom de l'ensemble de la société. On désignait désormais cette mouvance du nom de **"néo-jacobins"**; c'était la dernière résurgence du vieux Paris des barricades, qui connut son chant du cygne avec la Commune. Leur référence était toujours Blanqui, mais celui-ci, en prison, puis, après son évasion en 1864, en exil à Bruxelles, ne jouait plus de rôle politique actif. Certains, comme Blanqui lui-même d'ailleurs, étaient de plus en plus proches de la frange la plus politisée des milieux socialistes, celle qui refusait toutes les avances du pouvoir et tenait que le socialisme ne pourrait advenir qu'après un changement de régime.

D'autres républicains, tout aussi hostiles à la forme monarchique du régime et au "césarisme" impérial, étaient cependant tout à fait opposés aux néo-jacobins: on peut les désigner du nom de **"républicains de gouvernement"**², et ils sont d'une importance capitale pour mon propos car ce furent eux, et non les néo-jacobins ni les communards, qui fondèrent la IIIe République; mieux, ils la fondèrent sur les ruines de la Commune. Certains siégeaient

¹ Λεσ λιβερτ[σ εν θυεστιον [ταιεντ: λα λιβερτ[ινδιπιδυελλε (χοντρε λεσ αρρεστατιονσ αρβιτραιρεσ); λα λιβερτ[δε πρεσσε; λα λιβερτ[[λεχτοραλε (χοντρε λεσ αφφιχηε βλανχηε); λα λιβερτ[δε λα ρεπρ[σεντατιον νατιοναλε, χεεστ-ϙ-διρε λε χοντρ |λε δυ γουπερνεμεντ παρ λεσ δ[πυτ[σ; λα λιβερτ[δε λα μαφοριτ[, χεεστ-ϙ-διρε λα ποσσιβιλιτ[πουρ λα μαφοριτ[δε δ[φινιρ λα πολιτιθυε δυ γουπερνεμεντ. Τηιερσ ρ[χλαμαιτ εν φαιτ λε ρετουρ ϙ υνε μοναρχηιε παρλεμενταιρε ετ αυ λιβρε φευ δεσ παρτισ, λε πασσαγε δευν ρ[γιμε δε τυπε βοναπαρτιστε ϙ υν ρ[γιμε δεεσπριτ ορλ[ανιστε.

² Χελα πευτ διρε θυειλσ [ταιεντ συσχεπιτβλεσ δε χονστιτυερ υν φουρ υν γουπερνεμεντ (δανσ λε χαδρε δευνε Ρ[πυβλιθυε), θυειλσ πενσαιεντ λε πουποιρ ετ πασ σευλεμεντ λα Ρ[πολυτιον; **μαιο χελα νε πευτ πασ διρε θυειλσ αππαρτεναιεντ αυξ γουπερνεμεντσ δε λε[ποθυε!** θυσθυεν 1870, ιλσ νεοντ ευ αυχυν ποστε μινιστ[ριελ; χοντραιρεμεντ ϙ Ολλιπιερ ετ ϙ Τηιερσ, ιλσ νε σε σοντ φαμαισ ραλλι[σ ϙ λεεμπιρε μ|με λιβ[ραλισ]: ιλσ απαιεντ χερτεσ πασ μαλ δειδ[εσ χομμυνεσ απεχ ευξ νοταμμεντ δανσ λε δομαινε δεσ λιβερτ[σ, μαιο ιλσ [ταιεντ ηομμεσ δε πρινχιπεσ απαντ τουτ.

au Parlement, dont ils formaient l'extrême-gauche, mais ils se refusaient aux compromissions du tiers-parti.

Peu portés sur les mythes même généreux, ils avaient étudié les leçons de l'Histoire: pour eux, l'échec de la deuxième République (qui avait répété en accéléré celui de la grande Révolution) était dû à la fracture entre les républicains et l'opinion, fracture causée par le maximalisme de l'extrême-gauche (certains, pas tous, ajoutaient: et par sa collusion avec le socialisme). Ils détestaient autant l'esprit "terroriste" que le césarisme de Badinguet et le sentimentalisme et l'idéalisme des quarante-huitards; ils haïssaient autant les utopies sociales et politiques que les messianismes religieux. Ils étaient attachés à la légalité et au droit, la plupart étaient des conservateurs en matière sociale: **ils voulaient la République sans la révolution**. L'une de leurs grandes figures intellectuelles était l'historien Edgar Quinet (1803-1875, en exil dans les années 1860): lui aussi travaillait sur la grande Révolution, et pour lui la seule période acceptable en était la Constituante. En revanche la Terreur, la Convention, le Comité de Salut public, etc., n'avaient réalisé que la "mise en représentation" d'une société idéale, du théâtre révolutionnaire qui avait masqué un retour aux pratiques et à l'essence de l'Ancien Régime: le triomphe de l'absolutisme et de la raison d'État. Pour Quinet, qui reprenait sur ce point les idées de Tocqueville, il n'y avait pas de différence entre Robespierre, Bonaparte et Richelieu: ils avaient gouverné au nom d'idées différentes, mais ils avaient gouverné de la même manière, et de ce fait leurs gouvernements avaient eu les mêmes effets.

Pour lutter efficacement contre Napoléon III, **il fallait** donc **critiquer la Terreur** et ses thuriféraires; il fallait débarrasser la France des fantômes de Robespierre et de Saint-Just, qui faisaient tant de mal à la cause républicaine en l'identifiant à l'extrémisme, à la violence. La République ne pouvait renaître, les principes de 1789 ne pouvaient être pleinement appliqués que si personne n'en avait plus peur. L'extrême-gauche révolutionnaire, en entretenant cette peur, se faisait, pour parler comme au XXe siècle, la complice objective du régime en place: elle facilitait la répression et contribuait à la légitimer, car il est normal d'avoir peur de ceux qui prônent la haine et la violence. De plus, ajoutaient les républicains de gouvernement, les néo-jacobins étaient au fond bien plus proches des bonapartistes que des républicains attachés à la liberté: eux aussi prônaient par principe la dictature au nom du peuple¹.

Ces idées, le jeune **Jules Ferry** les résuma admirablement dans un article paru en janvier 1866, écrit pour défendre Quinet contre les attaques des néo-jacobins, et intitulé *Les revenants*. Je vais le citer assez longuement, car il résume avec une grande clarté des enjeux

¹ Εφφεχιπιμεμεντ, πιγγτ ανσ πλυσ ταρδ υν χερταιν νομβρε πασσ\ρεντ δε λα γαυχηε ς λαεξτρ|με-δρουμε δεη|ριταγε βοναπαρτιστε, παρ λε τρυχημεντ δυ βουλανγισμε: νοταμμεντ Ροχηεφορτ θυε φε|ποθυε υν πευ πλυσ βασ.

qui sont restés au cœur des déchirements de la gauche au XXe siècle (pensez au congrès de Tours¹):

« Toute secte est hautaine, dogmatique, intolérante. Celle-ci s'intitule l'école "de la tradition révolutionnaire". Mais il en est d'elle comme de ces enfants qui n'ont retenu du type paternel que les travers. Ces continuateurs de la Révolution n'ont hérité que de ses sophismes, de ses déclamations et de ses haines.

[Ferry explique ensuite que le jacobinisme pouvait avoir sa raison d'être sous la Restauration, lorsque le pouvoir contestait les principes de 1789 et qu'on ne pouvait le combattre que par la force]. Mais aujourd'hui tout est bien changé. La société moderne n'est contestée par âme qui vive: l'Ancien Régime n'existe plus que pour les vieux journaux qui ne veulent pas perdre l'habitude de le pourfendre. Au sein d'une démocratie débordante², qui, au lieu d'ennemis, n'a que des flagorneurs [allusion à la démagogie napoléonienne], le jacobinisme n'est plus une arme de guerre mais un péril, car il représente pour nous quelque chose de plus triste que le souvenir des échafauds: le Préjugé de la Dictature.

Au XIXe siècle, il n'existe plus de tyrannies, il n'y a que des dictatures³. On ne nie pas la liberté, on la fait attendre. L'absolutisme ne prétend plus remplir (...) qu'un office transitoire: c'est un pédagogue, un éducateur, un maître. Napoléon Ier remettait au règne de son fils la fondation d'un régime libre: il subordonnait la liberté à la victoire. M. de Bismarck n'a contre la liberté prussienne qu'un grief: elle pourrait l'empêcher de s'agrandir à sa manière: il subordonne la liberté à

¹ ζοψεζ αυ χηαπιτρε 11.

² Φερρη πουλαιτ διρε θυε περσοννε, συρτουτ πασ λε ρ[γι]με, νε μετταιτ πλυσ εν χαυσε λεσ πρινχιπεσ δε 1789.

³ Υνε διχτατυρε, χε[τ]αιτ ρομε υνε μαγιστρατυρε εξχεπιοννελλε, εξερχ[ε] παρ υν σευλ ηομμε θυι σε συβστιτυαιτ αυξ δευξ χονσυλσ, πουρ υν τεμψ λιμιτ[, αφιν δε ρ[σ]ουδρε υν προβλ[ι]με πρεσσαντ (παρ εξεμπλε υν βλοχαγε δεσ ινστιτυτιονσ ρ[ε] λα συιτε δευνε μ[σ]εντεντε εντρε λεσ χονσυλσ, ου υνε μεναχε μιλιταιρε πρεσσαντε θυι ιμποςαιτ υν χομμανδεμεντ υνιθυε δεσ τρουπεσ ρ[ε] λεσ χονσυλσ [ταιεντ, εντρε αυτρεσ χηοσεσ, χηεφσ δεσ αρμ[ε]σ). Ιλ σεαγισσαιτ δονχ δευνε μαγιστρατυρε ιντ[ε]ργ[ε] αυξ ινστιτυτιονσ, ετ προπισοιρε; δυραντ λεσ πρεμιερσ σι[χ]λεσ δε λα Ρ[ε]πυβλιθυε ελλε φονχτιοννα βιεν, τουσ λεσ διχτατυερσ ρενδιρεντ λε πουποιρ, νοταμμεντ Χινχιννατυσ θυι εξερ[α] δευξ φοισ λα διχτατυρε ετ σαυπα Ρομε δεσ Γαυλοισ. (Απρ[ε]σ υνε [χ]λιπσε αυξ ΙΙε ετ Ιε σι[χ]λεσ, δυραντ λεσ γυερρεσ χιπιλεσ δυ Ιερ σι[χ]λε ελλε φυτ ρ[ε]ταβλιε παρ λεσ γ[ε]ν[ε]ραυξ θυι σεεμπαρ[ε]ντ δε λεσσεντιελ δυ πουποιρ, ετ σερωπιτ αυ χοντραιρε ρ[ε] αφφερμιρ λευρ ρ[ε]γιμε).

Υνε τυραννιε, χε[τ]αιτ εν Γρ[ε] λε πουποιρ ιλλιμιτ[ε] δανσ λε τεμψ, αβσολυ ετ εξορβιταντ δεσ ινστιτυτιονσ ορδιναιρεσ, δευν ηομμε θυι ρ[ε] λα φαυερ δε τρουβλεσ σεεμπαραιτ δευνε χιτ[ε]. Φερρη πευτ διρε θυε τουσ λεσ διχτατυερσ δυ ΕΙΞε σι[χ]λε αγισσαιεντ αυ νομ δε λα λιβερτ[, συπποσ[ε] μεναχ[ε] (παρ εξεμπλε παρ υνε ρ[ε]πολυτιον); ιλσ νεν ρεμετταιεντ πασ λε πρινχιπε εν χαυσε. Χεττε πισιον δεσ χηοσεσ [ταιτ ασσεζ οπτιμιστε εν 1865, δατε ο] λεΕυροπε χεντραλε ετ οριενταλε [ταιτ ινφεστ[ε] δε δεσποτεσ θυε, δεαπρ[ε]σ χε ποχαβυλαιρε, ον θυαλιφιεραιτ πλυτ[ε] δε τυρανσ θυε δε διχτατυερσ.

l'annexion. Je blasphème sans doute, mais j'ose dire qu'en suspendant la Constitution jusqu'à la paix, la Convention ne faisait pas autre chose.

De sorte qu'il est vrai que la doctrine de Salut public est, par le temps qui court, la dernière citadelle du despotisme. La doctrine de Salut public, c'est la liberté subordonnée: de quel front osez-vous vous plaindre qu'on la subordonne aux principes conservateurs, si vous la subordonnez vous-mêmes aux nécessités révolutionnaires? La doctrine de Salut public est la source frauduleuse de toutes nos misères; elle nous énerve [au sens ancien: nous prive de volonté], nous déprave et nous livre. Elle nous commet en des alliances, hélas! autrement dangereuses, équivoques, corruptrices que toutes les coalitions, réelles ou imaginaires, que l'Église jacobine reproche incessamment au parti de la liberté! ».

Dans ce texte, Ferry mettait en lumière l'une des **contradictions de tous les révolutionnaires**, ce qu'on pourrait appeler sommairement "le dilemme de la fin et des moyens": pour construire un monde plus démocratique, ils prévoient d'utiliser des moyens non démocratiques, et il y a un risque sérieux qu'ils s'attardent dans la phase non démocratique de la révolution. Mais la justesse de ces remarques ne doit pas faire oublier qu'en 1865, les républicains de gouvernement étaient eux aussi dans une impasse redoutable: ils ne voulaient pas de l'Empire, ils ne voulaient pas non plus de la violence. Or l'Empire durait, était assez populaire, faisait des réformes. S'ils restaient opposés au régime sans se donner les moyens de l'abattre, les républicains de gouvernement risquaient de s'isoler dans une opposition stérile, qui n'arriverait jamais au pouvoir (un peu comme les légitimistes); ou alors, il leur faudrait se rallier, comme Ollivier, devenir des bonapartistes de progrès, renoncer à combattre le césarisme (c'est-à-dire renoncer à l'essentiel de leur programme) et s'allier avec lui pour essayer de le faire évoluer... avec le risque d'y perdre leur âme: on entre dans le système pour le faire changer, et c'est lui qui vous change. C'est **le dilemme de tous les réformistes**¹! Et c'était ce que l'on pouvait répondre à Ferry: face à des régimes qui refusent d'évoluer sur l'essentiel, il se peut que des révolutions parfois soient nécessaires. En fait, ce fut la défaite de 1870 qui tira les républicains de gouvernement de cette impasse: l'Empire tomba tout seul, sans qu'il y eût besoin d'exercer une quelconque violence.

¹ Χομμεντ διστινγυερ υν ρ[πολυτιονναιρε δουν ρ[φορμιστε? Λε πηλοσοπτη εσπαγνολ Ορτεγα ψ Γασσετ α ευ υνε φορμυλε θυι με σεμβλε ∠ λα φοισ τρ\σ σπνητη[τιθυε ετ τρ\σ φυστε: ⇔ λε ρ[πολυτιονναιρε χριτιθυε λεσ υσ, λε ρ[φορμιστε χριτιθυε λεσ αβυσ ≈ (χιτατιον ινδιρεχτε ετ πασ φορχ[μεντ φιδ\λε συρ λα φορμε). Λε πρεμιερ τρουπε θυε λε μονδε ο] ιλ πιτ εστ φονδαμενταλεμεντ μαυπαισ, ετ ρ\πε δουν αυτρε μονδε; λε σεχονδ λε τρουπε φονδαμενταλεμεντ βον, ετ πευτ, πουρ θυε\ιλ συρπιπε, εν χορριγερ λεσ δψσφονχτιοννεμεντο. Εν ρεπα\νηε υν ρ[πολυτιονναιρε νεεστ πασ φορχ[μεντ πιολεντ (θαυρ\σ, παρ εξεμπλε, ρ\παιτ δεαρριπερ παχιφιθυεμεντ ∠ λα σοχι\τ[σοχιαλιστε). Βιεν εντενδυ, υν ρ[πολυτιονναιρε πευτ |τρε αμεν\ ∠ φαιρε δυ ρ[φορμισμε, πουρ δεσ ραισονσ ταχτιθυεσ (παρ εξεμπλε λεσ μινιστρεσ χομμυνιστεσ εν 1945-1947); υν ρ[φορμιστε πευτ |τρε αχχυλ\ ∠ λα ρ[πολυτιον (αινσι Λαμαρτινε εν 1848, ετ λα πλυπαρτ δεσ χομμυναρδσ).

Outre Ferry, les républicains de gouvernement comptaient dans leurs rangs maints jeunes gens pleins d'avenir, parmi lesquels **Jules Favre**, qui était député, mais surtout Léon Gambetta et Georges Clemenceau. **Gambetta** (1838-1882), fils d'un immigré gênois devenu épicier à Cahors, monté à Paris en 1857, avait été étudiant en droit, puis avocat. C'était l'une des personnalités marquantes du quartier Latin de l'époque: gros buveur, personnage hénaurme et vulgaire, volontiers obscène, toujours tonitruant, véhément, vibrant, enthousiaste, ayant de terribles accès d'emportement et de formidables explosions de gaîté. Souvent excessif dans son expression, il usait d'une phraséologie volontiers révolutionnaire et parfois socialisante qui pourrait le faire classer à la limite des néo-jacobins; mais son comportement postérieur a montré qu'il n'y croyait guère: il refusa de soutenir la Commune et fut l'un des fondateurs de la III^e République. **Clemenceau** (1841-1929) était né en Vendée, où les villes étaient volontiers républicaines par opposition aux campagnes "blanches"; nous avons vu que son père avait été déporté en Algérie en 1858. Il était étudiant en médecine; d'un tempérament plus pondéré que Gambetta, il n'était pas moins républicain; il avait déjà le génie de la formule assassine.

Ce furent ces hommes qui, quinze ans plus tard, surent fonder une République non jacobine, non révolutionnaire (même si elle intégra Robespierre à une place modeste dans son panthéon, comme le rappelle la formule de Clemenceau en 1891: « la Révolution est un bloc »); une République raisonnable, rassurante, acceptable par tous les Français: bref, ils réussirent là où les républicains de 1848 avaient échoué. Ils s'appuyèrent pour cela sur la masse des paysans, mais aussi en partie sur les **classes moyennes**, en plein essor mais éloignées du pouvoir (c'était aussi l'un des rares milieux à ne faire l'objet d'aucune sorte de sollicitude de la part du régime): de ce point de vue, les professions de Gambetta et de Clemenceau étaient significatives — quant à Ferry, il était avocat, comme Gambetta. Dans les années 1860, ils commencèrent aussi à s'appuyer sur la **franc-maçonnerie**, qui entama alors son grand essor et sa politisation.

Quant au **mouvement social**, il commençait à s'organiser, mais en même temps il se radicalisait très vite.

Le **manifeste des Soixante**, publié en 1864 et cosigné notamment par Tolain, artisan ciseleur, et Camélinat, monteur en bronze (deux futures figures du mouvement ouvrier), était un texte encore très modéré, fort déférent pour le régime: il insistait beaucoup sur la modération des travailleurs (« qu'on ne nous accuse pas de rêver lois agraires, égalité chimérique (...), partage, maximum [c'est-à-dire prix fixés par l'État], impôt forcé, etc. ») et sur la nécessaire coopération avec la bourgeoisie sur la voie des réformes (« sans nous, la bourgeoisie ne peut rien asseoir de solide; sans son concours, notre émancipation peut être

retardée longtemps encore »). Cette idéologie de la collaboration des classes n'avait évidemment rien à voir avec les idées de Marx... La plupart des réformes réclamées par le manifeste, réformes politiques et non sociales (le texte s'adressait à l'Empereur, pas aux patrons), étaient celles que réclamaient aussi les républicains de gouvernement: le suffrage universel effectif, la liberté de la presse, de réunion; la séparation de l'Église et de l'État, les « franchises municipales », l'instruction gratuite et obligatoire. Ne s'y ajoutaient que la liberté du travail, des crédits à taux réduit distribués par l'État aux ouvriers, et « la solidarité ».

Surtout, les auteurs du manifeste ne voulaient pas détruire le système politique: ils voulaient le modifier mais acceptaient d'y participer en attendant. Ce qu'ils réclamaient, c'était que les travailleurs fussent représentés au Corps législatif par des députés qui leur fussent proches, c'étaient « **des candidatures ouvrières** »: un thème très proudhonien, qui revenait à souligner que le suffrage universel ne conduisait pas forcément à la représentation harmonieuse de la société, car il ne représentait que les individus, et qu'il fallait en venir à un système où chaque collectivité, chaque catégorie sociale aurait ses propres représentants — ce qui, soit dit en passant, n'était pas sans rappeler les "corps" de l'Ancien Régime. Ces socialistes-là pouvaient envisager de collaborer avec les républicains de gouvernement (du reste ils étaient les amis de Gambetta); ils préfiguraient l'attitude politique d'un Jaurès. Surtout, avec les premiers syndicalistes qui étaient eux aussi des modérés, ils figuraient un socialisme acceptable pour l'Empire, qui leur avait accordé le droit de s'exprimer; cela n'allait pas durer, très vite le mouvement social s'émancipa des limites tracées par l'Empereur.

Moins de deux ans après la parution du manifeste des Soixante, vers 1865-1866, apparut en France l'**Association internationale des Travailleurs**, fondée à Londres en septembre 1864 (à la suite de contacts noués durant l'exposition universelle de 1862; ses statuts avaient été en partie rédigés par Marx). Le premier dirigeant de l'Internationale en France fut Tolain, l'un des signataires du manifeste des Soixante; vous pouvez aussi retenir les noms d'Eugène Varlin et de Benoît Malon. C'était, comme le "parti communiste" de Marx et d'Engels quinze ans auparavant, une structure intermédiaire entre le parti politique et la centrale syndicale: pour ces temps où les partis organisés n'existaient pas et où les syndicats n'étaient que tolérés, la distinction n'a d'ailleurs guère de sens; mais sa postérité "apolitique" est plutôt du côté des syndicats (voyez un peu plus bas).

Ce fut une étape essentielle dans le mouvement social français, car c'était la première fois qu'apparaissait en France une structure d'action sociale et politique spécifique aux travailleurs, non dépendante du régime, ni de l'Église ou d'une mouvance politique déjà existante. Par ailleurs, **avec cette association naissait un nouveau courant du socialisme: le courant internationaliste**. Ce courant cherchait à dépasser les frontières des nations pour affirmer l'unité de la classe ouvrière, et même avait tendance à les traiter par le mépris, à les considérer comme des créations du capitalisme pour diviser et affaiblir les travailleurs. Donc,

un socialisme farouchement hostile à toutes les formes de nationalisme, pacifiste (au moins en ce qui concernait les guerres entre nations; il lui arrivait de prôner la guerre de classes!). Le vieux socialisme français, trop souvent étroitement nationaliste, entamait son déclin.

Mais cette naissance se fit dans la confusion: de nombreux blanquistes et proudhoniens figuraient parmi les figures françaises de la première Internationale; l'ouvriérisme des marxistes était rejeté par la plupart de leurs camarades qui fonctionnaient encore dans le cadre mental, plus large et plus vague, du "peuple", des "travailleurs", voire des "petits" contre les "gros"... L'association se trouva très vite paralysée par ces divisions idéologiques. D'abord tolérée, traitée avec une certaine bienveillance, puis dissoute en 1867, elle réapparut en 1868 (pour être condamnée à nouveau l'année suivante en appel): plus ou moins clandestine, elle était aussi plus radicale qu'auparavant. Ce n'était absolument pas un organisme qui luttait dans le cadre du système politique en vigueur, qui tentait d'obtenir des députés et des conseillers municipaux; ce n'était pas un parti d'opposition — ce n'était que de très loin qu'elle annonçait les IIe et IIIe Internationale dont les sections françaises, la S.F.I.O. et la S.F.I.C. (ou P.C.F.), étaient des partis. À la suite de Marx, dont les idées progressaient dans l'extrême-gauche française, **les membres de l'Internationale renouaient avec leur mépris pour la vie politique**; ils ne prenaient pas part aux élections, car ils considéraient que celles-ci ne menaient à rien (le système ne se réformerait jamais de lui-même, s'y frotter ne pouvait déboucher que sur des compromissions; du reste le vrai pouvoir n'était pas à l'Élysée mais dans les mains des patrons); ils se préparaient à peser sur l'ensemble de la société par la force du nombre et de la résolution, par la grève, la manifestation, éventuellement par la révolution¹. Ces socialistes-là, en principe, n'avaient rien à voir avec aucun courant républicain; en pratique, beaucoup associaient révolution politique et révolution sociale (notamment les blanquistes), et les frontières entre socialistes et néo-jacobins étaient des plus poreuses.

Toutes les oppositions de gauche, des républicains de gouvernement aux socialistes, se retrouvaient sur un point: **l'anticléricalisme**. L'Église était haïe pour sa collusion avec le régime, tout autant que pour le caractère de plus en plus anachronique des dogmes qu'elle professait (voyez au chapitre 7): les catholiques étaient tenus au mieux pour de pauvres niais ignorants, au pire pour des complices de l'oppression; les curés étaient des profiteurs et des fanatiques. Et les quelques difficultés que l'Église eut avec l'Empire au début de la décennie ne suffirent pas à la rendre populaire à gauche, loin de là! Elle trouvait le régime trop moderne... L'anticléricalisme de la gauche s'exprimait en termes assez mesurés dans le

¹ Χεττε ατιτυδε εστ λε φονδεμεντ δε λααπολιτισμε δευνε γρανδε παρτιε δυ μουπεμεντ σοχιαλ φραν|αισ φυσθυεν 1920 ενπιρον: ποψεζ αυξ χηαπιτρε 5 ετ 6.

journal *Le Siècle*, toléré par l'Empire malgré son orientation républicaine; en termes beaucoup plus vifs dans les réunions électorales et les tracts de l'extrême-gauche, notamment à Paris. Seul le tiers-parti recherchait l'appui de la partie la plus "éclairée" de l'épiscopat: des suffrages catholiques étaient toujours bons à prendre.

V-L'Empire libéral (1869-1870).

A) Les législatives de 1869 et leurs conséquences.

Aux **élections de mai-juin 1869**, l'atmosphère était beaucoup moins lourde que lors des scrutins précédents. Le principe de l'affiche blanche subsistait, mais il n'y eut que très peu de candidatures officielles (en partie parce que les candidats montrèrent peu d'empressement à se réclamer de la majorité); la presse était libre (cent quarante périodiques apparurent dans l'année précédant les élections!). Cette campagne électorale fut l'occasion d'**un grand défolement** où se déchaînèrent toutes les rancunes et les ressentiments accumulés depuis le début de l'Empire. C'était à qui dénonçait avec le plus de véhémence le crime du Deux décembre, les mensonges et les contradictions de la politique extérieure, les folies de l'expédition au Mexique, la scandaleuse loi Niel, les scandales économiques et financiers, la collusion de la politique et des affaires.

Il faut évoquer ici le journaliste Henri de **Rochefort** (1831-1913), qui avait lancé en 1868 un hebdomadaire de tout petit format dont il était le seul rédacteur, **La Lanterne**; il se distinguait par un ton persifleur, insolent auquel le gouvernement n'était pas habitué, et qui annonçait un peu *Le Canard enchaîné*. En voici deux échantillons extraits du numéro 1:

« La France contient trente-six millions de sujets, sans compter les sujets de mécontentement ». « Je suis profondément bonapartiste. On me permettra bien cependant de choisir mon héros dans la dynastie (...); comme bonapartiste, je préfère Napoléon II. (...) Il représente pour moi l'idéal du souverain. Personne ne niera qu'il ait occupé le trône, puisque son successeur s'appelle Napoléon III. Quel règne, mes amis, quel règne! Pas une contribution, pas de guerres inutiles avec les décimes [impôts additionnels] qui s'ensuivent, pas de ces expéditions lointaines dans lesquelles on dépense six cent millions pour aller réclamer quinze francs [allusion à l'expédition du Mexique, lancée sous le prétexte de réclamer ses dettes à l'État mexicain] (...) Oh! oui, Napoléon II, je t'aime et je t'admire sans réserve ».

La Lanterne, qui connut un succès foudroyant (cent vingt mille exemplaires!), fut interdite en France dès le troisième numéro, mais continua d'être publiée en Belgique où Rochefort s'était réfugié; elle passait la frontière sans trop de problèmes, y compris par la valise diplomatique. Ce fut également à cette époque que Gambetta prononça l'une de ses plaidoiries les plus célèbres pour défendre le directeur d'un journal républicain, *Le Réveil*, en butte aux tracasseries du gouvernement pour avoir osé lancer une souscription dans le but d'élever un monument au fameux député Baudin, mort sur les barricades de décembre 1848. Il y faisait remarquer notamment que le second Empire était avec le premier, de tous les régimes qui s'étaient succédés depuis 1789, le seul qui n'eût pas osé faire de sa date de naissance une fête nationale...

Pour la première fois, les républicains de gouvernement présentèrent un programme cohérent: le fameux **programme de Belleville**. C'était en principe le programme présenté par le candidat Léon Gambetta pour la circonscription du nord-est parisien qui comprenait l'ancien village de Belleville, réuni à Paris en 1860; mais de nombreux républicains s'y référèrent dans tout le pays, même s'il était un peu excessif pour les plus modérés, et ce programme est resté longtemps l'une des références de la gauche républicaine non socialiste, de ceux que l'on se mit à appeler peu à peu les **radicaux** (le mot figurait sous la forme d'un adjectif à la deuxième ligne du programme: Gambetta se donnait pour objectif « d'affirmer les principes de la démocratie radicale »).

Le texte se plaçait dans la continuité des cahiers de doléances de 1789: il s'intitulait *Cahier de mes électeurs*, comme s'il avait été rédigé par le peuple de Belleville. Par cet intitulé, Gambetta soulignait aussi qu'un député ne doit être que le mandataire de ses électeurs, leur représentant, leur serviteur, habilité seulement à défendre leurs revendications. Dans cet esprit, longtemps sous la III^e République les radicaux exigèrent que les électeurs pussent destituer leurs députés s'ils ne respectaient pas le programme au nom duquel ils avaient été élus (ce genre de revendications disparut vers l'époque où ils se rapprochèrent du pouvoir).

Outre des réformes circonstanciées (la fin du charcutage électoral, l'abolition de la loi de sûreté générale), le programme de Belleville « revendiqu[ait] énergiquement » de nouvelles avancées dans le domaine des **libertés** (notamment la liberté de la presse, la liberté de réunion et d'association); et plus précisément « l'application la plus radicale du **suffrage universel** »: non seulement les maires devaient être élus, y compris à Paris et à Lyon, mais les fonctionnaires aussi (par exemple les magistrats). Les républicains radicaux, contrairement à beaucoup de socialistes et aux néo-jacobins, croyaient en les vertus du suffrage universel; ils en faisaient même une panacée. Le programme de Belleville réclamait aussi la séparation de

l'Église et de l'État (on voyait pointer ici l'**anticiérisme** des radicaux de la III^e République), et, juste à la suite dans le texte, « l'instruction primaire gratuite, laïque et obligatoire »: avec le suffrage universel, **l'instruction pour tous** était le grand projet des républicains. Les deux combats allaient de pair, dans le contexte de la loi Falloux: pour les républicains l'emprise de l'Église sur l'enseignement était le grand obstacle à l'instruction des masses, c'était elle qui expliquait l'emprise de la réaction sur le pays.

Gambetta exigeait aussi « la suppression des armées permanentes, cause de ruine pour les finances de la nation, source de haines entre les peuples et de défiances à l'intérieur »: on relève ici une critique de l'aventurisme militaire du régime et une allusion au rôle de l'armée dans le coup d'État de 1851. Cet **antimilitarisme**, qui commençait alors à se structurer en opposition à Badinguet, est resté très vif dans une partie de la gauche républicaine, quelque peu contrarié cependant, après 1870, par la force des traditions bonapartistes et par la montée du rêve de Revanche contre l'Allemagne — comme je l'ai mentionné plus haut, l'anticésarisme et l'hostilité aux armées de métier, aux armées des Rois, pouvait faire fort bon ménage avec le nationalisme et le rêve d'une armée populaire et républicaine...

En revanche les **réformes économiques et sociales** n'occupaient qu'une place limitée dans le programme de Belleville, et le texte était très vague à leur sujet: réforme fiscale, « abolition des privilèges et monopoles » qui constituaient une « prime à l'oisiveté » (une des rares formules du manifeste où l'on sent l'influence socialiste, sans doute sensible dans ces quartiers de Paris). Le dernier alinéa était explicite: « [nous voulons] les réformes économiques, qui touchent au problème social, dont la solution, *quoique subordonnée à la transformation politique*, doit être constamment étudiée et recherchée au nom du principe de justice et d'égalité sociale. Ce principe généralisé et appliqué peut seul en effet faire disparaître l'antagonisme social et réaliser complètement *notre formule: liberté, égalité, fraternité* » (c'était sur ces mots que se concluait le texte). **Les républicains radicaux**, quoique soucieux du problème social, **n'étaient pas des socialistes**: pour eux, les réformes politiques passaient avant les réformes sociales; il n'était pas question d'exciter la lutte des classes mais au contraire de réconcilier la société; pas question non plus de changer de société, mais de réaliser l'application pleine et entière des principes de 1789. Malgré tout, trente ans plus tard on reprocha beaucoup aux radicaux parvenus au pouvoir d'avoir "oublié les promesses sociales du programme de Belleville".

Les **résultats** des élections furent **assez inquiétants** pour le régime, malgré un nouveau charcutage électoral. Certes les bonapartistes conservaient la majorité à la Chambre,

essentiellement grâce au vote légitimiste¹ des campagnes; mais l'opposition passa de deux millions de voix à trois millions quatre cent mille (sur huit millions au total). Les treize plus grandes villes avaient voté pour l'opposition (Gambetta, bien entendu, avait été élu; il est intéressant de constater qu'il avait battu, entre autres, le néo-jacobin Carnot). Les réformes des années 1860 n'avaient abouti qu'à multiplier les mécontents; était-ce parce qu'elles étaient allées trop loin ou au contraire parce qu'elles avaient été trop timides? Toujours est-il qu'au lendemain du scrutin il y eut des **incidents**: quelques barricades avortées dans l'est parisien, les premières depuis décembre 1851, et une vague de grèves, les premières ou presque au sens moderne de ce mot, qui firent quand même une dizaine de morts en juin à La Ricamarie, près de Saint-Étienne: l'Empire, si soucieux en principe du sort des ouvriers, savait renouer avec les bonnes vieilles méthodes en cas de besoin, c'est-à-dire si "ses amis des usines" ne se contentaient pas de ce que le monarque leur octroyait; or le mouvement social, que le régime avait lancé en espérant le contrôler, semblait décidément lui échapper.

Face à cette situation, Napoléon III louvoya six mois durant: très malade, soumis aux pressions contradictoires de son entourage, il était incapable de prendre une initiative marquante. En ce qui concernait le gouvernement, dès juillet 1869 il renvoya Rouher, bouc émissaire de tous les mécontentements. Puis, à l'automne, il se décida enfin à lancer **une série de réformes constitutionnelles**, qui posèrent les fondations d'un régime profondément renoué. En septembre 1869, un sénatus-consulte décida que le Corps législatif partagerait désormais l'initiative des lois avec le Conseil d'État; les ministres étaient désormais responsables devant les députés (c'est-à-dire que ceux-ci pouvaient les renvoyer); les membres du gouvernement pouvaient être choisis parmi les membres de l'une ou de l'autre chambre. C'était une avancée vers un régime de type parlementaire: la charge de président du Conseil réapparut, le gouvernement cessa d'être une collection de secrétaires pour devenir un véritable cabinet. Cependant il n'était toujours pas globalement responsable devant le Parlement, et bien sûr le président du Conseil était nommé par l'Empereur. **Mais Napoléon III semblait avoir fait le pas décisif que Louis-Philippe n'avait pas franchi**: désormais la monarchie française était presque aussi libérale que la monarchie britannique, le césarisme brutal des années 1850 semblait n'être plus qu'un mauvais souvenir; le régime pouvait espérer rallier les opposants modérés, ceux qui n'étaient pas trop attachés au principe de la forme républicaine du régime.

Mais ce ne fut que le fin décembre que **l'Empereur fit appel à Émile Ollivier** (1825-1913) lequel, début janvier 1870, forma un ministère libéral. Le choix était excellent: c'était un homme jeune encore, brillant², bon connaisseur de la vie politique (il était député depuis

¹ Αδφεχτιφ ιχι εμπλοψ| αυ σενο δε: ποτε πουρ λε πουποιρ εν πλαχε, θυελ θυειλ σοιτ.
² ..., γενδρε δε Λισζτ,

1857), un ancien homme d'opposition pratiquement rallié au régime dans la première moitié des années 1860, et qui attendait une promotion au gouvernement depuis cinq ans. Populaire dans l'opposition de gauche modérée, à cause en particulier de la loi sur les coalitions ouvrières, il n'était point trop détesté non plus des bonapartistes conservateurs. C'était l'homme idéal pour dégager au Parlement une majorité à la fois bonapartiste et libérale, qui permettrait au régime d'évoluer sans heurts. Après tout, il n'y avait que vingt-cinq à quarante républicains irréductibles (parmi lesquels Gambetta, Jules Favre, Jules Simon, Jules Ferry); une grande partie des députés élus sous la bannière de l'opposition étaient disposés aux compromis. De l'autre côté, il y avait quatre-vingt bonapartistes hostiles aux concessions, les "mamelouks"¹: ce n'était pas assez pour bloquer le processus de libéralisation.

Cependant, tout n'était pas gagné. Le pays demeurait très nerveux, notamment le petit peuple des grandes villes: les grèves se multipliaient (par exemple en mars au Creusot, où l'armée intervint²); l'Internationale, qui progressait rapidement dans les milieux ouvriers, recommençait à faire parler d'elle. **L'affaire Victor Noir** est significative de ces tensions persistantes. Correspondant à Paris du journal corse républicain *La Revanche* (une autre création de Rochefort), le jeune Victor Noir (il avait vingt-deux ans) avait écrit une série d'articles fort agressifs contre l'affairisme qui régnait dans la famille impériale. Mi-janvier, janvier, il fut assassiné par le prince Pierre Bonaparte (tué en duel, dit la version officielle; en réalité il fut abattu à coups de revolver au cours d'une violente altercation au domicile du prince). Le meurtrier était un cousin germain de l'Empereur, personnage violent que la famille impériale tenait à l'écart; mais l'affaire éclaboussa évidemment le régime et le mit en difficulté, une semaine à peine après la formation du ministère Ollivier. Lors de l'enterrement de Victor Noir, une manifestation de protestation réunit cent mille personnes dans les rues de Paris; elle manqua tourner à l'émeute (entre autres parce que Blanqui, revenu clandestinement, s'était mis à la tête d'un petit groupe armé qui ne parvint pas, cependant, à entraîner la foule). Finalement, devant un impressionnant déploiement de forces de l'ordre, et après un débat animé, les organisateurs décidèrent au dernier moment de renoncer à traîner le cercueil dans tout Paris, comme en 1848 les victimes de la fusillade du boulevard des Capucines: ce fut Rochefort qui calma la foule, ce qui ne l'empêcha pas d'être arrêté.

¹ Δυ νομ δ̄υνε δ̄ηναστιε [γψπιεννε δυ ΞΙΙε σι\χλε □ ον παρλαιτ βεαυχουπ δ̄εϋγψπε εν χεσ τεμπσ δε χανάλ δε Συεζ □, χ[λ\βρε νοταμμεντ πουρ αποιρ παινχυ υνε χροισαδε φραν|αισε, ετ θυι ν̄εεστ πασ ρεστ[ε χ[λ\βρε πουρ σον ουπερτυρε δ̄εεσπριτ.

² Ιλ ψ ευτ αυ τοταλ χεντ σειζε μιλλε γρ[πιστεσ εν 1869–1970. Λε μουπεμεντ σοχιαλ χομμεν|αιτ ◊ σ̄εοργανισερ δανσ λεσ χαδρεσ δ[φινισ εν 1864; μαισ ιλ [ταιτ ενχορε ινεξπ[ριμεντ[ετ μαλ οργανισ[□ λεσ μ[ταλλυργιστεσ δυ Χρευσοτ εντρ[ρεντ εν γρ[πε λε φουρ ο] λεσ μινευρσ ρεπρεναιεντ λε τραπαιλ, αλορσ θυειλσ ρελεπαιεντ δυ μ|με πατρον! Εν τουτ χασ, λεσ μουπεμεντσ σοχιαυξ χονχερναιεντ δε πλυσ εν πλυσ λα γρανδε ινδυστριε μοδερνε: [πολυτιον νορμαλε θυε λα Χομμυνε, λ̄εανν[ε σ̄ιπ̄αντε, πιντ υν μομεντ χοντραριερ.

Le régime réagit par **de nouvelles mesures de libéralisation**. Un sénatus-consulte promulgué en avril réaffirma les réformes et les rassembla en un seul texte, véritable "constitution de 1870" qui se substitua à celle de 1852. On y trouvait de nouvelles avancées: le Sénat perdait l'exclusivité du pouvoir constituant et se transformait en une chambre haute à l'anglaise, dont le rôle était identique à celui de la Chambre basse. Puis, en mai Napoléon III organisa **un nouveau plébiscite**, par lequel il demandait au peuple d'approuver le sénatus-consulte. C'était la première fois depuis 1852 que le chef de l'État recourait à cette arme; dans un moment difficile, il tentait de réaffirmer sa légitimité populaire, d'établir un dialogue direct avec les Français (hors élections: on était toujours dans le cadre d'une légitimité plébiscitaire, ce qui était passablement contradictoire avec le virage libéral en cours). Effectivement, **le plébiscite fut un triomphe**: il n'y eut que 17% de bulletins négatifs (l'Empereur lança: « j'ai retrouvé mon chiffre »), avec seulement 18% d'abstentions. La preuve était faite que la France profonde soutenait toujours l'Empire. La situation sembla s'apaiser même à Paris. Le régime, qui avait fait preuve en politique intérieure d'une très grande habileté et d'une vraie capacité à évoluer, semblait avoir trouvé une seconde jeunesse; les républicains étaient désespérés — Gambetta avoua à un journaliste: **« l'Empire est plus fort que jamais »**.

En fait, il était à moins de quatre mois de sa chute. Ce fut la politique extérieure aventureuse de Napoléon III qui l'emporta.

B) La crise allemande et la fin du régime.

Bismarck, qui voulait une guerre pour sceller l'unité allemande face à un ennemi commun, poussait désormais à l'affrontement avec la France. Napoléon III n'avait toujours pas compris que le "chancelier de fer" n'avait pas besoin de lui pour réaliser l'unité allemande; il continuait à lui réclamer des **« pourboires »** (l'expression est de Bismarck), notamment le Luxembourg. Désireux lui aussi d'une guerre pour rassembler les Français autour du régime, inconscient de la puissance militaire de la Prusse, il se laissa enfermer dans **une logique de provocation** qu'il ne contrôlait absolument pas.

Ce furent les affaires d'Espagne qui furent à l'origine de la guerre. La reine Isabel II, descendante des Bourbon (donc de souche française), avait été écartée du pouvoir en 1868, et la République avait été proclamée¹. Au bout de neuf mois, l'impasse politique était telle que les Espagnols firent appel à Amédée de Savoie, qui accepta la couronne en 1869, puis, devant

¹ Χε φυτ λα πρεμι\ρε Ρ[πυβλιθυε εσπαγνολε; λα σεχονδε α δυρ[δε 1931 ◊ λα γυερρε χιπιλε.

la situation désastreuse qu'il découvre à Madrid, renonça et rentra chez lui. Les Espagnols firent le tour des cours d'Europe: le trône était à prendre... Alors début juillet 1870, Bismarck, pour provoquer la France, proposa la candidature de Lucien de Hohenzollern, un membre de la famille royale de Prusse: or il était absolument inacceptable pour la France de se retrouver avec des monarques allemands à la fois sur ses frontières septentrionales et méridionales, comme à l'époque de Charles Quint. Paris protesta solennellement, et la Prusse retira son candidat (finalement, les Espagnols se contentèrent du fils d'Isabelle II, Alphonse XII). Mais Napoléon III, très maladroitement, exigea des assurances complémentaires dans la fameuse **dépêche d'Ems**¹. Bismarck fit publier la dépêche, falsifiée par omission au passage, c'est-à-dire résumée dans un sens intentionnellement blessant. On y lisait notamment: « Sa Majesté le Roi a alors refusé de recevoir encore une fois l'ambassadeur de France, et elle a fait dire à celui-ci par l'aide de camp de service que Sa Majesté n'avait plus rien à communiquer à l'ambassadeur ». C'était un camouflet pour la France, une humiliation.

La France déclara la guerre à la Prusse le 19 juillet 1870, « d'un cœur léger » selon Ollivier, s'adressant aux députés. Le Parlement avait voté les crédits de guerre à la quasi unanimité quatre jours auparavant, un réflexe qui annonçait ceux de 1914: il n'y eut que dix "non". Les républicains étaient très nationalistes et beaucoup rêvaient de refaire du Rhin la frontière naturelle de la France, comme à l'époque de la grande Révolution; même Gambetta, malgré l'antimilitarisme du programme de Belleville, vota la guerre. Victor Hugo, de son exil, déclara qu'« un mauvais fusil est excellent quand le cœur est bon »². Blanqui applaudit de sa cellule, évidemment (et le comte de Chambord, le prétendant légitimiste, de son exil). En province l'opinion, qui avait pourtant mis du temps à percevoir la gravité de la crise, accepta la guerre comme "inévitabile" et "nécessaire" (selon les rapports des préfets). Le départ des troupes vers les frontières attira des foules émues et le rassemblement de la garde mobile se fit sans problèmes; à Paris début juillet des manifestations d'enthousiasme cocardier avaient eu lieu comme en 1859 (à Marseille aussi); on se croyait en avril 1792, on chantait la Marseillaise (théoriquement interdite, mais tolérée pour l'occasion). Seuls les socialistes internationalistes protestèrent, mais ils étaient très minoritaires. Quant à la droite bonapartiste,

¹ Δυ νομ δε λα πιλλε ο] Γυιλλαυμε Ιερ πρεναιτ λες εαυξ, ετ ο] λθαμβασσαδευρ δε Φρανχε σε ρενδιτ πουρ λυι χομμυνιθυερ λες εξιγενχεσ δε λθΕμπερευρ.

² Χε γευρε δθ@νεριεσ μαρτιαλεσ, ετ πλυσ γ[ν[ραλεμεντ λθαττιτυδε δε Ηυγο δανσ χεσ σεμαινεσ, με ραππελλε λες [μιγρ[σ αργεντινοσ χηασσ[σ δε λευρ παψσ παρ λα τερριβλε διχτατυρε δεσ ανν[εσ 1970: λορσθυεεν 1982 λθαρμ[ε δε λευρ παψσ ενωπηιτ λες [λεσ Μαλουινεσ, αυτρεφοισ αργεντινεσ μαισ δεπενυεσ βριταννιθυεσ δεπυισ υν σι\χλε ετ δεμι ετ δοντ λα ποπυλατιον ανγλοπηνε νθαπαιτ αυχυνε ενπιε δε δεπενιρ αργεντινε, ετ θυε Λονδρεσ ενωποα σον αρμ[ε λες δ[λιπρερ, χεσ Ύλιβ[ραυξ δε γαυχηεΨ, χεσ ιντελλεχτυελοσ ΨπρογρεσσιστεσΨ, απευγλ[σ παρ λε χηαυπινισμε ετ λα ηαινε δε λθΑνγλαισ (ασσιμιλ[αυ Γριγο, χιβλε φαποριτε δθυν χερταιν ραχισμε ορδιναιρε δε χεττε [ποθυε), σε ρανγ[ρεντ χομμε υν σευλ ηομμε δερρι[ρε λες γ[ν[ραυξ θυι απαιεντ τορτυρ[ετ ασσασσιν[λευρσ χομπαγνονσ, ς λα χουραγευσε εξχεπτιον δε λθ[χριωαιν Μανυελ Πυιγ, λεθυελ φιτ ρεμαρθυερ θυε σι ελλε γαγναιτ λα γυερρε, λα διχτατυρε [ταιτ λς πουρ λονγτεμψ. Παρ χηανχε, ελλε λα περδιτ [λε σεχονδ Εμπιρε αυσσι.

écartée du pouvoir depuis un an, elle espérait le reprendre à l'occasion de la guerre, pour laquelle Ollivier n'était pas chaud. Ce fut effectivement ce qui se produit en août lorsqu'**Eugénie**, nommée régente en l'absence de son mari qui commandait les armées, **renvoya Ollivier et le remplaça par** le très mamelouk général Cousin-Montauban, comte de **Palikao**¹.

Le conflit était très mal engagé pour la France, qui, en déclarant la guerre, s'était placée en position d'agresseur. Le prétexte était mince: on reprochait au roi de Prusse d'avoir refusé de recevoir notre ambassadeur. Le contexte diplomatique était très défavorable: la Grande-Bretagne était fort inquiète des vellétés d'annexer la Belgique, avec Anvers (l'un des principaux relais du port de Londres sur le continent); de plus, cela aurait représenté une menace sur les bouches du Rhin. La Russie, l'Italie et même l'Autriche, qui pourtant venait d'être écrasée par la Prusse à Sadowa, refusèrent de s'engager aux côtés de la France: c'était le résultat de la politique extérieure incohérente du régime. De plus, si Paris était enthousiaste, la province ne l'était pas réellement. L'Empereur, qui n'avait jamais été un grand stratège, était très malade, et bien incapable de diriger les opérations: voyez le portrait sinistre que fait Zola, dans *La débâcle*, de cet homme au masque cireux, figé par la souffrance, consacrant toute son énergie à rester droit en selle, sous le regard dubitatif de la population massée le long des routes.

Et puis **la Prusse était bien mieux préparée que la France**. Cela faisait huit ans que Bismarck était chancelier et préparait l'unification. La Prusse, qui avait établi un vrai service militaire obligatoire, possédait une armée nombreuse (cinq cent mille hommes d'active, plus cent soixante mille soldats de la réserve, où l'on servait quatre ans, et les cent quatre-vingt dix mille hommes de la *Landwehr*, où l'on servait douze ans après la réserve), dotée d'un matériel moderne. L'armée française était inférieure en nombre (trois cent quatre vingt-cinq mille hommes, dont soixante mille en Algérie, sans la réserve, laquelle était nettement plus difficile à mobiliser qu'en Prusse) et en matériel, malgré les chassepots: ainsi les canons français, qui étaient en bronze, se chargeaient par la bouche, alors que les canons Krupp de l'armée prussienne, qui étaient en fer, se chargeaient par la culasse. L'état-major français était complètement inconscient de cette situation, ce dont témoigne la fameuse formule attribuée à Lamoricière ou à Mac-Mahon: **« il ne nous manque pas un bouton de guêtre »**. La guerre n'avait pas été préparée: l'armée française n'était même pas rassemblée aux frontières. C'était

¹ Λα πρισε δυ ποντ δε Παλικαιο απαιτ περιμο αυξ αρμ[εσ φραν]αισε ετ βριταννιθυε δθεντρερ Ϸ Π[ικιν, εν 1859: γε φυτ λε προ|λυδε δυ φαμευξ σαχ δυ Παλαισ δεϷτ[ι], λενυ δεσ [πισοδεσ λεσ μοινσ γλοριευξ δε νοτρε ηιστοιρε χολονιαλε. Χουσιν-Μονταυβαν διριγειαιτ λεξεπ[ιδιτιον: ιλ φυτ ανοβλι Ϸ σον ρετουρ εν Φρανχε. Συρ χεττε αφφαιρε, ποψεξ λε χηαπιτρε 10.

au point que des journaux publièrent les projets stratégiques de l'état-major, pour le plus grand profit des Prussiens!

Le résultat fut que l'armée française alla de défaite en défaite (Wissembourg, Frœschwiller, Forbach, etc.; Gravelotte, en août, est à l'origine de l'expression météorologique: "ça tombe comme à Gravelotte"). Le 1er septembre, les Prussiens finirent par encercler l'armée impériale à **Sedan** où elle s'était portée au secours du général Bazaine, en difficulté à Metz depuis la mi-août. Le 2, elle capitula: la Prusse avait fait d'un coup quatre-vingt-trois mille prisonniers, dont le chef de l'État (lequel, conscient de l'ampleur de la catastrophe, semble avoir cherché une mort digne sur le champ de bataille, mais ne la trouva pas). Le régime ne pouvait survivre à un tel coup: le **4 septembre**, lorsque la nouvelle parvint à Paris, il y eut des manifestations qui réunirent environ cent mille personnes; quelques centaines de républicains envahirent le Palais-Bourbon et Gambetta y proclama la République; puis, après quelques hésitations (ne risquaient-ils pas de tenir leur pouvoir de l'émeute? Mais il n'y eut pas d'émeute!), les députés républicains, dans la bonne tradition, firent une proclamation solennelle à l'Hôtel de Ville. Palikao et Eugénie s'enfuirent en Grande-Bretagne. C'était la fin du second Empire, sans une goutte de sang, sans une seule barricade; pas même une "révolution du mépris", mais un « constat de décès », selon l'expression de René Rémond.

Conclusion:

Malgré des réformes menées avec intelligence, sinon peut-être avec assez d'énergie, l'Empire était mort d'un déficit de popularité et de légitimité. Au fond, **la légitimité de départ du second Empire était encore plus fragile que celle des régimes qui l'avaient précédé**: c'était un régime issu d'un coup d'État et qui passa son temps à tenter laborieusement de faire oublier cette tache originelle; un régime fondé en théorie sur la défense du peuple, en fait sur la peur de la révolution, mais qui finit par plonger les conservateurs dans le malaise tout en étant bien incapable de se gagner l'adhésion enthousiaste de la gauche, quelques égarés mis à part.

Le déficit de popularité était réel aussi. J'ai dit à plusieurs reprises que l'Empire avait été assez populaire; mais c'était **une popularité fragile**, guère plus en vérité que l'expression de l'apathie des simples, des plus passifs, de ceux qui ne faisaient guère de politique, les paysans essentiellement, et aussi les notables orléanistes prêts à manger à tous les rateliers dorés. Certes c'étaient les plus nombreux et les plus puissants; mais pas ceux qui faisaient l'opinion, pas ceux qui firent l'Histoire de ce XIXe siècle. Les urbains, les ouvriers, les classes moyennes, les notables même ne firent guère que tolérer le régime, au mieux s'en accomoder,

mises à part quelques brèves flambées d'enthousiasme cocardier ou d'attendrissement devant le petit Prince impérial. Une bonne partie de ceux des Français qui étaient politisés haïrent l'Empire dès le début pour son côté répressif et étouffant, et parce qu'ils le perçurent comme la providence des profiteurs; la libéralisation politique et les réformes sociales des années 1860 n'allèrent pas assez loin pour les faire changer d'avis. Au fond, la seule chose qu'indiquait le succès du référendum de 1870, c'était que les Français préféraient un Empire libéralisé à de nouveaux troubles; mais à partir du moment où l'Empereur lui-même avait provoqué l'invasion du territoire par une armée étrangère, **l'Empire ne représentait même plus l'ordre et la stabilité.**

Enfin un Bonaparte a besoin de gloire; or **Napoléon III n'avait pas l'envergure militaire de son oncle,** et il n'avait pas mis deux ans à oublier ce qu'il avait pourtant souligné dans le discours de Bordeaux, à savoir que l'on n'était plus en 1810 et qu'une vraie popularité, désormais, ne pouvait s'acquérir que sur les champs de bataille de l'économie, dans la lutte pour le développement, dans la défaite du paupérisme. La popularité du régime était donc à la merci des foucades de l'Empereur: guerres plus ou moins préparées, réformes plus ou moins réfléchies.

En réalité **le second Empire,** malgré du bon travail en matière économique et une répression finalement assez modérée, **ne durait que par la grâce de la prospérité économique, par la division et la résignation de ses adversaires.** Le temps eût sans doute pu changer cette résignation des Français en habitude, et finalement en adhésion à la dynastie, les progrès réguliers de l'opposition en alternances politiques détendues, les philippiques des républicains en nostalgies inoffensives. Contrairement à la monarchie de Juillet, le régime s'en était donné les moyens, non seulement sur le plan politique (avec les réformes de 1869-1870) mais aussi sur le plan de l'action économique. **Il lui eût sans doute suffi, pour durer, d'une politique extérieure plus rationnelle,** car en 1870 la France n'affrontait aucune menace intérieure sérieuse. La III^e République survécut à des crises bien plus graves que l'affaire Victor Noir et les grèves du printemps 1870; mais elle n'alla pas provoquer Bismarck, l'un des plus grands hommes d'État du XIX^e siècle, un trop gros morceau décidément pour ce Napoléon-là, moins "petit" que Hugo ne l'a dit, mais quand même écrasé par l'ombre de son oncle¹.

¹ Λα λ[γεν]δε δε λαονχλε συρπ[χ]υτ αυ δισχρ[δι]τ δυ νεπευ, νοταμμεντ παρ λε τρυχημεντ δε Ηυγο, θυι δεπιντ θυελθυε χηροσε χομμε λε πο[τε] οφφιχιελ δε λα ΙΙΙε Ρ[πυβ]λιθυε, ετ παρ λε βιαισ δεσ προγραμμεσ σχολαιρεσ δε Ιστοιρε, ο[] λ[ε]π[ο]π[ε] μιλιταιρε πριτ λε πασ συρ τουτ λε ρεστε. Πενσεζ αυσσι ◊ Λε Αιγλον δε Εδμονδ Ροστανδ, θυι φυτ υν ιμμενσε συχχ[ι]σ αυ τη[]@τρε εν 1900.